

Premier trimestre de 2025



Banque Royale du Canada – Résultats du premier trimestre de 2025

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers présentés selon la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*. Notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2025 ainsi que notre document d'information financière complémentaire sont disponibles sur notre site Web, à l'adresse rbc.com/investisseurs, et sur SEDAR+, à l'adresse sedarplus.com.

Bénéfice net
5,1 milliards de dollars
Hausse de 43 %
d'un exercice à l'autre

Bénéfice dilué par action⁽¹⁾
3,54 \$
Hausse de 42 %
d'un exercice à l'autre

Total de la DPPC⁽¹⁾
1 050 millions de dollars
Ratio de la DPPC liée aux prêts⁽¹⁾ en hausse de 7 p.b.⁽¹⁾ d'un trimestre à l'autre

RCP^{(1), (2)}
16,8 %
Hausse de 370 p.b. d'un exercice à l'autre

Ratio CET1⁽¹⁾
13,2 %
Supérieur au seuil réglementaire

Bénéfice net ajusté⁽³⁾
5,3 milliards de dollars
Hausse de 29 %
d'un exercice à l'autre

Bénéfice dilué par action ajusté⁽³⁾
3,62 \$
Hausse de 27 %
d'un exercice à l'autre

Total de la CVPC⁽¹⁾
6,9 milliards de dollars
Ratio de la CVPC liée aux prêts⁽¹⁾ en hausse de 4 p.b. d'un trimestre à l'autre

RCP ajusté⁽³⁾
17,2 %
Hausse de 230 p.b. d'un exercice à l'autre

Ratio de liquidité à court terme⁽¹⁾
128 %
Stable par rapport à 128 % au trimestre précédent

TORONTO, le 27 février 2025 – La Banque Royale du Canada⁽⁴⁾ (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net record de 5,1 milliards de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2025, soit une hausse de 1,5 milliard, ou 43 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 3,54 \$, en hausse de 42 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui reflète une croissance pour l'ensemble de nos secteurs d'exploitation. L'inclusion des résultats de la Banque HSBC Canada (HSBC Canada)⁽⁵⁾ a fait croître le bénéfice net de 214 millions de dollars. Le bénéfice net ajusté⁽³⁾ de 5,3 milliards de dollars et le bénéfice dilué par action ajusté⁽³⁾ de 3,62 \$ affichent une hausse respective de 29 % et de 27 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Nos résultats consolidés reflètent une augmentation de 237 millions de dollars du total de la dotation à la provision pour pertes de crédit par rapport à il y a un an, principalement attribuable à la hausse des dotations dans les secteurs Services bancaires aux entreprises, Gestion de patrimoine et Services bancaires aux particuliers, partiellement contrebalancée par la diminution des dotations dans le secteur Marchés des Capitaux. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établi à 42 p.b., en hausse de 5 p.b. par rapport à il y a un an. Le bénéfice avant dotation et impôt⁽⁶⁾ s'est élevé à 7,5 milliards de dollars, en hausse de 2,3 milliards, ou 45 %, par rapport à il y a un an. L'inclusion des résultats de HSBC Canada a fait augmenter le bénéfice avant dotation et impôt⁽⁶⁾ de 451 millions de dollars. Compte non tenu des résultats de HSBC Canada, le bénéfice avant dotation et impôt⁽⁶⁾ a progressé de 36 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse des revenus liés aux services tarifés du secteur Gestion de patrimoine reflétant l'appréciation des marchés et les ventes nettes, ainsi que de l'augmentation des revenus constatée pour le secteur Marchés des Capitaux du fait de la vigueur des secteurs Grande entreprise et services de banque d'investissement et Marchés mondiaux. Ces deux secteurs ont également été favorisés par l'incidence du change. La hausse du revenu net d'intérêt, reflétant la forte croissance moyenne des volumes dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et Services bancaires aux entreprises et l'élargissement des écarts dans le secteur Services bancaires aux particuliers, a également contribué à cette progression. Ces facteurs ont été atténués par l'augmentation des charges découlant de la hausse de la rémunération variable par suite de l'amélioration des résultats, de même que par nos investissements soutenus dans la technologie et nos effectifs dans l'ensemble de nos activités.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net s'est accru de 22 %, reflétant la croissance pour l'ensemble de nos secteurs d'exploitation. Le bénéfice net ajusté⁽³⁾ a augmenté de 18 % par rapport à la période correspondante. Le bénéfice avant dotation et impôt⁽⁶⁾ s'est accru de 24 %, la hausse des revenus ayant plus que neutralisé la croissance des dépenses. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établi à 42 p.b., en hausse de 7 p.b., par rapport au trimestre précédent, reflétant essentiellement l'augmentation des dotations dans les secteurs Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est établi à 39 p.b., en hausse de 13 p.b. par rapport au trimestre précédent, notamment pour un compte dans le secteur d'activité des autres services qui a été transféré des prêts productifs vers les prêts douteux au cours du trimestre. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est établi à 3 p.b., en baisse de 6 p.b. par rapport au trimestre précédent.

Notre position de capital demeure forte, avec un ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1) de 13,2 %, témoignant ainsi de la forte croissance des volumes. Nous avons également versé à nos actionnaires 2,4 milliards de dollars sous forme de dividendes sur actions ordinaires et de rachats d'actions.

« Le premier trimestre de RBC illustre notre engagement à surpasser les attentes de nos clients dans un monde de plus en plus complexe. Au premier trimestre, nous avons enregistré des résultats solides et une croissance axée sur les clients dans nos activités, tout en gérant prudemment les risques et en investissant dans la technologie et les effectifs de manière à préparer la banque pour l'avenir. Lors de notre prochaine Journée des investisseurs, nous serons heureux de vous présenter en détail de quelle façon nous entendons mettre à profit notre solidité financière et stratégique afin d'accroître la valeur que nous créons pour nos clients et nos actionnaires. »

– Dave McKay, président et chef de la direction de la Banque Royale du Canada

T1 2025
par rapport au
T1 2024

Données présentées :

• Bénéfice net de 5 131 millions de dollars ↑ 43 %
• Bénéfice dilué par action de 3,54 \$ ↑ 42 %
• RCP de 16,8 % ↑ 370 p.b.
• Ratio CET1 de 13,2 % ↓ 170 p.b.

Montants ajustés⁽³⁾ :

• Bénéfice net de 5 254 millions de dollars ↑ 29 %
• Bénéfice dilué par action de 3,62 \$ ↑ 27 %
• RCP de 17,2 % ↑ 230 p.b.

T1 2025
par rapport au
T4 2024

• Bénéfice net de 5 131 millions de dollars ↑ 22 %
• Bénéfice dilué par action de 3,54 \$ ↑ 22 %
• RCP de 16,8 % ↑ 250 p.b.
• Ratio CET1 de 13,2 % → stable

• Bénéfice net de 5 254 millions de dollars ↑ 18 %
• Bénéfice dilué par action de 3,62 \$ ↑ 18 %
• RCP de 17,2 % ↑ 210 p.b.

(1) Se reporter au glossaire du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2025 pour une définition de ces mesures.

(2) RCP : Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Cette mesure n'a pas de sens normalisé en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR). Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2025.

(3) Mesures hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2025.

(4) Les expressions « nous », « notre », « la banque » ou « RBC » désignent la Banque Royale du Canada et ses filiales, le cas échéant.

(5) Le 28 mars 2024, nous avons finalisé l'acquisition de HSBC Canada (la transaction visant HSBC Canada). Les résultats de HSBC Canada reflètent les revenus, la dotation à la provision pour pertes de crédit, les frais autres que d'intérêt et l'impôt sur le résultat liés aux activités et aux clients acquis, lesquels comprennent les actifs acquis, les passifs repris et les employés, à l'exception des actifs et des passifs liés aux activités de gestion de la trésorerie et des liquidités. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principaux événements au sein de l'organisation du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2025.

(6) Le bénéfice avant dotation et impôt correspond au bénéfice (5 131 millions de dollars au 31 janvier 2025; 4 222 millions au 31 octobre 2024; 3 582 millions au 31 janvier 2024) avant impôt (1 302 millions au 31 janvier 2025; 993 millions au 31 octobre 2024; 766 millions au 31 janvier 2024) et avant dotation à la provision pour pertes de crédit (1 050 millions au 31 janvier 2025; 840 millions au 31 octobre 2024; 813 millions au 31 janvier 2024). Pour le trimestre clos le 31 janvier 2025, le bénéfice avant dotation et impôt exclusion faite des résultats de HSBC Canada de 7 032 millions de dollars correspond au bénéfice avant dotation et impôt de 7 483 millions, diminué du bénéfice net de 214 millions, de l'impôt sur le résultat de 82 millions et de la dotation à la provision pour pertes de crédit de 155 millions. Il s'agit d'une mesure hors PCGR. Le bénéfice avant dotation et impôt n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et pourrait ne pas être comparable aux mesures analogues que présentent d'autres institutions financières. Nous nous servons du bénéfice avant dotation et impôt pour évaluer notre capacité à faire croître notre bénéfice de façon continue, compte non tenu des pertes de crédit, lesquelles sont touchées par le caractère conjoncturel du cycle du crédit. Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance.

Table des matières

1	Faits saillants du premier trimestre	11	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	42	Gestion des fonds propres
2	Rapport de gestion	14	Services bancaires aux particuliers	48	Questions en matière de comptabilité et de contrôle
2	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	15	Services bancaires aux entreprises	48	Résumé des méthodes comptables et estimations
3	Vue d'ensemble et perspectives	16	Gestion de patrimoine	48	Contrôles et procédures
3	À propos de la Banque Royale du Canada	17	Assurances	48	Transactions entre parties liées
4	Faits saillants financiers et autres	18	Marchés des Capitaux	49	Glossaire
5	Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	19	Services de soutien généraux	52	Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements
6	Principaux événements au sein de l'organisation	20	Analyse des résultats trimestriels et des tendances	53	États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)
7	Rendement financier	22	Situation financière	58	Notes annexes (non audité)
7	Vue d'ensemble	22	Bilans résumés	76	Renseignements à l'intention des actionnaires
11	Résultats des secteurs d'exploitation	23	Arrangements hors bilan		
11	Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	23	Gestion du risque		
		23	Risque de crédit		
		27	Risque de marché		
		32	Risque de liquidité et de financement		

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière au 31 janvier 2025 et pour le trimestre clos à cette date, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent et au trimestre clos le 31 octobre 2024. Le présent rapport de gestion, daté du 26 février 2025, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 31 janvier 2025 (états financiers résumés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2024. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers présentés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2024, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, SEDAR+, à l'adresse sedarplus.ca et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis à l'adresse sec.gov.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2025, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. En outre, nos représentants peuvent formuler verbalement des énoncés prospectifs aux analystes, aux investisseurs, aux médias et à d'autres personnes. Les déclarations prospectives figurant dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, à nos priorités, à notre vision et à nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire, aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, britannique, européenne et internationale, au contexte réglementaire au sein duquel nous exerçons nos activités et au contexte de gestion des risques, y compris notre risque de crédit, notre risque de marché et notre risque de liquidité et de financement, ainsi que les déclarations de notre président et chef de la direction. Les déclarations prospectives contenues dans le présent document reflètent les points de vue de la direction et sont présentées afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision, nos objectifs et priorités stratégiques et notre performance financière attendue, et pourraient ne pas convenir à d'autres fins. Les mots et expressions « croire », « s'attendre à », « laisser supposer », « chercher », « prévoir », « se proposer », « estimer », « viser », « s'engager à », « avoir comme but ou objectif », « s'engager », « cibler », « objectif », « planifier », « perspectives », « échéancier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables, y compris sous leur forme négative et toutes leurs variantes grammaticales, dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques de nature aussi bien générale que particulière qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, que nos objectifs en matière de rendement financier, nos objectifs environnementaux, sociaux ou autres, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas, et que nos résultats réels diffèrent de façon significative de ces prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions.

Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à nos déclarations prospectives étant donné que les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prévoir les répercussions, comprennent, entre autres, les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, d'assurance et de non-conformité (ce qui pourrait faire en sorte que nous fassions l'objet de procédures juridiques et réglementaires dont l'issue potentielle pourrait notamment mener à des restrictions, sanctions et amendes réglementaires), le risque de réputation, les risques liés au cadre juridique et réglementaire, à la concurrence, ainsi que les risques opérationnel, stratégique et systémique, les risques associés à l'escalade des tensions commerciales, y compris les politiques commerciales protectionnistes comme l'imposition de tarifs douaniers, et d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques portant sur le risque de notre rapport annuel 2024 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2025. Ces autres risques incluent ceux qui concernent le contexte commercial et la conjoncture économique des secteurs géographiques où nous exerçons nos activités, le marché de l'habitation et l'endettement des ménages au Canada, les technologies de l'information et les cyberrisques et les risques liés aux tierces parties, l'incertitude géopolitique, les risques environnementaux et sociaux, les bouleversements numériques et l'innovation, les risques liés à la confidentialité et aux données, les changements de la réglementation, les risques liés à la culture et à la conduite, l'incidence des modifications des politiques budgétaires, monétaires et autres de gouvernements, le risque fiscal et la transparence, ainsi que sur notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques liés aux facteurs susmentionnés. D'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives sont présentés dans la rubrique portant sur les risques de notre rapport annuel 2024 et dans la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2025, lesquelles peuvent être mises à jour dans les rapports trimestriels subséquents.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque Royale du Canada doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels, ainsi que de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent document sont présentées à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, aux sections Priorités stratégiques et Perspectives de notre rapport annuel 2024, mises à jour dans la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2025. Ces rubriques peuvent être mises à jour dans les rapports trimestriels subséquents. Les déclarations prospectives contenues dans le présent document reflètent les points de vue de la direction uniquement à la date des présentes et, sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements complémentaires sur ces facteurs et d'autres sont fournis aux rubriques portant sur le risque de notre rapport annuel 2024 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2025, lesquelles peuvent être mises à jour dans les rapports trimestriels subséquents.

Vue d'ensemble et perspectives

À propos de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada est une institution financière mondiale définie par sa raison d'être, guidée par des principes et orientée vers l'excellence en matière de rendement. Notre succès est attribuable aux quelque 98 000 employés qui mettent à profit leur créativité et leur savoir-faire pour concrétiser notre vision, nos valeurs et notre stratégie afin que nous puissions contribuer à la prospérité de nos clients et au dynamisme des collectivités. Selon la capitalisation boursière, nous sommes la plus importante banque du Canada et l'une des plus grandes banques du monde. Nous avons adopté un modèle d'affaires diversifié axé sur l'innovation et l'offre d'expériences exceptionnelles à nos plus de 19 millions de clients au Canada, aux États-Unis et dans 27 autres pays. Pour en savoir plus, visitez le site [rbc.com](https://www.rbc.com).

Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2024, le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a été scindé en deux secteurs d'exploitation distincts : Services bancaires aux particuliers et Services bancaires aux entreprises. Avec ce changement, RBC Placements en Direct^{MD} est passé du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises à celui de Gestion de patrimoine. Les résultats correspondants du présent rapport de gestion ont été révisés afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle.

Faits saillants financiers et autres

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)	Aux ou pour les trimestres clos les			Pour les trimestres clos	
	31 janvier 2025 (1)	31 octobre 2024 (1)	31 janvier 2024	T1 2025 par rapport au T4 2024	T1 2025 par rapport au T1 2024
Total des revenus	16 739 \$	15 074 \$	13 485 \$	1 665 \$	3 254 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1 050	840	813	210	237
Frais autres que d'intérêt	9 256	9 019	8 324	237	932
Bénéfice avant impôt	6 433	5 215	4 348	1 218	2 085
Bénéfice net	5 131 \$	4 222 \$	3 582 \$	909 \$	1 549 \$
Bénéfice net ajusté (2), (3)	5 254 \$	4 439 \$	4 066 \$	815 \$	1 188 \$
Secteurs – bénéfice net					
Services bancaires aux particuliers (4)	1 678 \$	1 579 \$	1 353 \$	99 \$	325 \$
Services bancaires aux entreprises (4)	777	774	650	3	127
Gestion de patrimoine (4)	980	969	664	11	316
Assurances	272	162	220	110	52
Marchés des Capitaux	1 432	985	1 154	447	278
Services de soutien généraux	(8)	(247)	(459)	239	451
Bénéfice net	5 131 \$	4 222 \$	3 582 \$	909 \$	1 549 \$
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – de base	3,54 \$	2,92 \$	2,50 \$	0,62 \$	1,04 \$
– dilué	3,54	2,91	2,50	0,63	1,04
Bénéfice ajusté par action – de base (2), (3)	3,63	3,07	2,85	0,56	0,78
– dilué (2), (3)	3,62	3,07	2,85	0,55	0,77
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	16,8 %	14,3 %	13,1 %	250 p.b.	370 p.b.
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté (2), (3)	17,2 %	15,1 %	14,9 %	210 p.b.	230 p.b.
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (5)	118 550 \$	114 750 \$	107 100 \$	3 800 \$	11 450 \$
Marge nette d'intérêt – selon la moyenne des actifs productifs, montant net (3)	1,60 %	1,68 %	1,41 %	(8)p.b.	19 p.b.
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,42 %	0,35 %	0,37 %	7 p.b.	5 p.b.
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,03 %	0,09 %	0,06 %	(6)p.b.	(3)p.b.
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,39 %	0,26 %	0,31 %	13 p.b.	8 p.b.
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,78 %	0,59 %	0,48 %	19 p.b.	30 p.b.
Ratio de liquidité à court terme (3), (6)	128 %	128 %	132 %	– p.b.	(400)p.b.
Ratio de liquidité à long terme (3), (6)	115 %	114 %	113 %	100 p.b.	200 p.b.
Ratios de fonds propres, ratio de levier et ratios de la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) (3), (7)					
Ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1)	13,2 %	13,2 %	14,9 %	– p.b.	(170)p.b.
Ratio de fonds propres de première catégorie	14,6 %	14,6 %	16,3 %	– p.b.	(170)p.b.
Ratio du total des fonds propres	16,4 %	16,4 %	18,1 %	– p.b.	(170)p.b.
Ratio de levier	4,4 %	4,2 %	4,4 %	20 p.b.	– p.b.
Ratio TLAC	29,8 %	29,3 %	31,4 %	50 p.b.	(160)p.b.
Ratio de levier TLAC	8,9 %	8,4 %	8,5 %	50 p.b.	40 p.b.
Principales données figurant au bilan et autres renseignements (8)					
Total de l'actif	2 191 026 \$	2 171 582 \$	1 974 405 \$	19 444 \$	216 621 \$
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable	488 025	439 918	405 813	48 107	82 212
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts	1 006 050	981 380	858 316	24 670	147 734
Actifs liés aux dérivés	153 686	150 612	105 038	3 074	48 648
Dépôts	1 441 940	1 409 531	1 241 168	32 409	200 772
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	122 763	118 058	108 360	4 705	14 403
Total de l'actif pondéré en fonction des risques (3), (7)	708 941	672 282	590 257	36 659	118 684
Biens sous gestion (3)	1 428 700	1 342 300	1 150 100	86 400	278 600
Biens administrés (3), (9)	5 148 300	4 965 500	4 490 100	182 800	658 200
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne de base	1 413 937	1 414 460	1 406 324	(523)	7 613
– moyenne diluée	1 416 502	1 416 829	1 407 641	(327)	8 861
– à la fin de la période	1 412 878	1 414 504	1 408 257	(1 626)	4 621
Dividendes déclarés par action ordinaire	1,48 \$	1,42 \$	1,38 \$	0,06 \$	0,10 \$
Rendement de l'action (3)	3,4 %	3,5 %	4,5 %	(10)p.b.	(110)p.b.
Ratio de distribution (3)	42 %	49 %	55 %	(700)p.b.	(1 300)p.b.
Cours de l'action ordinaire (RY sur TSX) (10)	177,18 \$	168,39 \$	131,21 \$	8,79 \$	45,97 \$
Capitalisation boursière (TSX) (10)	250 334	238 188	184 777	12 146	65 557
Renseignements généraux liés aux activités					
Nombre d'employés (équivalent temps plein)	94 624	94 838	90 166	(214)	4 458
Nombre de succursales	1 286	1 292	1 248	(6)	38
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	4 358	4 367	4 341	(9)	17
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période (11)	0,699	0,733	0,745	(0,034)	(0,046)
Équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US à la fin de la période	0,687	0,718	0,744	(0,031)	(0,057)

(1) Le 28 mars 2024, nous avons finalisé la transaction visant HSBC Canada. Les résultats de HSBC Canada ont été consolidés à partir de la date de clôture et sont inclus dans les résultats de nos secteurs Services bancaires aux particuliers, Services bancaires aux entreprises, Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principaux événements au sein de l'organisation.

(2) Il s'agit de mesures hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(3) Se reporter au glossaire pour une définition de ces mesures.

(4) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada.

(5) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(6) Le ratio de liquidité à court terme et le ratio de liquidité à long terme sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF). Le ratio de liquidité à court terme correspond à la moyenne du trimestre compris dans chaque période. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement.

(7) Les ratios de fonds propres et l'actif pondéré en fonction des risques sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF, le ratio de levier est conformément à celle sur les exigences de levier de ce même organisme, et le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont établis conformément à la ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (Total Loss Absorbing Capacity [TLAC]) du BSIF. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

(8) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

(9) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement, de 15 milliards de dollars et de 6 milliards (15 milliards et 6 milliards au 31 octobre 2024; 14 milliards et 6 milliards au 31 janvier 2024).

(10) Selon le cours de clôture à la TSX à la fin de la période.

(11) Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – données au 26 février 2025

Les projections et prévisions de la présente rubrique sont fondées sur des informations et hypothèses fournies par des sources que nous considérons comme fiables. Si ces informations ou ces hypothèses se révèlent inexactes, les perspectives économiques réelles pourraient différer de façon significative des perspectives présentées dans la présente rubrique.

Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives

En raison du ralentissement de l'inflation, les banques centrales ont continué d'abaisser les taux d'intérêt élevés. Le taux de chômage est demeuré faible dans la plupart des pays développés, mais a augmenté de façon plus marquée au Canada. L'économie canadienne a encore affiché des performances inférieures à celles des autres pays développés. Les investissements des entreprises au Canada sont restés peu élevés, toutefois les dépenses des ménages ont montré des signes de regain. L'économie américaine est demeurée résiliente, affichant une croissance solide du PIB et un faible taux de chômage. L'éventualité d'une politique commerciale encore plus protectionniste aux États-Unis accentue l'incertitude économique à l'échelle mondiale. Les niveaux élevés de dépenses publiques aux États-Unis devraient continuer de protéger l'économie contre un ralentissement important du marché de l'emploi aux États-Unis au cours de l'année civile 2025, mais ils exacerberont les pressions inflationnistes. Nous nous attendons à ce que la Banque du Canada réduise encore les taux d'intérêt au cours de l'année civile 2025 en raison de la croissance économique décevante et de la faiblesse du marché de l'emploi. Nous ne prévoyons pas que la Réserve fédérale américaine réduise les taux d'intérêt au cours de l'année civile 2025 en raison du ralentissement graduel de l'inflation aux États-Unis. La croissance du PIB devrait se poursuivre à un rythme modéré dans la zone euro et au Royaume-Uni, la Banque centrale européenne et la Banque d'Angleterre devant continuer à réduire les taux d'intérêt à un rythme progressif.

Canada

Le PIB du Canada devrait progresser de 1,1 %¹ au premier trimestre civil de 2025 et de 1,2 %¹, au deuxième trimestre, après avoir légèrement augmenté au quatrième trimestre civil de 2024. La croissance de la population devrait ralentir abruptement au cours de l'année civile 2025 en raison de la réduction des cibles d'immigration de résidents permanents et temporaires imposées par le gouvernement fédéral. Nous prévoyons que le taux de chômage augmente légèrement au deuxième trimestre civil de 2025, par rapport au taux de 6,6 % en janvier 2025, avant de commencer à fléchir légèrement à partir de ce même semestre. La Banque du Canada devrait continuer de réduire les taux d'intérêt pour les porter à 2,25 % d'ici la fin du troisième trimestre civil de 2025. Bien que l'inflation ait ralenti et se situe désormais tout près de la cible de 2 % de la Banque du Canada, nous nous attendons à ce qu'une économie sous-performante et un taux de chômage élevé exercent des pressions à la baisse sur l'inflation au cours de l'année civile 2025. La réduction des taux d'intérêt devrait se traduire par une croissance plus forte du PIB par habitant au cours de l'année civile 2025, bien que l'éventualité d'une politique commerciale internationale protectrice aux États-Unis mette à risque l'économie canadienne. Nos perspectives économiques impliquent que l'imposition, par notre voisin du Sud, de tarifs douaniers globaux de 25 % sur les importations canadiennes sera évitée, toutefois la menace d'importantes hausses ciblées des tarifs sur certains secteurs d'activité demeurera une source d'incertitude pour les entreprises.

États-Unis

Le PIB américain devrait croître plus lentement à un taux de 1,5 %¹ au cours des premier et deuxième trimestres de l'année civile 2025, tout en restant solide par rapport à la plupart des autres pays développés. Au cours de la dernière année civile, le taux de chômage a augmenté aux États-Unis, mais a diminué pour un deuxième mois d'affilée en janvier 2025, pour s'établir à 4,0 %. En dépit des taux d'intérêt élevés, le taux d'emploi a continué d'augmenter à bonne cadence et les dépenses de consommation sont demeurées solides. L'inflation aux États-Unis est restée supérieure à la cible de 2 % fixée par la Réserve fédérale américaine et a légèrement changé sur un an, s'établissant à 3,0 % en janvier 2025. Bien qu'un déficit budgétaire public important devrait maintenir la croissance du PIB et éviter une augmentation encore plus notable du taux de chômage, il pourrait freiner le ralentissement de l'inflation et les réductions des taux d'intérêt au cours de l'année civile 2025. Nous ne nous attendons pas à ce que la Réserve fédérale américaine abaisse la fourchette cible des taux des fonds fédéraux au cours de l'année civile 2025 après l'avoir réduite de 100 points de base au deuxième semestre de l'année civile 2024. L'éventualité d'une politique commerciale encore plus protectionniste aux États-Unis demeure un risque pour la croissance économique et les marchés de l'emploi.

Europe

Le PIB de la zone euro devrait croître de 0,2 % et 0,3 % au cours des premier et deuxième trimestres de l'année civile 2025, respectivement. Les taux de chômage demeurent très bas dans la plupart des pays de la zone euro, mais la croissance du PIB a été mitigée, la sous-performance de l'économie allemande ayant été compensée par une croissance plus forte dans d'autres pays de la zone euro. L'inflation dans la zone euro a progressivement diminué. Nous nous attendons à ce que la Banque centrale européenne réduise encore graduellement le taux des dépôts au cours de l'année civile 2025 de 50 points de base supplémentaires, baisse qui s'ajoute aux réductions totalisant 125 points de base depuis le début de juin 2024. Le PIB du Royaume-Uni devrait pour sa part progresser de 0,3 % et 0,4 % aux premier et deuxième trimestres civils de 2025, respectivement, après s'être raffermi au cours de l'année civile 2024. Le taux de chômage au Royaume-Uni demeure faible et l'inflation a graduellement ralenti. Nous nous attendons à ce que la Banque d'Angleterre réduise le taux d'escompte de 75 points de base supplémentaires au cours de l'année civile 2025, après l'avoir déjà réduit de 75 points de base depuis juillet 2024.

¹ Taux annualisé

Marchés financiers

Les rendements des obligations aux États-Unis ont augmenté au cours des derniers mois en raison des attentes croissantes concernant les réductions moins importantes que prévu des taux d'intérêt de la Réserve fédérale américaine. Les rendements dans la zone euro et au Royaume-Uni ont peu changé, tandis que ceux des obligations canadiennes ont diminué, ce qui reflète les attentes selon lesquelles la Banque du Canada réduira davantage les taux d'intérêt pour soutenir une économie canadienne sous-performante et contrer les risques associés à d'éventuels tarifs douaniers américains. L'incertitude entourant les tarifs douaniers demeure une source importante de volatilité sur les marchés financiers mondiaux et a contribué à l'appréciation du dollar américain. Les prix des marchandises demeurent historiquement élevés et les marchés boursiers sont toujours près des sommets records, au début de l'année civile 2025.

Contexte réglementaire

Nous continuons de surveiller de près l'évolution de la réglementation et de nous y préparer de manière à assurer le respect des nouvelles exigences qui pourraient nous être imposées, tout en atténuant les répercussions défavorables d'ordre commercial ou financier. Ces répercussions pourraient découler de l'application de lois et de règlements nouveaux ou modifiés ou des attentes de ceux qui les mettent en œuvre. Un sommaire des principaux changements de réglementation qui pourraient accroître ou réduire nos coûts et la complexité de nos activités est présenté à la rubrique Risque lié au cadre juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2024 et dans les mises à jour figurant ci-dessous.

Incertitude à l'échelle mondiale

En janvier 2025, le Fonds monétaire international (FMI) a prévu une croissance mondiale de 3,3 % pour l'année civile 2025, soit une hausse de 0,1 % par rapport à ses prévisions d'octobre, les projections de croissance plus élevées pour les États-Unis étant largement compensées par des révisions à la baisse dans d'autres grandes économies. Bien que le FMI s'attende à une baisse de l'inflation mondiale, des incertitudes importantes qui soulèvent des risques pour les perspectives économiques à l'échelle mondiale subsistent, notamment en ce qui concerne les défis posés par le resserrement de la politique monétaire, y compris les changements de politique interrompant le processus de désinflation en cours; l'instabilité potentielle des marchés financiers ou le ralentissement plus abrupt que prévu de la croissance du fait de la persistance de l'inflation et des taux d'intérêt élevés, ainsi que leur incidence sur la confiance des consommateurs et des entreprises; l'escalade des tensions commerciales, y compris les politiques commerciales protectionnistes telles que l'imposition de tarifs, qui pourraient réduire les investissements et perturber les chaînes logistiques; des changements dans les politiques américaines en matière de commerce, de relations extérieures, de défense et d'immigration qui pourraient perturber les alliances mondiales et accroître les risques liés, entre autres, à l'économie et aux marchés; des difficultés économiques croissantes, principalement dans le secteur d'activité de l'immobilier en Chine et dans le secteur de l'énergie en Europe, qui pourraient avoir une incidence sur la croissance mondiale; les pressions inflationnistes et la politique monétaire restrictive potentielle en réponse à la croissance accélérée de l'endettement aux États-Unis; les tensions géopolitiques persistantes, comme celles entre la Russie et l'Ukraine, celles au Moyen-Orient et celles entre la Chine et Taïwan et l'Occident; l'accroissement de la polarisation et des tensions sociales; les événements météorologiques extrêmes et les déséquilibres cycliques de l'économie mondiale. Notre modèle d'affaires diversifié, notre présence dans diverses régions et notre offre de produits variée contribuent toujours à l'atténuation des risques qu'engendrent les incertitudes à l'échelle mondiale.

Pour une analyse des facteurs de risque découlant de ces changements et d'autres faits nouveaux qui pourraient se répercuter sur nos activités et nos résultats financiers, se reporter aux rubriques portant sur les risques de notre rapport annuel 2024. Pour plus de détails sur notre cadre et nos activités de gestion des risques, se reporter aux rubriques portant sur la gestion du risque et des fonds propres du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2025.

Principaux événements au sein de l'organisation

Banque HSBC Canada

Le 28 mars 2024, nous avons finalisé l'acquisition de la Banque HSBC Canada (HSBC Canada). Le tableau ci-après détaille l'incidence de l'acquisition de HSBC Canada (la transaction visant HSBC Canada) sur nos secteurs Services bancaires aux particuliers et Services bancaires aux entreprises ainsi que sur nos résultats consolidés, et reflète les revenus, la dotation à la provision pour pertes de crédit, les frais autres que d'intérêt et l'impôt sur le résultat liés aux activités et aux clients acquis, qui comprennent les actifs acquis, les passifs repris et les employés, à l'exception des actifs et des passifs liés aux activités de gestion de la trésorerie et des liquidités (résultats de HSBC Canada).

	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2025								
	Résultats sectoriels – Services bancaires aux particuliers			Résultats sectoriels – Services bancaires aux entreprises			Résultats consolidés		
	Exclusion faite de HSBC Canada	HSBC Canada	Total	Exclusion faite de HSBC Canada	HSBC Canada	Total	Exclusion faite de HSBC Canada	HSBC Canada	Total
(en millions de dollars canadiens)									
Revenu net d'intérêt	3 274 \$	231 \$	3 505 \$	1 470 \$	326 \$	1 796 \$	7 359 \$	589 \$	7 948 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 276	30	1 306	299	32	331	8 664	127	8 791
Total des revenus	4 550	261	4 811	1 769	358	2 127	16 023	716	16 739
Dotation à la provision pour pertes de crédit	483	5	488	188	151	339	895	155	1 050
Frais autres que d'intérêt	1 885	130	2 015	604	106	710	8 991	265	9 256
Bénéfice avant impôt	2 182	126	2 308	977	101	1 078	6 137	296	6 433
Impôt sur le résultat	595	35	630	273	28	301	1 220	82	1 302
Bénéfice net	1 587 \$	91 \$	1 678 \$	704 \$	73 \$	777 \$	4 917 \$	214 \$	5 131 \$

Rendement financier

Vue d'ensemble

Premier trimestre de 2025 par rapport au premier trimestre de 2024

Le bénéfice net s'est dégagé à 5 131 millions de dollars, en hausse de 1 549 millions, ou 43 %, par rapport à il y a un an. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 3,54 \$, ayant progressé de 1,04 \$, ou 42 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 16,8 %, contre 13,1 % il y a un an. Notre ratio CET1 s'est élevé à 13,2 %, en baisse de 170 p.b. sur un an.

Le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 5 254 millions de dollars, en hausse de 1 188 millions, ou 29 %, par rapport à il y a un an. Le bénéfice dilué par action ajusté s'est établi à 3,62 \$, ayant augmenté de 0,77 \$, ou 27 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté a été de 17,2 %, en hausse par rapport à 14,9 % un an plus tôt.

La hausse de notre bénéfice par rapport à l'exercice précédent tient principalement à l'amélioration des résultats dans tous nos secteurs d'exploitation. Les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent reflètent aussi la hausse des coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada et l'incidence de la gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à la transaction visant HSBC Canada, facteurs qui ont tous deux été traités comme des éléments spécifiés et présentés dans le secteur Services de soutien généraux. Notre bénéfice rend également compte d'une augmentation attribuable à l'incidence du change.

Premier trimestre de 2025 par rapport au quatrième trimestre de 2024

Le bénéfice net s'est chiffré à 5 131 millions de dollars, en hausse de 909 millions, ou 22 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 3,54 \$, en hausse de 0,63 \$, ou 22 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 16,8 %, une augmentation par rapport à 14,3 % au trimestre précédent. Notre ratio CET1 de 13,2 % a été stable par rapport au trimestre précédent.

Le bénéfice net ajusté de 5 254 millions de dollars s'est accru de 815 millions, ou 18 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action ajusté a atteint 3,62 \$, en hausse de 0,55 \$, ou 18 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté a été de 17,2 %, une croissance par rapport à 15,1 % au trimestre précédent.

Notre bénéfice reflète l'amélioration des résultats dans l'ensemble de nos secteurs d'exploitation. Les résultats de la période considérée reflètent aussi l'incidence moindre des coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada, qui sont traités comme un élément spécifié, dans le secteur Services de soutien généraux. Notre bénéfice rend également compte d'une augmentation attribuable à l'incidence du change.

Pour plus de détails sur nos résultats des secteurs d'exploitation et le ratio CET1, se reporter respectivement aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Gestion des fonds propres.

Résultats ajustés

Les résultats ajustés excluent les éléments spécifiés, ainsi que l'incidence après impôt de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition. Les résultats ajustés sont des mesures hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Incidence du change

Le tableau ci-après reflète l'incidence estimative du change sur les principaux postes de l'état du résultat net.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos	
	T1 2025 par rapport au T1 2024	T1 2025 par rapport au T4 2024
<i>Augmentation (diminution) :</i>		
Total des revenus	477 \$	315 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	13	7
Frais autres que d'intérêt	261	167
Impôt sur le résultat	22	16
Bénéfice net	181	125
<i>Incidence sur le bénéfice par action</i>		
De base	0,13 \$	0,09 \$
Dilué	0,13	0,09

Le tableau ci-après présente les taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités.

(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2025	le 31 octobre 2024	le 31 janvier 2024
Dollar américain	0,699	0,733	0,745
Livre sterling	0,556	0,558	0,588
Euro	0,669	0,665	0,683

(1) Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Total des revenus

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2025	le 31 octobre 2024	le 31 janvier 2024
Revenu d'intérêt et de dividende	26 455 \$	26 498 \$	25 609 \$
Charge d'intérêt	18 507	18 827	19 277
Revenu net d'intérêt	7 948 \$	7 671 \$	6 332 \$
Marge nette d'intérêt	1,60 %	1,68 %	1,41 %
Résultat des activités d'assurance	286 \$	173 \$	187 \$
Résultat des placements d'assurance	82	66	141
Revenus tirés des activités de négociation	1 195	383	804
Commissions de gestion de placements et de services de garde	2 667	2 501	2 185
Revenus tirés des fonds communs de placement	1 236	1 189	1 030
Commissions de courtage en valeurs mobilières	471	428	388
Frais bancaires	612	596	554
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	674	656	606
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	318	301	262
Revenus sur cartes	317	332	326
Commissions de crédit	435	358	395
Profits nets sur les titres de placement	55	13	70
Bénéfice (perte) des coentreprises et des entreprises associées	19	11	12
Autres	424	396	193
Revenus autres que d'intérêt	8 791	7 403	7 153
Total des revenus	16 739 \$	15 074 \$	13 485 \$
Information supplémentaire sur les activités de négociation			
Revenu net d'intérêt (1)	364 \$	520 \$	344 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 195	383	804
Total des revenus tirés des activités de négociation	1 559 \$	903 \$	1 148 \$

(1) Tient compte du revenu net d'intérêt découlant des positions liées aux activités de négociation, y compris les actifs et passifs qui sont classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Premier trimestre de 2025 par rapport au premier trimestre de 2024

Le total des revenus a augmenté de 3 254 millions de dollars, ou 24 %, par rapport à un an plus tôt, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt. L'accroissement des commissions de gestion de placements et de services de garde, des revenus tirés des activités de négociation, des autres revenus et des revenus tirés des fonds communs de placement a également contribué à la hausse. L'incidence du change a compté pour 477 millions de dollars de l'augmentation des revenus. L'inclusion des revenus de HSBC Canada a ajouté 716 millions de dollars au total des revenus.

Le revenu net d'intérêt a progressé de 1 616 millions de dollars, ou 26 %, dont une tranche de 589 millions reflète l'inclusion du revenu net d'intérêt de HSBC Canada. Le reste de l'augmentation, soit 1 027 millions de dollars, ou 16 %, est en grande partie attribuable à la croissance moyenne des volumes des secteurs Services bancaires aux particuliers et Services bancaires aux entreprises, ainsi qu'à l'élargissement des écarts du secteur Services bancaires aux particuliers. L'incidence du change a également favorisé l'augmentation.

La marge nette d'intérêt a augmenté de 19 p.b. par rapport à il y a un an, en raison principalement de l'acquisition de HSBC Canada, notamment du cumul des ajustements de la juste valeur, d'une composition des produits favorable pour le secteur Services bancaires aux particuliers, de l'augmentation de la marge nette d'intérêt des activités de négociation dans le secteur Marchés des Capitaux, ainsi que de l'incidence soutenue des taux d'intérêt élevés dans la plupart de nos secteurs d'exploitation. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par les pressions concurrentielles sur les prix pour les dépôts dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et Services bancaires aux entreprises.

Les revenus tirés des activités de négociation ont bondi de 391 millions de dollars, ou 49 %, du fait essentiellement de l'augmentation des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation dans la plupart des régions.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde ont augmenté de 482 millions de dollars, ou 22 %, ce qui est attribuable essentiellement à la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

Les revenus tirés des fonds communs de placement ont progressé de 206 millions de dollars, ou 20 %, en raison principalement de l'augmentation de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients reflétant l'appréciation des marchés et les ventes nettes dans le secteur Gestion de patrimoine, et de la hausse des soldes des fonds communs de placement moyens ayant entraîné une augmentation des frais de placement dans le secteur Services bancaires aux particuliers.

Les autres revenus ont augmenté de 231 millions de dollars en raison principalement de l'incidence, au trimestre correspondant de l'exercice précédent, de la gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à la transaction visant HSBC Canada, qui est traitée comme un élément spécifié. Ce facteur a été contrebalancé en partie par les variations de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui ont été annulées pour l'essentiel dans les frais autres que d'intérêt.

Premier trimestre de 2025 par rapport au quatrième trimestre de 2024

Le total des revenus a augmenté de 1 665 millions de dollars, ou 11 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse des revenus tirés des activités de négociation. L'augmentation du revenu net d'intérêt, les commissions de gestion de placements et de services de garde ainsi que le résultat des activités d'assurance ont également contribué à l'augmentation. L'incidence du change a accru les revenus de 315 millions de dollars.

Le revenu net d'intérêt a progressé de 277 millions de dollars, ou 4 %, en raison principalement de la croissance moyenne des volumes des secteurs Services bancaires aux particuliers et Gestion de patrimoine, de même que de l'élargissement des écarts du secteur Services bancaires aux particuliers. L'incidence du change a également contribué à la hausse.

Le résultat des activités d'assurance a augmenté de 113 millions de dollars, ou 65 %, en raison principalement de l'incidence des reprises de contrats de réassurance, des ajustements au titre des coûts d'acquisition différés au cours de la période précédente et de l'amélioration de la sinistralité.

Les revenus tirés des activités de négociation se sont accrus de 812 millions de dollars en raison essentiellement de la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe dans la plupart des régions.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde ont augmenté de 166 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients reflétant l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

Dotation à la provision pour pertes de crédit ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2025	le 31 octobre 2024	le 31 janvier 2024 ⁽²⁾
Services bancaires aux particuliers	63 \$	131 \$	133 \$
Services bancaires aux entreprises	30	66	16
Gestion de patrimoine	36	(57)	(27)
Marchés des Capitaux	(61)	68	10
Services de soutien généraux et autres ⁽³⁾	–	–	1
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	68	208	133
Services bancaires aux particuliers	427 \$	361 \$	332 \$
Services bancaires aux entreprises	308	233	154
Gestion de patrimoine	45	32	38
Marchés des Capitaux	205	14	161
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	985	640	685
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts	1 053	848	818
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux autres éléments ⁽⁴⁾	(3)	(8)	(5)
Total de la dotation à la provision pour pertes de crédit	1 050 \$	840 \$	813 \$
La dotation à la provision pour pertes de crédit comprend ce qui suit :			
Prêts de détail	104 \$	138 \$	137 \$
Prêts de gros	(36)	70	(4)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	68	208	133
Prêts de détail	485	424	359
Prêts de gros	500	216	326
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	985	640	685
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts	1 053 \$	848 \$	818 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,42 %	0,35 %	0,37 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,39 %	0,26 %	0,31 %

(1) L'information sur les prêts englobe celle sur les prêts, les acceptations et les engagements.

(2) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada.

(3) Comprend la dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée dans les secteurs Services de soutien généraux et Assurances.

(4) La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux autres éléments inclut les montants liés aux titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti, les débiteurs et les garanties financières et achetées.

Premier trimestre de 2025 par rapport au premier trimestre de 2024

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 237 millions de dollars, ou 29 %, par rapport à il y a un an, ce qui s'explique par la hausse des dotations des secteurs Services bancaires aux entreprises, Gestion de patrimoine et Services bancaires aux particuliers, laquelle a été contrebalancée en partie par la baisse des dotations du secteur Marchés des Capitaux. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a augmenté de 5 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs a reculé de 65 millions de dollars, ou 49 %, en raison essentiellement du transfert vers les prêts douteux dans le secteur Marchés des Capitaux, contrebalancé en partie par des changements défavorables concernant la qualité du crédit et la croissance du portefeuille.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 300 millions de dollars, ou 44 %, en raison surtout de l'augmentation des dotations pour les secteurs Services bancaires aux entreprises, Services bancaires aux particuliers et Marchés des Capitaux.

Premier trimestre de 2025 par rapport au quatrième trimestre de 2024

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 210 millions de dollars, ou 25 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement des dotations qui ont été constituées au cours du trimestre à l'étude dans le secteur Gestion de patrimoine, comparativement à des contrepassations de dotations au cours du trimestre précédent et à l'augmentation des dotations du secteur Marchés des Capitaux. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a augmenté de 7 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs a reculé de 140 millions de dollars, ou 67 %, ce qui découle en grande partie d'une baisse des changements défavorables concernant la qualité du crédit et le transfert vers les prêts douteux dans le secteur Marchés des Capitaux, ce qui a été contrebalancé en partie par une diminution des changements favorables dans nos perspectives macroéconomiques et la croissance du portefeuille.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 345 millions de dollars, ou 54 %, en raison principalement de l'accroissement des dotations dans les secteurs Marchés des Capitaux, Services bancaires aux entreprises et Services bancaires aux particuliers.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2025	le 31 octobre 2024	le 31 janvier 2024
Salaires	2 354 \$	2 345 \$	2 078 \$
Rémunération variable	2 569	2 348	2 083
Avantages du personnel et conservation du personnel	686	582	605
Rémunération fondée sur des actions	378	148	397
Ressources humaines	5 987	5 423	5 163
Matériel	681	674	619
Frais d'occupation	429	514	407
Communications	327	348	321
Honoraires	502	657	624
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	435	398	352
Autres	895	1 005	838
Frais autres que d'intérêt	9 256 \$	9 019 \$	8 324 \$
Ratio d'efficacité (1)	55,3 %	59,8 %	61,7 %
Ratio d'efficacité ajusté (1), (2)	54,3 %	57,9 %	57,9 %

(1) Se reporter au glossaire pour une définition de ces mesures.

(2) Il s'agit d'un ratio hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Premier trimestre de 2025 par rapport au premier trimestre de 2024

Les frais autres que d'intérêt sont en hausse de 932 millions de dollars, ou 11 %, sur un an, dont une tranche de 265 millions reflète l'inclusion des frais autres que d'intérêt de HSBC Canada. Le reste de l'augmentation, soit 667 millions de dollars, ou 8 %, est principalement attribuable à la hausse de la rémunération variable proportionnelle à l'amélioration des résultats et à l'augmentation des coûts liés au personnel, y compris les indemnités de départ. L'incidence du change de 261 millions de dollars et les investissements en cours dans la technologie ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été atténués par la baisse des coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada, qui sont traités comme un élément spécifié, le coût de la cotisation spéciale de la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) au cours de l'exercice précédent et la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui est compensée pour l'essentiel dans les autres revenus.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 55,3 %, soit une diminution de 640 p.b. par rapport à 61,7 % un an plus tôt. Notre ratio d'efficacité ajusté s'est établi à 54,3 %, en baisse de 360 p.b. par rapport à 57,9 % un an auparavant.

Premier trimestre de 2025 par rapport au quatrième trimestre de 2024

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 237 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent principalement en raison de la hausse de la rémunération variable proportionnelle à l'amélioration des résultats, de l'augmentation des coûts liés au personnel, qui reflète en grande partie l'augmentation saisonnière de la rémunération et des indemnités de départ, ainsi que de l'incidence du change de 167 millions. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la baisse des coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada, qui sont traités comme un élément spécifié. La période précédente reflétait également l'accroissement des honoraires et l'incidence de la hausse des réserves légales dans le secteur Marchés des Capitaux.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 55,3 %, soit une diminution de 450 p.b. par rapport à 59,8 % pour le trimestre précédent. Notre ratio d'efficacité ajusté s'est établi à 54,3 %, en baisse de 360 p.b. par rapport à 57,9 % pour le trimestre précédent.

Le ratio d'efficacité ajusté est un ratio hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Impôt sur le résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2025	le 31 octobre 2024	le 31 janvier 2024
Impôt sur le résultat	1 302 \$	993 \$	766 \$
Bénéfice avant impôt	6 433	5 215	4 348
Taux d'imposition effectif	20,2 %	19,0 %	17,6 %
Résultats ajustés (1), (2)			
Impôt sur le résultat ajusté	1 344 \$	1 074 \$	913 \$
Bénéfice avant impôt ajusté	6 598	5 513	4 979
Taux d'imposition effectif ajusté	20,4 %	19,5 %	18,3 %

(1) Il s'agit de mesures hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(2) Se reporter au glossaire pour une définition de ces mesures.

Premier trimestre de 2025 par rapport au premier trimestre de 2024

La charge d'impôt a augmenté de 536 millions de dollars, ou 70 %, par rapport à il y a un an, en raison principalement de l'augmentation du bénéfice avant impôt. La charge d'impôt ajustée a grimpé de 431 millions de dollars, ou 47 %.

Le taux d'imposition effectif s'est accru de 260 p.b. pour s'établir à 20,2 %, du fait principalement de l'incidence des dispositions législatives sur le deuxième pilier qui, en ce qui nous concerne, sont entrées en vigueur le 1^{er} novembre 2024, et de l'incidence des changements dans la composition du bénéfice. Le taux d'imposition effectif ajusté a progressé de 210 p.b. pour s'établir à 20,4 %. Pour plus de détails sur les dispositions législatives sur le deuxième pilier, se reporter à la note 9 de nos états financiers résumés.

Premier trimestre de 2025 par rapport au quatrième trimestre de 2024

La charge d'impôt a augmenté de 309 millions de dollars, ou 31 %, par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de l'augmentation du bénéfice avant impôt. La charge d'impôt ajustée a grimpé de 270 millions de dollars, ou 25 %.

Le taux d'imposition effectif s'est accru de 120 p.b. pour s'établir à 20,2 %, du fait principalement de l'incidence des dispositions législatives sur le deuxième pilier indiquées plus haut. Le taux d'imposition effectif ajusté a progressé de 90 p.b. pour s'établir à 20,4 %.

Pour plus de détails sur les éléments spécifiés, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Résultats des secteurs d'exploitation

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

La direction revoit périodiquement les principales méthodes et hypothèses utilisées aux fins de notre cadre d'information de gestion afin de s'assurer de leur validité. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2025, nous avons augmenté nos taux d'attribution des fonds propres à nos secteurs d'exploitation de manière à nous conformer davantage à nos objectifs internes, ce qui a eu pour effet de réduire les fonds propres non attribués conservés dans le secteur Services de soutien généraux. Pour le secteur Assurances, l'attribution des fonds propres demeure inchangée et est encore établie en fonction du capital économique pleinement diversifié.

Pour plus de détails sur les principales méthodes et hypothèses utilisées aux fins de notre cadre d'information de gestion, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2024.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

Mesures de rendement

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres financiers, dont le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Certaines mesures financières, incluant le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, n'ont pas de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues que présentent d'autres institutions financières.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur d'exploitation, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La direction considère la mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources parce qu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents.

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires consolidé est égal au bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires divisé par le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période. Le calcul du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires des secteurs repose sur le bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par les fonds propres attribués moyens pour la période. Pour chaque secteur, à l'exception du secteur Assurances, la moyenne des fonds propres attribués tient compte des fonds propres et du levier nécessaires pour contrer les divers risques et montants investis dans le goodwill et les immobilisations incorporelles et d'autres déductions réglementaires. Pour le secteur Assurances, l'attribution des fonds propres est fondée sur le capital économique, celui-ci devant être pleinement diversifié.

L'attribution des fonds propres suppose le recours à des hypothèses, à des jugements et à des méthodes qui sont régulièrement examinés et révisés par la direction, selon les besoins. Toute modification de ces hypothèses, jugements et méthodes peut avoir une incidence significative sur l'information relative au rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur d'exploitation que nous présentons. D'autres sociétés qui présentent des renseignements semblables sur des mesures d'attribution et de rendement connexes peuvent faire appel à d'autres hypothèses, jugements et méthodes.

Le tableau ci-après présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos								le 31 octobre 2024	le 31 janvier 2024	
	le 31 janvier 2025							Total			Total
	Services bancaires aux particuliers (3)	Services bancaires aux entreprises (3)	Gestion de patrimoine (3)	Assurances	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux	Total				
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	1 648 \$	758 \$	955 \$	270 \$	1 397 \$	(17)\$	5 011 \$	4 128 \$	3 522 \$		
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	27 600	19 350	25 000	2 150	37 250	7 200	118 550	114 750	107 100		
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	23,7 %	15,5 %	15,2 %	49,9 %	14,9 %	n.s.	16,8 %	14,3 %	13,1 %		

(1) Les chiffres ayant trait au total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(2) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de fonds propres attribués.

(3) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2025, nous avons augmenté le taux d'attribution des fonds propres. Pour en savoir plus, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

n.s. non significatif

Mesures hors PCGR

Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR (dont les ratios hors PCGR) sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance. Ces mesures accroissent la comparabilité de notre performance financière pour le trimestre clos le 31 janvier 2025 par rapport aux résultats de la période correspondante de l'exercice précédent et au trimestre clos le 31 octobre 2024. Les mesures hors PCGR n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

L'analyse qui suit décrit les mesures hors PCGR que nous utilisons pour évaluer nos résultats d'exploitation.

Résultats ajustés

Nous sommes d'avis que la communication de résultats ajustés ainsi que de certaines mesures et certains ratios qui ne tiennent pas compte de l'incidence des éléments spécifiés décrits ci-après et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition améliore la comparabilité avec les périodes précédentes et permet au lecteur de mieux évaluer les tendances liées aux activités sous-jacentes.

Nos résultats de toutes les périodes présentées ont été ajustés de manière à refléter l'élément spécifié suivant :

- Les coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada.

Nos résultats du trimestre clos le 31 janvier 2024 ont été ajustés de manière à refléter l'élément spécifié suivant :

- La gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à la transaction visant HSBC Canada.

Résultats consolidés, montants présentés et ajustés

Le tableau qui suit présente un rapprochement de nos résultats présentés et de nos résultats ajustés et illustre le calcul des mesures ajustées présentées. Les résultats et mesures ajustés présentés ci-après sont des mesures ou ratios hors PCGR.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres d'actions et les pourcentages)	Aux ou pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2025	31 octobre 2024	31 janvier 2024
Total des revenus	16 739 \$	15 074 \$	13 485 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1 050	840	813
Frais autres que d'intérêt	9 256	9 019	8 324
Bénéfice avant impôt	6 433	5 215	4 348
Impôt sur le résultat	1 302	993	766
Bénéfice net	5 131 \$	4 222 \$	3 582 \$
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	5 011 \$	4 128 \$	3 522 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 413 937	1 414 460	1 406 324
Bénéfice de base par action (en dollars)	3,54 \$	2,92 \$	2,50 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 416 502	1 416 829	1 407 641
Bénéfice dilué par action (en dollars)	3,54 \$	2,91 \$	2,50 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	16,8 %	14,3 %	13,1 %
Taux d'imposition effectif	20,2 %	19,0 %	17,6 %
Total des ajustements ayant une incidence sur le bénéfice net (avant impôt)	165 \$	298 \$	631 \$
Élément spécifié : Coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada (1), (2)	12	177	265
Élément spécifié : Gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à la transaction visant HSBC Canada (1)	–	–	286
Amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (3)	153	121	80
Total de l'impôt sur le résultat au titre des ajustements ayant une incidence sur le bénéfice net	42 \$	81 \$	147 \$
Élément spécifié : Coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada (1)	6	43	47
Élément spécifié : Gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à la transaction visant HSBC Canada (1)	–	–	79
Amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (3)	36	38	21
Résultats ajustés			
Bénéfice avant impôt ajusté	6 598 \$	5 513 \$	4 979 \$
Impôt sur le résultat ajusté	1 344	1 074	913
Bénéfice net ajusté	5 254	4 439	4 066
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires ajusté (4)	5 134	4 345	4 006
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 413 937	1 414 460	1 406 324
Bénéfice de base par action ajusté (en dollars)	3,63 \$	3,07 \$	2,85 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 416 502	1 416 829	1 407 641
Bénéfice dilué par action ajusté (en dollars)	3,62 \$	3,07 \$	2,85 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	17,2 %	15,1 %	14,9 %
Taux d'imposition effectif ajusté	20,4 %	19,5 %	18,3 %
Ratio d'efficacité ajusté			
Total des revenus	16 739 \$	15 074 \$	13 485 \$
Plus élément spécifié : Gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à la transaction visant HSBC Canada (avant impôt) (1)	–	–	286
Total des revenus ajusté (4)	16 739 \$	15 074 \$	13 771 \$
Frais autres que d'intérêt	9 256 \$	9 019 \$	8 324 \$
Moins élément spécifié : Coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada (avant impôt) (1)	12	177	265
Moins : Amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (avant impôt) (3)	153	121	80
Frais autres que d'intérêt ajusté (4)	9 091 \$	8 721 \$	7 979 \$
Ratio d'efficacité	55,3 %	59,8 %	61,7 %
Ratio d'efficacité ajusté	54,3 %	57,9 %	57,9 %

(1) Ces montants ont été comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux.

(2) Au 31 janvier 2025, le cumul des coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada (avant impôt) engagés s'élevait à 1,4 milliard de dollars.

(3) Représente l'incidence de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (excluant l'amortissement des logiciels), et de toute dépréciation du goodwill.

(4) Se reporter au glossaire pour une définition de ces mesures.

Services bancaires aux particuliers

	Aux ou pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2025 (1)	31 octobre 2024 (1)	31 janvier 2024 (2)
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)			
Revenu net d'intérêt	3 505 \$	3 346 \$	2 854 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 306	1 312	1 177
Total des revenus	4 811	4 658	4 031
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	63	124	134
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	425	359	330
Dotation à la provision pour pertes de crédit	488	483	464
Frais autres que d'intérêt	2 015	2 033	1 724
Bénéfice avant impôt	2 308	2 142	1 843
Bénéfice net	1 678 \$	1 579 \$	1 353 \$
Revenus par secteur d'activité			
Services bancaires aux particuliers – Canada	4 499 \$	4 366 \$	3 753 \$
Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis	312	292	278
Principales données figurant au bilan et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	23,7 %	23,8 %	26,6 %
Marge nette d'intérêt	2,58 %	2,49 %	2,34 %
Ratio d'efficience	41,9 %	43,6 %	42,8 %
Levier d'exploitation (3)	2,5 %	2,1 %	0,0 %
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	539 900 \$	534 500 \$	486 200 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	530 100	525 000	476 600
Moyenne des dépôts	437 200	431 000	369 700
Biens administrés (4)	266 400	255 400	218 600
Moyenne des biens administrés	261 600	252 400	215 200
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,32 %	0,27 %	0,28 %
Autres informations – Services bancaires aux particuliers – Canada			
Bénéfice net	1 583 \$	1 485 \$	1 259 \$
Marge nette d'intérêt	2,50 %	2,41 %	2,25 %
Ratio d'efficience	40,5 %	41,8 %	41,2 %
Levier d'exploitation	2,3 %	2,5 %	(0,3)%

- (1) Le 28 mars 2024, nous avons finalisé la transaction visant HSBC Canada. Les résultats de HSBC Canada ont été consolidés à partir de la date de clôture, ce qui a eu une incidence sur les résultats, les soldes et les ratios pour les périodes closes le 31 janvier 2025 et le 31 octobre 2024. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principaux événements au sein de l'organisation.
- (2) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada.
- (3) Se reporter au glossaire pour une définition de cette mesure.
- (4) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement, de 15 milliards de dollars et 6 milliards au 31 janvier 2025 (15 milliards et 6 milliards au 31 octobre 2024; 14 milliards et 6 milliards au 31 janvier 2024).

Rendement financier

Premier trimestre de 2025 par rapport au premier trimestre de 2024

Le bénéfice net a augmenté de 325 millions de dollars, ou 24 %, sur un an. L'inclusion des résultats de HSBC Canada a fait croître le bénéfice net de 91 millions de dollars. Compte non tenu des résultats de HSBC Canada, le bénéfice net a augmenté de 234 millions de dollars, ou 17 %, en raison principalement de l'augmentation du revenu net d'intérêt reflétant l'élargissement des écarts et la croissance moyenne des volumes de 6 % dans le secteur Services bancaires aux particuliers – Canada. La montée des revenus autres que d'intérêt a également favorisé cette hausse. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'accroissement des frais autres que d'intérêt.

Le total des revenus s'est accru de 780 millions de dollars, ou 19 %.

Les revenus du secteur Services bancaires aux particuliers – Canada ont progressé de 746 millions de dollars, ou 20 %, dont une tranche de 261 millions reflète l'inclusion des revenus de HSBC Canada. Le reste de l'augmentation, soit 485 millions de dollars, ou 13 %, découle principalement de l'augmentation du revenu net d'intérêt reflétant l'élargissement des écarts et la croissance moyenne des volumes de 8 % pour les dépôts et de 4 % pour les prêts. La hausse des soldes des fonds communs de placement moyens ayant entraîné une augmentation des frais de placement a également contribué à la hausse.

Les revenus du secteur Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis se sont accrus de 34 millions de dollars, ou 12 %, ce qui rend principalement compte de l'incidence du change. L'accroissement du revenu net d'intérêt reflétant la croissance moyenne des volumes de dépôts et de prêts a également contribué à l'augmentation.

La marge nette d'intérêt a augmenté de 24 p.b., en raison surtout des changements dans la composition des produits et de l'incidence soutenue des taux d'intérêt élevés. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par des pressions concurrentielles sur les prix en ce qui a trait aux dépôts.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est accrue de 24 millions de dollars, ou 5 %, ce qui s'explique surtout par la hausse des dotations liées aux prêts douteux principalement dans nos portefeuilles canadiens de prêts personnels et de prêts sur cartes de crédit, qui s'est traduite par une augmentation de 4 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux. Cette hausse a été partiellement neutralisée par la baisse des dotations liées aux prêts productifs, en raison essentiellement des changements favorables concernant nos perspectives macroéconomiques.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 291 millions de dollars, ou 17 %, dont une tranche de 130 millions reflète l'inclusion des frais autres que d'intérêt de HSBC Canada. Le reste de l'augmentation, soit 161 millions de dollars, ou 9 %, est principalement attribuable à l'accroissement des coûts liés au personnel, y compris les indemnités de départ, la hausse des honoraires et les investissements en cours dans la technologie.

Premier trimestre de 2025 par rapport au quatrième trimestre de 2024

Le bénéfice net s'est accru de 99 millions de dollars, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent, du fait surtout de l'augmentation du revenu net d'intérêt reflétant l'élargissement des écarts et la croissance moyenne des volumes de 1 % dans le secteur Services bancaires aux particuliers – Canada.

Le total des revenus a augmenté de 153 millions de dollars, ou 3 %, en raison essentiellement de la hausse du revenu net d'intérêt reflétant l'élargissement des écarts et la croissance moyenne des volumes de 1 % pour les dépôts et de 1 % pour les prêts dans le secteur Services bancaires aux particuliers – Canada.

La marge nette d'intérêt a augmenté de 9 p.b., en raison surtout d'un changement favorable dans la composition des produits.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est accrue de 5 millions de dollars, ou 1 %, ce qui s'explique surtout par la hausse des dotations liées aux prêts douteux principalement dans notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels canadiens, qui s'est traduite par une augmentation de 5 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux. Cette hausse a été partiellement neutralisée par la baisse des dotations liées aux prêts productifs, attribuable essentiellement à une baisse des changements défavorables concernant la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 18 millions de dollars, ou 1 %, la période précédente reflétant l'augmentation des frais de commercialisation, les frais de rupture de bail et la hausse des honoraires. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par l'augmentation des coûts liés au personnel, en raison surtout des indemnités de départ et de l'augmentation saisonnière de la rémunération, au cours du trimestre à l'étude.

Services bancaires aux entreprises

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux ou pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2025 (1)	31 octobre 2024 (1)	31 janvier 2024 (2)
Revenu net d'intérêt	1 796 \$	1 763 \$	1 282 \$
Revenus autres que d'intérêt	331	314	331
Total des revenus	2 127	2 077	1 613
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	31	66	16
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	308	233	154
Dotation à la provision pour pertes de crédit	339	299	170
Frais autres que d'intérêt	710	713	542
Bénéfice avant impôt	1 078	1 065	901
Bénéfice net	777 \$	774 \$	650 \$
Principales données figurant au bilan et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	15,5 %	16,7 %	23,0 %
Marge nette d'intérêt	3,89 %	3,89 %	4,33 %
Ratio d'efficacité	33,4 %	34,3 %	33,6 %
Levier d'exploitation	0,9 %	5,8 %	1,3 %
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	183 300 \$	180 200 \$	117 800 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	183 200	180 600	136 000
Moyenne des dépôts	304 900	301 900	256 300
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,67 %	0,52 %	0,45 %

- (1) Le 28 mars 2024, nous avons finalisé la transaction visant HSBC Canada. Les résultats de HSBC Canada ont été consolidés à partir de la date de clôture, ce qui a eu une incidence sur les résultats, les soldes et les ratios pour les périodes closes le 31 janvier 2025 et le 31 octobre 2024. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principaux événements au sein de l'organisation.
- (2) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada.

Rendement financier

Premier trimestre de 2025 par rapport au premier trimestre de 2024

Le bénéfice net s'est accru de 127 millions de dollars, ou 20 %, sur un an. L'inclusion des résultats de HSBC Canada a fait croître le bénéfice net de 73 millions de dollars. Compte non tenu des résultats de HSBC Canada, le bénéfice net a augmenté de 54 millions de dollars, ou 8 %, en raison principalement de la croissance du total des revenus, en partie neutralisée par la hausse des frais autres que d'intérêt.

Le total des revenus a augmenté de 514 millions de dollars, ou 32 %, dont une tranche de 358 millions reflète l'inclusion des revenus de HSBC Canada. Le reste de la hausse de 156 millions de dollars, ou 10 %, était principalement attribuable à l'augmentation du revenu net d'intérêt reflétant la croissance moyenne des volumes de 10 % pour les prêts et acceptations. La hausse comprend également l'incidence de la cessation des prêts fondés sur des acceptations bancaires, qui a été largement contrebalancée dans les revenus autres que d'intérêt, et la croissance moyenne des volumes de 8 % pour les dépôts. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par une baisse des revenus autres que d'intérêt, principalement pour les commissions de crédit, en raison de l'incidence de la cessation des prêts fondés sur des acceptations bancaires, laquelle a été largement compensée dans le revenu net d'intérêt comme il a été mentionné précédemment. La baisse des commissions de crédit a également été contrebalancée en partie par l'accroissement des frais bancaires.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est accrue de 169 millions de dollars, ou 99 %, en raison principalement de l'augmentation des dotations liées aux prêts douteux dans le portefeuille de HSBC Canada dans certains secteurs d'activité, dont ceux des produits forestiers, des produits industriels et de la consommation discrétionnaire, ce qui s'est traduit par une augmentation de 22 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 168 millions de dollars, ou 31 %, dont une tranche de 106 millions reflète l'inclusion des frais autres que d'intérêt de HSBC Canada. Le reste de l'augmentation, soit 62 millions de dollars, ou 11 %, est principalement attribuable à la montée des coûts liés au personnel et l'accroissement des honoraires.

Premier trimestre de 2025 par rapport au quatrième trimestre de 2024

Le bénéfice net est demeuré relativement stable par rapport au trimestre précédent, la croissance du total des revenus ayant été annulée par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit.

Le total des revenus a augmenté de 50 millions de dollars, ou 2 %, en raison principalement de l'augmentation du revenu net d'intérêt reflétant la croissance moyenne des volumes de 1 % pour les prêts et acceptations et de 1 % pour les dépôts.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 40 millions de dollars, ou 13 %, ce qui s'explique surtout par l'accroissement des dotations liées aux prêts douteux dans quelques secteurs d'activité, dont ceux de la consommation discrétionnaire et des produits forestiers, ce qui s'est traduit par une hausse de 15 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux. Cette hausse a été partiellement neutralisée par la baisse des dotations liées aux prêts productifs, attribuable essentiellement à une baisse des changements défavorables concernant la qualité du crédit et à des changements favorables dans nos perspectives macroéconomiques.

Les frais autres que d'intérêt sont demeurés relativement stables.

Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux ou pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2025 (1)	31 octobre 2024 (1)	31 janvier 2024 (2)
Revenu net d'intérêt	1 394 \$	1 282 \$	1 230 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 174	3 904	3 457
Total des revenus	5 568	5 186	4 687
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	36	(57)	(27)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	45	32	38
Dotation à la provision pour pertes de crédit	81	(25)	11
Frais autres que d'intérêt	4 204	3 981	3 841
Bénéfice avant impôt	1 283	1 230	835
Bénéfice net	980 \$	969 \$	664 \$
Revenus par secteur d'activité			
Gestion de patrimoine – Canada	1 693 \$	1 554 \$	1 327 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National)	2 466	2 331	2 158
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains)	1 722	1 709	1 609
Gestion mondiale d'actifs	867	768	725
Gestion de patrimoine – International	344	350	317
Services aux investisseurs	198	183	160
Principales données figurant au bilan et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	15,2 %	16,0 %	11,5 %
Marge nette d'intérêt	3,34 %	3,31 %	3,25 %
Marge avant impôt (3)	23,0 %	23,7 %	17,8 %
Nombre de conseillers (4)	6 180	6 116	6 125
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	165 700 \$	153 900 \$	150 500 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	122 100	115 100	113 400
Moyenne des dépôts	183 700	167 600	160 000
Biens administrés (5)	4 856 800	4 685 900	4 249 500
Biens sous gestion (5)	1 419 200	1 332 500	1 141 200
Moyenne des biens administrés	4 778 100	4 621 700	4 204 100
Moyenne des biens sous gestion	1 361 700	1 289 500	1 122 100
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,15 %	0,11 %	0,13 %

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Augmentation (diminution) :	Pour les trimestres clos	
	T1 2025 par rapport au T1 2024	T1 2025 par rapport au T4 2024
Total des revenus	200 \$	129 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	6	5
Frais autres que d'intérêt	158	102
Bénéfice net	29	18
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(6)%	(5)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(5)%	– %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(2)%	1 %

- (1) Le 28 mars 2024, nous avons finalisé la transaction visant HSBC Canada. Les résultats de HSBC Canada ont été consolidés à partir de la date de clôture, ce qui a eu une incidence sur les résultats, les soldes et les ratios pour les périodes closes le 31 janvier 2025 et le 31 octobre 2024. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principaux événements au sein de l'organisation.
- (2) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada.
- (3) La marge avant impôt s'entend du bénéfice avant impôt, divisé par le total des revenus.
- (4) Représente les conseillers en contact direct avec les clients au sein de tous nos services du secteur Gestion de patrimoine.
- (5) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

Rendement financier**Premier trimestre de 2025 par rapport au premier trimestre de 2024**

Le bénéfice net a augmenté de 316 millions de dollars, ou 48 %, par rapport à il y a un an, en raison essentiellement de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes, ce qui a également entraîné une augmentation de la rémunération variable. L'exercice précédent comprenait également le coût de la cotisation spéciale de la FDIC.

Le total des revenus a grimpé de 881 millions de dollars, ou 19 %.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – Canada ont augmenté de 366 millions de dollars, ou 28 %, en raison surtout de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes. L'augmentation des revenus tirés des transactions, essentiellement attribuable aux activités des clients, et l'accroissement du revenu net d'intérêt reflétant l'élargissement des écarts et la croissance moyenne des volumes pour les dépôts ont également contribué à la hausse précitée.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) ont augmenté de 308 millions de dollars, ou 14 %. En dollars américains, ils ont affiché une hausse de 113 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

Les revenus du secteur Gestion mondiale d'actifs ont grimpé de 142 millions de dollars, ou 20 %, en raison principalement de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes, ainsi que de la hausse des honoraires liés au rendement. L'inclusion des revenus de HSBC Canada a également contribué à l'augmentation.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – International ont augmenté de 27 millions de dollars, ou 9 %, principalement en raison de l'incidence du change et de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés.

Les revenus du secteur Services aux investisseurs se sont accrus de 38 millions de dollars, ou 24 %, en raison surtout de la hausse du revenu net d'intérêt reflétant l'élargissement des écarts et de la croissance moyenne des volumes pour les dépôts.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a grimpé de 70 millions de dollars, en raison surtout des dotations liées aux prêts productifs constituées au cours du trimestre à l'étude pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), découlant essentiellement de changements défavorables dans nos perspectives concernant la qualité du crédit, notamment les dotations liées aux feux de forêt en Californie, qui contrastent avec les contrepassations de dotations au cours de l'exercice précédent.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 363 millions de dollars, ou 9 %, en raison principalement de la hausse de la rémunération variable proportionnelle à l'amélioration des résultats, de l'incidence du change et de l'augmentation des frais liés au personnel. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le coût de la cotisation spéciale de la FDIC à l'exercice précédent.

Premier trimestre de 2025 par rapport au quatrième trimestre de 2024

Le bénéfice net a augmenté de 11 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la croissance des revenus, qui découle de la hausse des actifs liés aux services tarifés des clients et du revenu net d'intérêt. Ces facteurs ont été largement contrebalancés par l'accroissement des charges, qui reflète principalement la hausse des coûts liés au personnel, notamment l'augmentation saisonnière de la rémunération, et par l'accroissement de la dotation à la provision pour pertes de crédit, qui comprend des dotations liées aux feux de forêt en Californie.

Le total des revenus a augmenté de 382 millions de dollars, ou 7 %, en raison surtout de l'incidence du change et de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes. L'augmentation du revenu net d'intérêt reflétant la croissance moyenne des volumes pour les dépôts, l'accroissement des honoraires liés au rendement ainsi que la hausse des revenus tirés des transactions, essentiellement attribuable aux activités des clients, a également contribué à l'accroissement précité.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est chiffrée à 81 millions de dollars, comparativement à (25) millions au trimestre précédent, en raison surtout des dotations liées aux prêts productifs constituées au cours du trimestre à l'étude pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), découlant essentiellement de changements défavorables dans nos perspectives concernant la qualité du crédit, notamment les dotations liées aux feux de forêt en Californie, qui contrastent avec les contrepassations de dotations au cours du trimestre précédent.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 223 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de la hausse des coûts liés au personnel, notamment l'augmentation saisonnière de la rémunération, et de l'incidence du change.

Assurances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux ou pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2025	31 octobre 2024	31 janvier 2024
Revenus autres que d'intérêt			
Résultat des activités d'assurance	286 \$	173 \$	187 \$
Résultat des placements d'assurance	82	66	141
Autres revenus	38	39	35
Total des revenus	406	278	363
Dotation à la provision pour pertes de crédit	–	–	1
Frais autres que d'intérêt	87	75	71
Bénéfice avant impôt	319	203	291
Bénéfice net	272 \$	162 \$	220 \$
Principales données figurant au bilan et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	49,9 %	31,7 %	40,5 %
Primes et dépôts (1)	2 317 \$	1 502 \$	1 346 \$
Marge sur services contractuels (2)	2 008	2 137	1 977

(1) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance individuelle et collective, et de rente fondées sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts, conformément aux pratiques du secteur des assurances.

(2) Représente la marge sur services contractuels des actifs et passifs sur contrats d'assurance, déduction faite des actifs et passifs au titre des contrats de réassurance détenus. Pour les contrats d'assurance, la marge sur services contractuels représente le profit non acquis (retrées nettes) au titre de la fourniture de couvertures d'assurance. Pour les contrats de réassurance détenus, la marge sur services contractuels représente le coût net ou le profit net lié à l'achat de contrats de réassurance. La marge sur services contractuels ne s'applique pas aux contrats évalués selon la méthode de la répartition des primes.

Rendement financier**Premier trimestre de 2025 par rapport au premier trimestre de 2024**

Le bénéfice net a augmenté de 52 millions de dollars, ou 24 %, par rapport à il y a un an, ce qui s'explique surtout par la hausse du résultat des activités d'assurance découlant de l'incidence des reprises de contrats de réassurance et de l'amélioration de la sinistralité pour la majorité de nos produits. La réduction de l'impôt attribuable aux changements dans la composition du bénéfice a également contribué à l'augmentation. Cela a été contrebalancé en partie par la diminution du résultat des placements d'assurance, principalement attribuable à la hausse de la sinistralité favorable liée aux placements à la période correspondante de l'exercice précédent, à la transition à IFRS 17.

Le total des revenus a augmenté de 43 millions de dollars, ou 12 %, en raison surtout de la hausse du résultat des activités d'assurance, atténuée par la baisse du résultat des placements d'assurance, comme il est mentionné précédemment.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 16 millions de dollars, ou 23 %, en raison principalement d'une hausse des coûts liés au personnel, y compris les indemnités de départ.

Premier trimestre de 2025 par rapport au quatrième trimestre de 2024

Le bénéfice net a bondi de 110 millions de dollars, ou 68 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique surtout par la hausse du résultat des activités d'assurance découlant de l'incidence des reprises de contrats de réassurance, les ajustements au titre des coûts d'acquisition différés à la période précédente et l'amélioration de la sinistralité.

Le total des revenus a augmenté de 128 millions de dollars, ou 46 %, en raison surtout de la hausse du résultat des activités d'assurance, comme il est mentionné précédemment.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 12 millions de dollars, ou 16 %, en raison principalement d'une hausse des coûts liés au personnel, y compris les indemnités de départ, et des investissements en cours dans la technologie.

Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux ou pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2025 (1)	31 octobre 2024 (1)	31 janvier 2024
Revenu net d'intérêt (2)	918 \$	941 \$	661 \$
Revenus autres que d'intérêt (2)	2 838	1 962	2 290
Total des revenus (2)	3 756	2 903	2 951
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	(63)	68	6
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	205	14	161
Dotation à la provision pour pertes de crédit	142	82	167
Frais autres que d'intérêt	2 041	1 897	1 642
Bénéfice avant impôt	1 573	924	1 142
Bénéfice net	1 432 \$	985 \$	1 154 \$
Revenus par secteur d'activité			
Grande entreprise et services de banque d'investissement (3), (4)	1 715 \$	1 537 \$	1 380 \$
Marchés mondiaux (3)	2 079	1 349	1 682
Autres (4)	(38)	17	(111)
Principales données figurant au bilan et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	14,9 %	11,8 %	14,6 %
Moyenne du total de l'actif	1 326 700 \$	1 099 000 \$	1 194 900 \$
Moyenne des titres détenus à des fins de transaction	211 600	173 700	204 100
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	159 700	148 700	142 100
Moyenne des dépôts	360 300	301 100	292 500
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,51 %	0,04 %	0,45 %

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	Pour les trimestres clos	
	T1 2025 par rapport au T1 2024	T1 2025 par rapport au T4 2024
Augmentation (diminution) :		
Total des revenus	226 \$	145 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	7	2
Frais autres que d'intérêt	89	54
Bénéfice net	113	77
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(6)%	(5)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(5)%	- %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(2)%	1 %

(1) Le 28 mars 2024, nous avons finalisé la transaction visant HSBC Canada. Les résultats de HSBC Canada ont été consolidés à partir de la date de clôture, ce qui a eu une incidence sur les résultats, les soldes et les ratios pour les périodes closes le 31 janvier 2025 et le 31 octobre 2024. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principaux événements au sein de l'organisation.

(2) La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 janvier 2025 s'est élevée à 26 millions de dollars (13 millions au 31 octobre 2024; 54 millions au 31 janvier 2024). Pour une analyse détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2024.

(3) Avec prise d'effet au troisième trimestre de 2024, nous avons transféré la majorité de nos activités d'origine de titres de créance du secteur Marchés mondiaux au secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement. Les montants correspondants pour le trimestre clos le 31 janvier 2024 ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

(4) Les montants correspondants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

Rendement financier

Premier trimestre de 2025 par rapport au premier trimestre de 2024

Le bénéfice net s'est accru de 278 millions de dollars, ou 24 %, sur un an, et ce, principalement en raison de la hausse des revenus des secteurs Grande entreprise et services de banque d'investissement et Marchés mondiaux, ainsi que de l'incidence du change. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse de la rémunération découlant de résultats supérieurs et l'augmentation de l'impôt, y compris l'incidence des dispositions législatives sur le deuxième pilier et des changements dans la composition du bénéfice.

Le total des revenus a augmenté de 805 millions de dollars, ou 27 %.

Les revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement ont grimpé de 335 millions de dollars, ou 24 %, en raison principalement de l'incidence des réductions de souscriptions de prêts à l'exercice précédent, de l'intensification des activités de syndication de prêts en Amérique du Nord, de l'augmentation des revenus tirés de prêts en Europe et au Canada, ainsi que de la hausse des originations de titres de créance principalement aux États-Unis. L'incidence du change a également contribué à la hausse.

Les revenus du secteur Marchés mondiaux ont augmenté de 397 millions de dollars, ou 24 %, en raison principalement de l'incidence du change, de la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation dans la plupart des régions et de l'augmentation des revenus tirés des activités de négociation du change principalement au Canada.

Les autres revenus se sont accrus de 73 millions de dollars, ou 66 %, ce qui rend essentiellement compte de la diminution des coûts de financement résiduels et des coûts des capitaux.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a diminué de 25 millions de dollars, ou 15 %, rendant surtout compte de la baisse des dotations liées aux prêts douteux dans le secteur d'activité de l'immobilier et autres. Cette baisse a été partiellement annulée par une hausse de la dotation constituée liée à un compte dans le secteur d'activité des autres services, qui a été transférée des prêts productifs aux prêts douteux au cours du trimestre à l'étude, et a donné lieu à des contrepassations de dotations liées aux prêts productifs et à l'augmentation des dotations liées aux prêts douteux constituées. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 6 p.b.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 399 millions de dollars, ou 24 %, et ce, principalement en raison de la hausse de la rémunération attribuable aux résultats supérieurs, de l'incidence du change et des investissements en cours dans la technologie.

Premier trimestre de 2025 par rapport au quatrième trimestre de 2024

Le bénéfice net s'est accru de 447 millions de dollars, ou 45 %, par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de la hausse des revenus du secteur Marchés mondiaux. L'accroissement des revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement a également contribué à cette augmentation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse de la rémunération découlant de résultats supérieurs et l'augmentation de l'impôt, y compris l'incidence des dispositions législatives sur le deuxième pilier et des changements dans la composition du bénéfice.

Le total des revenus a augmenté de 853 millions de dollars, ou 29 %, sous l'effet essentiellement de la hausse des revenus tirés des titres à revenu fixe, des titres de participation et des activités de négociation du change dans la plupart des régions. L'incidence du change a également contribué à cette augmentation.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 60 millions de dollars, ou 73 %, ce qui rend surtout compte d'une hausse de la dotation constituée liée à un compte dans le secteur d'activité des autres services, qui a été transférée des prêts productifs aux prêts douteux au cours du trimestre à l'étude, et a donné lieu à des contrepassations de dotations liées aux prêts productifs et à l'augmentation des dotations liées aux prêts douteux constituées.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 144 millions de dollars, ou 8 %, et ce, principalement en raison de la hausse de la rémunération attribuable aux résultats supérieurs et de l'incidence du change. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence de l'augmentation des réserves légales au cours du trimestre précédent.

Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2025	le 31 octobre 2024	le 31 janvier 2024
Revenu net (perte nette) d'intérêt (1)	335 \$	339 \$	305 \$
Revenus (pertes) autres que d'intérêt (1), (2)	(264)	(367)	(465)
Total des revenus (1), (2)	71	(28)	(160)
Dotation à la provision pour pertes de crédit	–	1	–
Frais autres que d'intérêt (2)	199	320	504
Bénéfice (perte) avant impôt (1)	(128)	(349)	(664)
Charge (économie) d'impôt (1)	(120)	(102)	(205)
Bénéfice net (perte nette)	(8)\$	(247)\$	(459)\$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Pour le trimestre clos le 31 janvier 2025, les revenus ont inclus des profits de 112 millions de dollars (profits de 47 millions et de 222 millions, respectivement, au 31 octobre 2024 et au 31 janvier 2024) sur les couvertures économiques liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), et les frais autres que d'intérêt ont inclus une charge de rémunération fondée sur des actions de 108 millions (50 millions et 206 millions, respectivement, au 31 octobre 2024 et au 31 janvier 2024), laquelle a découlé des variations de la juste valeur des passifs liés à nos régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National).

En raison de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés pour ce secteur, nous estimons qu'une analyse comparative des périodes n'est pas utile.

Le total des revenus et la charge (l'économie) d'impôt comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction de l'ajustement lié à la majoration au montant imposable équivalent des revenus provenant des crédits d'impôt à l'investissement des États-Unis et des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes reçus le 31 décembre 2023 ou avant cette date, qui est comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux. Pour plus de détails sur l'élimination de la disponibilité de la déduction pour dividendes de sociétés canadiennes imposables après le 31 décembre 2023, se reporter à la rubrique Risque lié au cadre juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2024.

Le montant de la majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 janvier 2025 s'est établi à 26 millions de dollars, comparativement à 13 millions au trimestre précédent et à 54 millions au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs, outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent déjà mentionnée, qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Premier trimestre de 2025

La perte nette s'est établie à 8 millions de dollars.

Quatrième trimestre de 2024

La perte nette s'est chiffrée à 247 millions de dollars, en raison principalement de l'incidence après impôt des coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada de 134 millions, facteur qui est traité comme un élément spécifié. Les coûts non affectés résiduels ont également contribué à la perte nette.

Premier trimestre de 2024

La perte nette s'est chiffrée à 459 millions de dollars, en raison principalement de l'incidence après impôt des coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada de 218 millions et de l'incidence après impôt de la gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à la transaction visant HSBC Canada de 207 millions, deux facteurs qui sont traités comme des éléments spécifiés.

Pour plus de détails sur les éléments spécifiés, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Nos résultats trimestriels subissent l'action de tendances et de facteurs récurrents divers, qui comprennent le caractère saisonnier de certaines activités, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux devises. Le tableau ci-après présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période) :

Résultats trimestriels ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	2025	2024			2023			
	T1 (2)	T4 (2)	T3 (2)	T2 (2)	T1	T4	T3	T2
Services bancaires aux particuliers	4 811 \$	4 658 \$	4 490 \$	4 163 \$	4 031 \$	4 009 \$	3 898 \$	3 711 \$
Services bancaires aux entreprises	2 127	2 077	2 036	1 656	1 613	1 565	1 511	1 433
Gestion de patrimoine	5 568	5 186	4 964	4 789	4 687	4 332	4 556	4 548
Assurances	406	278	285	298	363	248	336	272
Marchés des Capitaux (3)	3 756	2 903	3 004	3 154	2 951	2 564	2 679	2 662
Services de soutien généraux (3)	71	(28)	(148)	94	(160)	(33)	(3)	(181)
Total des revenus	16 739	15 074	14 631	14 154	13 485	12 685	12 977	12 445
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1 050	840	659	920	813	720	616	600
Frais autres que d'intérêt	9 256	9 019	8 599	8 308	8 324	8 059	7 765	7 400
Bénéfice avant impôt	6 433	5 215	5 373	4 926	4 348	3 906	4 596	4 445
Impôt sur le résultat	1 302	993	887	976	766	(33)	736	765
Bénéfice net	5 131 \$	4 222 \$	4 486 \$	3 950 \$	3 582 \$	3 939 \$	3 860 \$	3 680 \$
Bénéfice par action – de base	3,54 \$	2,92 \$	3,09 \$	2,75 \$	2,50 \$	2,77 \$	2,73 \$	2,60 \$
– dilué	3,54	2,91	3,09	2,74	2,50	2,76	2,73	2,60
Taux d'imposition effectif	20,2 %	19,0 %	16,5 %	19,8 %	17,6 %	(0,8)%	16,0 %	17,2 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période	0,699 \$	0,733 \$	0,730 \$	0,734 \$	0,745 \$	0,732 \$	0,750 \$	0,737 \$

(1) Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés pour la période.

(2) Le 28 mars 2024, nous avons finalisé la transaction visant HSBC Canada. Les résultats de HSBC Canada ont été consolidés à partir de la date de clôture et sont inclus dans les résultats de nos secteurs Services bancaires aux particuliers, Services bancaires aux entreprises, Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principaux événements au sein de l'organisation.

(3) Majoration au montant imposable équivalent. Pour une analyse détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2024.

Fluctuations saisonnières

Des facteurs saisonniers pourraient se répercuter sur les résultats de certains trimestres. Le premier trimestre a été historiquement celui au cours duquel le secteur Marchés des Capitaux a affiché ses meilleurs résultats. Le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que les autres, ce qui donne généralement lieu à une diminution du revenu net d'intérêt et de certains éléments de charges. Les troisième et quatrième trimestres comprennent les mois estivaux au cours desquels les activités des clients ralentissent habituellement, ce qui peut affaiblir les résultats des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux.

Analyse des tendances

Le bénéfice de la période a été touché par les facteurs décrits ci-dessous.

La croissance des volumes des prêts et des dépôts pendant la période a accru les revenus du secteur Services bancaires aux particuliers. La marge nette d'intérêt a été favorisée par les changements dans la composition des produits et les taux d'intérêt élevés, ce qui a été atténué par les pressions concurrentielles sur les prix. Les revenus de HSBC Canada ont été inclus depuis la clôture de la transaction, le 28 mars 2024.

Une croissance des volumes de prêts et de dépôts pendant la période a fait croître les revenus du secteur Services bancaires aux entreprises. Les revenus de HSBC Canada ont été inclus depuis la clôture de la transaction, le 28 mars 2024.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine ont généralement été favorisés par la hausse des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle est influencée par les conditions de marché. Le 3 juillet 2023, nous avons conclu la vente des activités européennes d'administration d'actifs de RBC Investor Services® et de son centre d'excellence associé situé en Malaisie. Les résultats du quatrième trimestre de 2023 rendaient compte des pertes de valeur liées à notre participation dans une entreprise associée.

Les revenus du secteur Assurances rendent compte des fluctuations des conditions de marché et de l'expérience en matière d'assurance. Les profits sur les nouvelles activités sont différés par l'intermédiaire de la marge sur services contractuels et les pertes liées aux nouvelles activités sont reflétées dans les résultats des activités d'assurance. Au premier trimestre de 2025, les revenus d'assurance reflétaient également l'incidence des reprises de contrats de réassurance.

Les revenus du secteur Marchés des Capitaux dépendent fortement des conditions de marché, qui influent sur les activités des clients. Bien que les honoraires tirés des services bancaires mondiaux aient connu une baisse en 2023, nous avons constaté une augmentation des activités dès le deuxième trimestre de 2024. Au cours de la période, nous avons constaté une amélioration de l'activité des clients pour tous les principaux produits. Les activités de vente et de négociation se sont améliorées en 2023 et ont poursuivi sur leur lancée en 2024 et 2025, alors que les conditions du marché demeuraient favorables.

La dotation à la provision pour pertes de crédit est composée de dotations constituées à l'égard des actifs productifs et des actifs dépréciés. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs a varié au cours de la période puisqu'elle est touchée par les changements concernant la qualité du crédit, les conditions macroéconomiques et les risques. Pour la période, les dotations liées aux actifs productifs reflétaient généralement les changements défavorables concernant la qualité du crédit. Au début de la période, des changements défavorables ont touché nos prévisions macroéconomiques, mais celles-ci se sont améliorées en 2024. Le deuxième trimestre de 2024 comprenait la dotation à la provision pour pertes de crédit initiale liée aux prêts productifs achetés dans le cadre de la transaction visant HSBC Canada. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a, en général, été en hausse pendant la période.

Les frais autres que d'intérêt ont été touchés par les fluctuations de la rémunération variable au cours de la période, fluctuations qui ont été en phase avec celles des revenus et du bénéfice. Les variations de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquelles sont largement compensées dans les revenus, ont également contribué aux fluctuations durant la période et sont touchées par les conditions de marché. Même si nous continuons de porter une attention à nos activités de gestion de l'efficacité, les charges de la période reflètent également nos investissements dans nos ressources humaines et la technologie. Depuis l'exercice 2023, les frais comprennent également les coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada. Les frais autres que d'intérêt de HSBC Canada ont été inclus depuis la clôture de la transaction, le 28 mars 2024.

Notre taux d'imposition effectif a fluctué au cours de la période, et ce, en raison surtout de niveaux d'ajustements fiscaux variables et des changements dans la composition du bénéfice. Le quatrième trimestre de 2023 reflétait la comptabilisation des actifs d'impôt différé liés aux pertes réalisées par City National associées à la vente intragroupe de certains titres de créance. Le premier trimestre de 2025 rend compte de l'incidence des dispositions législatives sur le deuxième pilier qui, en ce qui nous concerne, sont entrées en vigueur le 1^{er} novembre 2024.

Situation financière

Bilans résumés

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 janvier 2025	31 octobre 2024
Actif		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	71 200 \$	56 723 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	47 924	66 020
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable (1)	488 025	439 918
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	280 451	350 803
Prêts		
Prêts de détail	633 400	626 978
Prêts de gros	379 250	360 439
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(6 600)	(6 037)
Autres – Dérivés	153 686	150 612
– Autres	143 690	126 126
Total de l'actif	2 191 026 \$	2 171 582 \$
Passif		
Dépôts	1 441 940 \$	1 409 531 \$
Autres – Dérivés	161 590	163 763
– Autres	440 563	457 550
Déventures subordonnées	13 670	13 546
Total du passif	2 057 763	2 044 390
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	133 167	127 089
Participations ne donnant pas le contrôle	96	103
Total des capitaux propres	133 263	127 192
Total du passif et des capitaux propres	2 191 026 \$	2 171 582 \$

(1) Inclut les titres de placement et les titres détenus à des fins de transaction.

Premier trimestre de 2025 par rapport au quatrième trimestre de 2024

Le total de l'actif a augmenté de 19 milliards de dollars, ou 1 %, par rapport au 31 octobre 2024. L'incidence du change a fait croître le total de l'actif de 129 milliards de dollars.

La trésorerie et les montants à recevoir de banques ont bondi de 14 milliards de dollars, ou 26 %, en raison principalement de la hausse des dépôts auprès de banques centrales, ce qui reflète les activités de gestion de la trésorerie à court terme.

Les dépôts productifs d'intérêts auprès de banques ont reculé de 18 milliards de dollars, ou 27 %, du fait essentiellement de la baisse des dépôts auprès de banques centrales, ce qui reflète les activités de gestion de la trésorerie.

Les titres, déduction faite de la correction de valeur applicable, ont augmenté de 48 milliards de dollars, ou 11 %, en raison surtout de la hausse des titres de créance d'entités gouvernementales, ce qui reflète des activités de gestion des liquidités et des occasions favorables sur le marché. L'incidence du change a également contribué à cette augmentation.

Les actifs achetés en vertu de conventions de revente et les titres empruntés ont diminué de 70 milliards de dollars, ou 20 %, en raison principalement du ralentissement des activités de financement des clients.

Les prêts (déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts) ont augmenté de 25 milliards de dollars, ou 3 %, en raison surtout de la croissance des volumes des prêts de gros et des prêts hypothécaires résidentiels, ainsi que de l'incidence du change.

Les actifs dérivés se sont accrus de 3 milliards de dollars, ou 2 %, en raison principalement de l'incidence du change, facteur neutralisé pour l'essentiel par la diminution de la juste valeur des contrats de change.

Les autres actifs ont progressé de 18 milliards de dollars, ou 14 %, ce qui rend surtout compte de la hausse des garanties en espèces et de l'augmentation des créances sur activités de négociation de marchandises reflétant les conditions du marché et les activités des clients. L'incidence du change a également contribué à cette augmentation.

Le total du passif a augmenté de 13 milliards de dollars, ou 1 %. L'incidence du change a fait croître le total du passif de 129 milliards de dollars.

Les dépôts se sont accrus de 32 milliards de dollars, ou 2 %, en raison principalement de l'incidence du change, de la hausse des dépôts à vue découlant des activités des clients et de l'accroissement des dépôts à terme des entreprises et des gouvernements attribuable aux activités de gestion des liquidités, facteurs neutralisés en partie par la baisse des dépôts à terme des banques reflétant le ralentissement des activités des clients.

Les passifs dérivés ont diminué de 2 milliards de dollars, ou 1 %, en raison principalement de la diminution de la juste valeur des contrats de change et de la baisse des contrats sur actions, facteurs largement contrebalancés par l'incidence du change.

Les autres passifs ont diminué de 17 milliards de dollars, ou 4 %, en raison essentiellement de la diminution des engagements liés aux conventions de rachat, reflétant la baisse des activités de financement des clients, facteur partiellement contrebalancé par l'augmentation des titres vendus à découvert et l'incidence du change.

Le total des capitaux propres a augmenté de 6 milliards de dollars, ou 5 %, ce qui est attribuable au bénéfice, déduction faite des dividendes, à l'incidence du change et à l'émission de billets de capital à recours limité.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas inscrites dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, des fonds propres et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Il peut s'agir en l'occurrence de transactions avec des entités structurées et de l'achat ou de l'émission de garanties. Ces transactions donnent lieu à des risques divers tels que les risques de marché, de crédit, de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2025.

Nos principales transactions hors bilan comprennent celles décrites aux pages 70 à 72 de notre rapport annuel 2024.

Gestion du risque

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité possible ou la réticence d'un débiteur à s'acquitter de ses obligations contractuelles au moment opportun et il peut découler directement du risque de défaillance d'un débiteur principal (p. ex., émetteur, débiteur, contrepartie, emprunteur ou titulaire de police), être indirect et associé à un débiteur secondaire (p. ex., garant ou réassureur) et relever d'un risque hors bilan, d'un risque de crédit éventuel, d'un risque de crédit connexe ou d'un risque transactionnel. Le risque de crédit comprend le risque de contrepartie qui découle des activités de négociation et des activités autres que de négociation.

Notre cadre de gestion du risque de crédit d'entreprise ainsi que les politiques qui le sous-tendent ont pour objet de définir clairement les rôles et les responsabilités, les pratiques acceptables, les limites et les contrôles clés. Aucun changement important n'a été apporté à notre cadre de gestion du risque de crédit d'entreprise, tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2024.

Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette (assurés et non assurés) (1)

Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette sont garantis par des immeubles résidentiels. Les tableaux ci-après présentent la répartition par secteur géographique.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 janvier 2025					
	Prêts hypothécaires résidentiels					Marges de crédit sur valeur nette (2)
	Assurés (3)		Non assurés		Total	Total
Secteur géographique (4)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	8 713 \$	42 %	11 921 \$	58 %	20 634 \$	1 683 \$
Québec	11 639	25	35 405	75	47 044	3 332
Ontario	31 709	14	191 308	86	223 017	17 998
Alberta	18 584	43	24 818	57	43 402	4 410
Saskatchewan et Manitoba	8 437	41	12 313	59	20 750	1 674
Colombie-Britannique et territoires	12 432	14	75 981	86	88 413	8 081
Total – Canada (5)	91 514	21	351 746	79	443 260	37 178
États-Unis	–	–	35 235	100	35 235	2 320
Autres pays	–	–	3 427	100	3 427	1 411
Total – Autres pays	–	–	38 662	100	38 662	3 731
Total	91 514 \$	19 %	390 408 \$	81 %	481 922 \$	40 909 \$

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 octobre 2024					
	Prêts hypothécaires résidentiels					Marges de crédit sur valeur nette (2)
	Assurés (3)		Non assurés		Total	Total
Secteur géographique (4)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	8 692 \$	43 %	11 688 \$	57 %	20 380 \$	1 704 \$
Québec	11 781	25	35 129	75	46 910	3 346
Ontario	32 011	14	189 638	86	221 649	18 173
Alberta	18 804	43	24 459	57	43 263	4 448
Saskatchewan et Manitoba	8 549	41	12 258	59	20 807	1 718
Colombie-Britannique et territoires	12 607	14	75 575	86	88 182	8 061
Total – Canada (5)	92 444	21	348 747	79	441 191	37 450
États-Unis	–	–	33 092	100	33 092	2 144
Autres pays	–	–	3 261	100	3 261	1 421
Total – Autres pays	–	–	36 353	100	36 353	3 565
Total	92 444 \$	19 %	385 100 \$	81 %	477 544 \$	41 015 \$

- (1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels).
- (2) Comprend des marges de crédit sur valeur nette assurées et non assurées totalisant 40 892 millions de dollars et 17 millions, respectivement (40 998 millions et 17 millions, respectivement, au 31 octobre 2024), et sont présentées dans les prêts aux particuliers. Les montants indiqués pour les États-Unis et les autres pays comprennent les prêts à terme garantis par des immeubles résidentiels.
- (3) Les prêts hypothécaires résidentiels assurés sont des prêts hypothécaires pour lesquels le risque de défaillance auquel nous sommes exposés est atténué par l'assurance souscrite auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement ou d'autres sociétés d'assurance indépendantes.
- (4) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.
- (5) Le total consolidé des prêts hypothécaires résidentiels au Canada de 443 milliards de dollars (441 milliards au 31 octobre 2024) comprend des prêts hypothécaires commerciaux de 12 milliards (12 milliards au 31 octobre 2024) dans le secteur Services bancaires aux entreprises, dont une tranche de 9 milliards (9 milliards au 31 octobre 2024) est assurée, et des prêts hypothécaires résidentiels de 18 milliards (18 milliards au 31 octobre 2024) dans le secteur Marchés des Capitaux, dont un montant de 18 milliards (18 milliards au 31 octobre 2024) est détenu à des fins de titrisation. Tous les prêts hypothécaires résidentiels détenus à des fins de titrisation sont assurés (tous assurés au 31 octobre 2024).

Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement (1)

Le tableau ci-après présente un sommaire du pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les périodes d'amortissement restantes selon les paiements effectués par les clients, qui comprennent des paiements plus élevés que le montant contractuel minimal ou des paiements plus fréquents.

Période d'amortissement	Aux					
	31 janvier 2025			31 octobre 2024		
	Canada (2)	États-Unis et autres pays	Total	Canada (2)	États-Unis et autres pays	Total
25 ans ou moins	68 %	33 %	66 %	62 %	31 %	60 %
De 25 à 30 ans	32	67	34	28	69	30
De 30 à 35 ans	–	–	–	10	–	10
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

(1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels).

(2) Selon notre politique, les nouveaux prêts hypothécaires sont accordés avec des périodes d'amortissement de 30 ans ou moins. Les périodes d'amortissement de plus de 30 ans indiquent l'incidence de la hausse des taux d'intérêt sur nos portefeuilles de prêts hypothécaires à taux variables. Pour ces prêts, la période d'amortissement est ramenée au calendrier d'amortissement initial lors du renouvellement. Nous n'offrons pas de produits hypothécaires dont la structure entraînerait un amortissement négatif, car les paiements sur les prêts hypothécaires à taux variables augmentent automatiquement pour assurer la couverture des intérêts courus.

Ratio prêt-valeur moyen (1)

Le tableau ci-après présente un sommaire de nos ratios prêt-valeur moyens des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio RBC® par secteur géographique, ainsi que les ratios prêt-valeur respectifs pour le total de notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens en cours.

	Pour les trimestres clos			
	le 31 janvier 2025		le 31 octobre 2024	
	Non assurés		Non assurés	
	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC (3)	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC (3)
Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour la période, par secteur géographique (4)				
Provinces de l'Atlantique	70 %	70 %	70 %	69 %
Québec	70	70	71	70
Ontario	70	64	70	64
Alberta	71	69	72	69
Saskatchewan et Manitoba	72	72	73	72
Colombie-Britannique et territoires	67	63	67	61
États-Unis	71	n.s.	72	n.s.
Autres pays	73	n.s.	66	n.s.
Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour la période (5), (6)	70 %	66 %	70 %	65 %
Total du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens (7)	57 %	48 %	56 %	47 %

(1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels).

(2) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio RBC.

(3) Les produits de la gamme Marge Proprio RBC comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.

(4) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

(5) Nous calculons le ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio RBC sur une base pondérée, selon le montant du prêt hypothécaire lors de l'origination.

(6) En ce qui a trait aux nouveaux prêts hypothécaires et aux produits de la gamme Marge Proprio RBC, le ratio prêt-valeur est calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio RBC divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

(7) Pondéré selon les soldes des prêts hypothécaires et ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur l'indice de prix des maisons Teranet – Banque Nationale+.

n.s. non significatif

Risque net lié au financement de gros des autres pays par région, par type d'actif et par type de client (1), (2)

Le tableau qui suit présente une ventilation de notre exposition au risque de crédit par région, par type d'actif et par type de client.

(en millions de dollars canadiens)	Aux								31 octobre 2024
	31 janvier 2025								
	Type d'actif				Type de client				
Prêts en cours	Titres (3)	Mise en pension de titres	Dérivés	Institutions financières	Organismes souverains	Grandes entreprises	Total	Total	
Europe (hors Royaume-Uni)	17 415 \$	33 383 \$	7 029 \$	4 468 \$	28 632 \$	15 641 \$	18 022 \$	62 295 \$	52 307 \$
Royaume-Uni	13 743	23 203	4 148	2 361	16 867	14 922	11 666	43 455	36 311
Antilles	6 850	12 323	2 895	1 027	9 891	4 528	8 676	23 095	22 612
Asie-Pacifique	6 027	39 809	4 788	1 577	20 443	27 603	4 155	52 201	43 874
Autres (4)	2 049	1 601	3 485	78	3 114	1 963	2 136	7 213	8 022
Risque net des autres pays (5), (6)	46 084 \$	110 319 \$	22 345 \$	9 511 \$	78 947 \$	64 657 \$	44 655 \$	188 259 \$	163 126 \$

- (1) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.
- (2) Les risques sont calculés selon la juste valeur, déduction faite de la valeur des sûretés, lesquelles représentent 424 milliards de dollars donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres (459 milliards au 31 octobre 2024) et 15 milliards à l'égard des dérivés (16 milliards au 31 octobre 2024).
- (3) Les titres comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 20 milliards de dollars (14 milliards au 31 octobre 2024), des dépôts de 37 milliards (29 milliards au 31 octobre 2024) et des titres de placement de 53 milliards (44 milliards au 31 octobre 2024).
- (4) Comprend les expositions au risque au Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique latine.
- (5) Exclut un risque de 7 387 millions de dollars (6 950 millions au 31 octobre 2024) lié aux organismes supranationaux.
- (6) Reflète une tranche de 5 912 millions de dollars au titre de l'atténuation des risques au moyen de swaps sur défaillance, qui sont généralement utilisés pour couvrir les risques liés à une seule entreprise et le risque de marché (4 296 millions au 31 octobre 2024).

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Les tableaux et analyses suivants, qui portent sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit, fournissent de l'information sur les prêts, lesquels englobent les prêts, les acceptations et les engagements, ainsi que sur les autres actifs financiers.

Montant brut des prêts douteux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Aux et pour les trimestres clos les	
	31 janvier 2025	31 octobre 2024
Services bancaires aux particuliers	1 822 \$	1 652 \$
Services bancaires aux entreprises	2 742	2 372
Gestion de patrimoine	482	508
Marchés des Capitaux	2 830	1 335
Total du montant brut des prêts douteux	7 876 \$	5 867 \$
Prêts douteux, solde au début de la période	5 867 \$	5 685 \$
Classés comme douteux au cours de la période (nouveaux prêts douteux) (1)	3 044	1 343
Remboursements nets (1)	(293)	(354)
Montants sortis du bilan	(581)	(721)
Autres (2)	(161)	(86)
Prêts douteux, solde à la fin de la période	7 876 \$	5 867 \$
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations		
Total du montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,78 %	0,59 %
Services bancaires aux particuliers	0,34 %	0,31 %
Services bancaires aux particuliers – Canada	0,29 %	0,26 %
Services bancaires aux entreprises	1,47 %	1,29 %
Gestion de patrimoine	0,38 %	0,42 %
Marchés des Capitaux	1,74 %	0,88 %

- (1) Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires aux particuliers – Canada sont généralement attribuées aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux remboursements nets et à certaines autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés. Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires dans les Antilles sont généralement attribuées aux remboursements nets et aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux remboursements nets et à certaines autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés.
- (2) Tient compte des prêts de nouveau productifs pour la période, des recouvrements au titre des prêts et avances sortis du bilan précédemment, des prêts vendus, des montants liés aux biens saisis détenus à titre d'immeubles de placement et aux participations dans des coentreprises relativement à certains accords de prêts conjoints, des écarts de change et autres variations.

Premier trimestre de 2025 par rapport au quatrième trimestre de 2024

Le total du montant brut des prêts douteux a augmenté de 2 009 millions de dollars, ou 34 %, par rapport au trimestre précédent, et le ratio total du montant brut des prêts douteux de 78 p.b. a augmenté de 19 p.b., en raison principalement de la hausse des prêts douteux des secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux entreprises.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers a augmenté de 170 millions de dollars, ou 10 %, en raison principalement de la hausse des prêts douteux de notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels canadien.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux entreprises a augmenté de 370 millions de dollars, ou 16 %, en raison principalement de la hausse des prêts douteux dans certains secteurs d'activité, y compris ceux de l'immobilier et autres et des transports.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a fléchi de 26 millions de dollars, ou 5 %, surtout du fait de la diminution des prêts douteux dans certains secteurs d'activité, dont ceux des placements et de l'immobilier et autres.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 1 495 millions de dollars en raison surtout d'un compte dans le secteur d'activité des autres services.

Correction de valeur pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 janvier 2025	31 octobre 2024
Services bancaires aux particuliers	3 385 \$	3 273 \$
Services bancaires aux entreprises	1 882	1 626
Gestion de patrimoine	521	466
Marchés des Capitaux	1 144	986
Services de soutien généraux et autres	1	1
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts	6 933	6 352
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers (1)	12	12
Total de la correction de valeur pour pertes de crédit	6 945 \$	6 364 \$
La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts comprend ce qui suit :		
Prêts de détail	3 121 \$	3 011 \$
Prêts de gros	1 827	1 825
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	4 948 \$	4 836 \$
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	1 985	1 516

(1) La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers représente principalement la correction de valeur pour les titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti, les débiteurs et les garanties financières.

Premier trimestre de 2025 par rapport au quatrième trimestre de 2024

Le total de la correction de valeur pour pertes de crédit a augmenté de 581 millions de dollars, ou 9 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète une hausse de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs a progressé de 112 millions de dollars, ou 2 %, du fait de changements défavorables concernant la qualité du crédit, de l'incidence du change et de la croissance du portefeuille, ce qui a été en partie contrebalancé par le transfert vers les prêts douteux dans le secteur Marchés des Capitaux et les changements favorables dans nos perspectives macroéconomiques.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 469 millions de dollars, ou 31 %, essentiellement dans les secteurs Services bancaires aux entreprises et Marchés des Capitaux.

Pour plus de détails, se reporter à la note 5 de nos états financiers résumés.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend de l'incidence de la conjoncture et des prix du marché sur notre situation financière, notamment les profits et pertes financiers potentiels découlant des fluctuations de variables déterminées par le marché telles que les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les prix des marchandises, les taux de change et les volatilités implicites. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de marché depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2024. À l'aide de ce cadre de gestion, nous cherchons continuellement à nous assurer que les risques de marché auxquels nous sommes exposés cadrent avec les contraintes relatives à l'appétit pour le risque établies par le Conseil d'administration.

Les contrôles du risque de marché prévoient des plafonds relatifs aux mesures fondées sur des probabilités utilisées pour déterminer les pertes potentielles des positions liées aux activités de négociation, telles que la valeur à risque (VAR) et les simulations de crise. Des contrôles du risque de marché sont aussi mis en place pour gérer le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (RTIPB). Afin d'assurer la surveillance et le contrôle du RTIPB, nous évaluons deux principaux paramètres, soit le risque lié au revenu net d'intérêt et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres, en fonction d'une variété de chocs sur les marchés, de scénarios et d'horizons temporels. Il n'y a eu aucun changement important à la méthodologie de mesure du RTIPB ni aux contrôles et limites relatifs à cette mesure, depuis ceux décrits dans notre rapport annuel 2024. Pour plus de détails sur notre approche de gestion du risque de marché, se reporter à la rubrique Risque de marché de notre rapport annuel 2024.

Évaluations du risque de marché – Positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

VAR et VAR des activités de négociation

Le tableau ci-après présente les données ayant trait à la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR des activités de négociation.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2025				31 octobre 2024		31 janvier 2024	
	Pour le trimestre clos à cette date				Pour le trimestre clos à cette date		Pour le trimestre clos à cette date	
	Au	Moyenne	Haut	Bas	Au	Moyenne	Au	Moyenne
Titres de participation	13 \$	15 \$	23 \$	12 \$	23 \$	21 \$	10 \$	9 \$
Change	6	4	7	2	6	6	3	4
Marchandises	7	7	11	5	11	8	5	5
Taux d'intérêt (1)	22	23	28	19	23	30	30	34
Risque de crédit spécifique (2)	8	8	9	7	8	8	8	7
Effet de diversification (3)	(33)	(32)	n.s.	n.s.	(37)	(44)	(31)	(29)
VAR des activités de négociation	23 \$	25 \$	35 \$	20 \$	34 \$	29 \$	25 \$	30 \$
VAR totale	26 \$	32 \$	40 \$	25 \$	34 \$	34 \$	123 \$	122 \$

(1) Le risque lié à l'écart de taux général et le risque lié à l'écart de financement associé aux dérivés non garantis sont inclus dans la VAR liée aux taux d'intérêt.

(2) Le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

(3) La VAR des activités de négociation est inférieure à la somme des VAR individuelles par facteur de risque, en raison de la diversification des facteurs de risque.

n.s. non significatif

Premier trimestre de 2025 par rapport au premier trimestre de 2024

La moyenne de la VAR des activités de négociation s'est établie à 25 millions de dollars, en baisse de 5 millions par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout des variations du risque lié à notre portefeuille de titres à revenu fixe, facteur en partie contrebalancé par les variations du risque lié à notre portefeuille de dérivés sur titres de participation.

La moyenne de la VAR totale s'est chiffrée à 32 millions de dollars, en baisse de 90 millions par rapport à l'exercice précédent, ce qui rend essentiellement compte de l'incidence de la gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à la transaction visant HSBC Canada au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

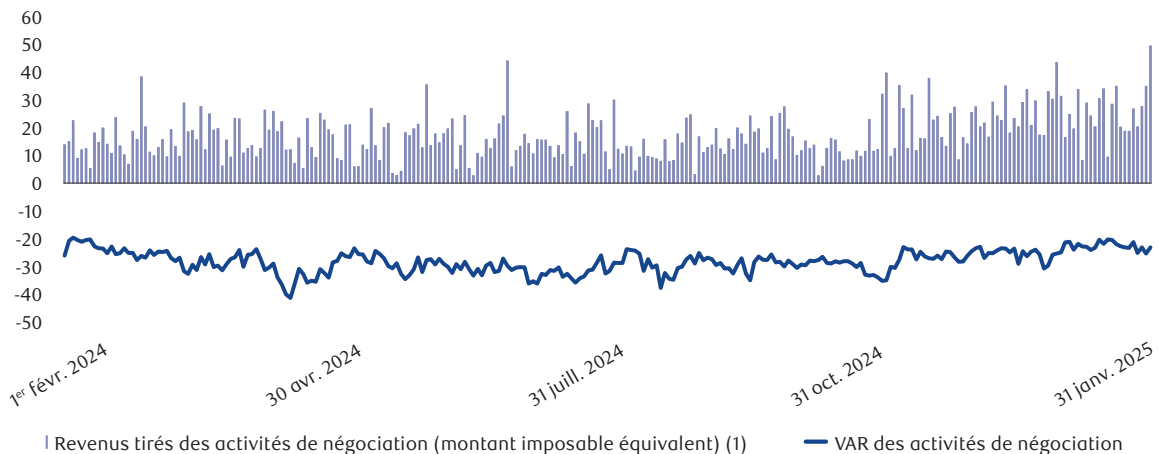
Premier trimestre de 2025 par rapport au quatrième trimestre de 2024

La moyenne de la VAR des activités de négociation s'est chiffrée à 25 millions de dollars, en baisse de 4 millions par rapport au trimestre précédent, ce qui a découlé essentiellement de variations du risque lié à notre portefeuille de dérivés sur titres de participation.

La moyenne de la VAR totale s'est chiffrée à 32 millions de dollars et est demeurée relativement stable par rapport au trimestre précédent.

Le graphique ci-après illustre nos profits et pertes de négociation quotidiens (graphique à barres), ainsi que notre VAR quotidienne liée à la gestion du risque de marché (graphique linéaire). Nous n'avons subi aucune perte de négociation nette au cours des trimestres clos le 31 janvier 2025 et le 31 octobre 2024.

Revenus tirés des activités de négociation (montant imposable équivalent), (1) et VAR des activités de négociation (en millions de dollars canadiens)



(1) Les revenus tirés des activités de négociation (montant imposable équivalent) dans le graphique ci-dessus excluent l'incidence des engagements de souscription de prêts.

Évaluations du risque de marché – Actifs et passifs de RBC Assurances®

Nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance à nos clients et détenons des placements afin de pouvoir respecter nos obligations futures au titre des polices d'assurance. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont en grande partie neutralisées par les variations des taux d'actualisation utilisés dans le calcul des actifs et des passifs de contrat d'assurance et de réassurance, et l'incidence de ces éléments est reflétée dans le résultat des placements d'assurance dans l'état consolidé du résultat net. Au 31 janvier 2025, nous détenons des passifs liés aux contrats d'assurance de 21 milliards de dollars, déduction faite des actifs liés aux contrats d'assurance et des soldes de contrats de réassurance détenus (20 milliards au 31 octobre 2024).

Évaluations du risque de marché – Sensibilités au RTIPB

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 p.b. des taux d'intérêt sur la valeur économique des capitaux propres et sur le revenu net d'intérêt prévus sur 12 mois, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur les positions du bilan et hors bilan actuelles, lesquelles peuvent changer avec le temps en réaction aux activités commerciales et aux mesures prises par la direction.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2025						31 octobre 2024		31 janvier 2024	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (1)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)
	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain	Total	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain	Total				
Incidence avant impôt d'une :										
augmentation des taux de 100 p.b.	(1 829)\$	(278)\$	(2 107)\$	377 \$	126 \$	503 \$	(2 076)\$	400 \$	(1 649)\$	535 \$
diminution des taux de 100 p.b.	1 649	(5)	1 644	(469)	(120)	(589)	1 663	(502)	1 309	(622)

(1) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

Au 31 janvier 2025, un choc immédiat et soutenu constituant une diminution de 100 p.b. aurait eu une incidence négative de 589 millions de dollars sur notre revenu net d'intérêt, contre 502 millions au trimestre précédent. Au 31 janvier 2025, un choc immédiat et soutenu constituant une augmentation de 100 p.b. aurait eu une incidence négative de 2 107 millions de dollars sur la valeur économique des capitaux propres de la banque, comparativement à 2 076 millions au trimestre précédent. D'un trimestre à l'autre, la variation de la sensibilité du revenu net d'intérêt est principalement attribuable à la croissance des dépôts à faible coût, alors que la variation de la sensibilité de la valeur économique des capitaux propres est principalement attribuable à la croissance soutenue du capital du portefeuille de la banque. Au cours du premier trimestre de 2025, les risques liés au revenu net d'intérêt et à la valeur économique des capitaux propres sont demeurés dans les limites approuvées.

Lien entre le risque de marché et les principales données figurant au bilan

Les tableaux ci-après illustrent le lien entre les principales données figurant au bilan et les positions incluses dans les informations fournies à l'égard du risque de marché lié aux activités de négociation et du risque de marché lié aux activités autres que de négociation, ce qui illustre la façon dont nous gérons le risque de marché lié à nos actifs et passifs à l'aide de différentes évaluations du risque.

	Au 31 janvier 2025			Risque principal lié aux activités autres que de négociation
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		
(en millions de dollars canadiens)		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	71 200 \$	– \$	71 200 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	47 924	1	47 923	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	189 416	161 798	27 618	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	298 609	–	298 609	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de vente et titres empruntés	280 451	235 353	45 098	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	633 400	–	633 400	Taux d'intérêt
Prêts de gros	379 250	2 825	376 425	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(6 600)	–	(6 600)	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	153 686	150 971	2 715	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	136 246	58 937	77 309	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (3)	7 444			
Total de l'actif	2 191 026 \$	609 885 \$	1 573 697 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts	1 441 940 \$	67 363 \$	1 374 577 \$	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	45 460	45 238	222	Taux d'intérêt, cours des actions
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	274 592	243 755	30 837	Taux d'intérêt
Dérivés	161 590	156 653	4 937	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	96 886	41 346	55 540	Taux d'intérêt
Débitures subordonnées	13 670	–	13 670	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (4)	23 625			
Total du passif	2 057 763 \$	554 355 \$	1 479 783 \$	
Total des capitaux propres	133 263			
Total du passif et des capitaux propres	2 191 026 \$			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus de nos portefeuilles de négociation. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du RTIPB et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le RTIPB.

(3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs.

(4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs.

Au 31 octobre 2024				
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		Risque principal lié aux activités autres que de négociation
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
(en millions de dollars canadiens)				
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	56 723 \$	– \$	56 723 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	66 020	3	66 017	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	183 300	161 031	22 269	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	256 618	–	256 618	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	350 803	299 032	51 771	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	626 978	–	626 978	Taux d'intérêt
Prêts de gros	360 439	3 152	357 287	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(6 037)	–	(6 037)	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	150 612	147 017	3 595	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	115 133	47 936	67 197	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (3)	10 993			
Total de l'actif	2 171 582 \$	658 171 \$	1 502 418 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts	1 409 531 \$	63 706 \$	1 345 825 \$	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	35 286	34 985	301	Taux d'intérêt, cours des actions
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	305 321	280 386	24 935	Taux d'intérêt
Dérivés	163 763	157 587	6 176	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	94 666	39 802	54 864	Taux d'intérêt
Débitures subordonnées	13 546	–	13 546	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (4)	22 277			
Total du passif	2 044 390 \$	576 466 \$	1 445 647 \$	
Total des capitaux propres	127 192			
Total du passif et des capitaux propres	2 171 582 \$			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus de nos portefeuilles de négociation. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du RTIPB et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le RTIPB.

(3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs.

(4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement (risque de liquidité) est le risque que nous ne soyons pas en mesure de générer en temps opportun et de façon rentable la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à nos engagements. Le risque de liquidité résulte de la non-concordance de l'échéancier et de la valeur des flux de trésorerie, en ce qui concerne tant les éléments figurant au bilan que ceux hors bilan.

Nos activités de gestion du risque de liquidité sont menées conformément aux cadres et politiques internes, notamment le cadre de gestion du risque d'entreprise, le cadre d'appétit pour le risque d'entreprise, le cadre de gestion du risque de liquidité d'entreprise, la politique sur le risque de liquidité d'entreprise et la politique de mise en gage d'entreprise. Collectivement, nos cadres et politiques stipulent les exigences en matière de gestion de la liquidité et du financement qui sont appropriées à l'exécution de notre stratégie et qui permettent de nous assurer que le risque de liquidité auquel nous sommes exposés demeure dans les limites de notre appétit pour le risque. Aucun autre changement important n'a été apporté à nos cadres et politiques internes que ceux décrits dans notre rapport annuel 2024.

Réserve de liquidités

Notre réserve de liquidités est uniquement constituée d'actifs liquides non grevés disponibles. Notre capacité inutilisée en matière de financement de gros pourrait constituer une autre source de liquidités, mais nous ne la prenons pas en considération pour le calcul de la réserve de liquidités.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2025				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
Trésorerie et dépôts auprès de banques	119 124 \$	– \$	119 124 \$	3 393 \$	115 731 \$
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (1)	368 204	325 992	694 196	402 563	291 633
Autres titres	168 398	144 145	312 543	176 707	135 836
Autres actifs liquides (2)	45 184	–	45 184	37 317	7 867
Total des actifs liquides	700 910 \$	470 137 \$	1 171 047 \$	619 980 \$	551 067 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2024				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
Trésorerie et dépôts auprès de banques	122 743 \$	– \$	122 743 \$	3 269 \$	119 474 \$
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (1)	323 826	385 479	709 305	426 552	282 753
Autres titres	165 875	126 205	292 080	163 635	128 445
Autres actifs liquides (2)	37 601	–	37 601	31 583	6 018
Total des actifs liquides	650 045 \$	511 684 \$	1 161 729 \$	625 039 \$	536 690 \$

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 janvier 2025	31 octobre 2024
Banque Royale du Canada	266 821 \$	243 915 \$
Succursales à l'étranger	57 146	69 723
Filiales	227 100	223 052
Total des actifs liquides non grevés	551 067 \$	536 690 \$

(1) Inclut les titres liquides émis par des gouvernements provinciaux et des entités parrainées par le gouvernement américain et dont le gouvernement fédéral des États-Unis est le curateur (p. ex., la Federal National Mortgage Association et la Federal Home Loan Mortgage Corporation).

(2) Le montant des actifs liquides grevés représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires en espèces qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

D'ordinaire, la réserve de liquidités reflète surtout l'activité bancaire courante des clients de détail et commerciaux, alors que les portefeuilles d'actifs liquides reflètent les variations des soldes des dépôts et des prêts, ainsi que les stratégies commerciales et les opérations des clients liés aux activités du secteur Marchés des Capitaux. La Trésorerie générale a également une incidence sur la réserve de liquidités en raison des activités de gestion d'émission de titres d'emprunt, ce qui pourrait entraîner des différences temporelles entre l'émission de titres d'emprunt et le déploiement du financement aux activités.

Premier trimestre de 2025 par rapport au quatrième trimestre de 2024

Le total des actifs liquides non grevés s'est accru de 14 milliards de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent sous l'effet principalement d'une augmentation des titres au bilan, annulée en partie par une baisse de la trésorerie et des dépôts auprès de banques.

Charges grevant les actifs

Le tableau ci-dessous présente un aperçu des montants figurant au bilan et des montants hors bilan au titre de la trésorerie, des titres et des autres actifs et indique ceux qui sont grevés et ceux qui sont disponibles à la vente ou qui peuvent être donnés à titre de garantie dans le cadre de transactions de financement garanti. Les autres actifs, tels que les prêts hypothécaires et les créances sur cartes de crédit, peuvent aussi être monétisés, mais cela nécessite un plus long délai d'exécution que pour les titres négociables. Au 31 janvier 2025, nos actifs non grevés et pouvant être donnés en garantie représentaient 25 % du total de l'actif (25 % au 31 octobre 2024).

	Au 31 janvier 2025						
	Total de l'actif			Actifs grevés		Actifs non grevés	
	Actifs détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)
(en millions de dollars canadiens)							
Trésorerie et dépôts auprès de banques	119 124 \$	– \$	119 124 \$	– \$	3 393 \$	115 731 \$	– \$
Titres (4)	498 827	526 646	1 025 473	604 411	30 437	387 296	3 329
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts (5)							
Titres hypothécaires	56 017	–	56 017	27 222	–	28 795	–
Prêts hypothécaires	425 269	–	425 269	68 925	–	42 693	313 651
Autres prêts	524 764	–	524 764	6 630	–	25 786	492 348
Dérivés	153 686	–	153 686	–	–	–	153 686
Autres (6)	143 690	–	143 690	37 317	–	7 867	98 506
Total	1 921 377 \$	526 646 \$	2 448 023 \$	744 505 \$	33 830 \$	608 168 \$	1 061 520 \$

	Au 31 octobre 2024						
	Total de l'actif			Actifs grevés		Actifs non grevés	
	Actifs détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)
(en millions de dollars canadiens)							
Trésorerie et dépôts auprès de banques	122 743 \$	– \$	122 743 \$	– \$	3 269 \$	119 474 \$	– \$
Titres (4)	450 719	571 869	1 022 588	614 654	31 156	373 206	3 572
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts (5)							
Titres hypothécaires	57 450	–	57 450	27 927	–	29 523	–
Prêts hypothécaires	419 522	–	419 522	71 307	–	40 851	307 364
Autres prêts	504 408	–	504 408	6 343	–	25 250	472 815
Dérivés	150 612	–	150 612	–	–	–	150 612
Autres (6)	126 126	–	126 126	31 583	–	6 018	88 525
Total	1 831 580 \$	571 869 \$	2 403 449 \$	751 814 \$	34 425 \$	594 322 \$	1 022 888 \$

(1) Inclut les actifs qui ne peuvent pas être utilisés pour obtenir un financement garanti en raison de restrictions juridiques ou d'autre nature.

(2) Représente les actifs qui peuvent être immédiatement donnés en garantie, dont les titres adossés à des créances hypothécaires dans le cadre de la *Loi nationale sur l'habitation*, nos prêts hypothécaires non grevés qui sont admissibles à titre de garantie auprès d'une Federal Home Loan Bank (FHLB), ainsi que les prêts qui sont admissibles à titre de garantie au titre de la facilité d'escompte dont nous disposons et que nous avons déposés en garantie auprès de la Federal Reserve Bank of New York (FRBNY).

(3) Les autres actifs non grevés ne sont assujettis à aucune restriction en ce qui a trait à leur recours pour obtenir du financement ou à leur utilisation à titre de garantie, mais ils ne seront pas considérés comme immédiatement disponibles.

(4) Inclut les actifs liquides détenus par la banque et les titres reçus en garantie dans le cadre de financement de titres hors bilan, de transactions sur dérivés et de prêts sur marges. Comprend des garanties de 30 milliards de dollars (31 milliards au 31 octobre 2024) reçues dans le cadre d'opérations de revente qui ne peuvent pas être redonnées en garantie dans leur forme juridique actuelle.

(5) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2025, les titres hypothécaires, les prêts hypothécaires et les autres prêts sont présentés déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts. Les montants correspondants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour la période considérée.

(6) Le montant des actifs donnés en garantie représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

Premier trimestre de 2025 par rapport au quatrième trimestre de 2024

Le total des actifs non grevés pouvant être donnés en garantie a augmenté de 14 milliards de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent en raison principalement d'une augmentation des titres au bilan.

Financement

Stratégie de financement

Le maintien d'une diversification des sources de financement est une stratégie importante de gestion de notre profil de risque de liquidité.

Le financement de base, qui inclut les fonds propres, les passifs liés au financement de gros à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers, ainsi qu'une portion stable de nos dépôts d'entreprises et dépôts institutionnels, constitue l'assise de notre position de liquidité structurelle.

Les activités de financement de gros sont bien diversifiées tant sur le plan géographique que sur le plan des secteurs d'investissement, des instruments, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller continuellement les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à cibler les opportunités ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent.

Nous évaluons continuellement les possibilités de percer de nouveaux marchés et des secteurs d'investissement inexploités, car la diversification nous donne une plus grande souplesse de financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier, et donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement.

Nous évaluons régulièrement notre concentration du financement et avons mis en place des limites relativement à certaines sources de financement afin de favoriser la diversification de notre base de financement.

Profil des dépôts et du financement

Au 31 janvier 2025, les dépôts fondés sur les relations, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts commerciaux, s'établissaient à 999 milliards de dollars, ou 56 % du total du financement (977 milliards, ou 55 %, au 31 octobre 2024). La tranche restante est composée de financement de gros à court terme et à long terme.

Le financement des actifs très liquides se compose principalement d'un financement de gros à court terme qui reflète la période de monétisation de ces actifs. Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides et à soutenir des réserves d'actifs liquides.

La dette à long terme de premier rang émise par la banque depuis le 23 septembre 2018, inclusivement, ayant une échéance initiale supérieure à 400 jours et étant négociable, sous réserve de certaines exceptions, est assujettie au régime de recapitalisation interne des banques canadiennes. Aux termes de ce régime, si le surintendant des institutions financières détermine qu'une banque pourrait ne plus être viable, le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, lorsque ce dernier juge qu'il en va de l'intérêt du public, ordonner que la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) convertisse une partie ou la totalité de certaines actions et de certains passifs de cette banque en actions ordinaires. Au 31 janvier 2025, la valeur nominale des titres d'emprunt à long terme émis et en cours qui étaient assujettis à une conversion en vertu du régime de recapitalisation interne s'élevait à 117 milliards de dollars (111 milliards au 31 octobre 2024).

Pour plus de détails sur le financement de gros, se reporter aux tableaux de la composition du financement de gros ci-après.

Émission de titres d'emprunt à long terme

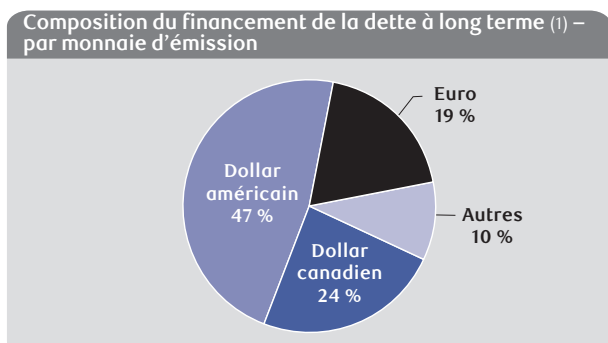
Nous avons recours à des programmes enregistrés d'émission de titres d'emprunt à long terme. Chaque programme d'emprunt à long terme permet des émissions dans plusieurs devises. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos programmes inscrits et des plafonds autorisés, par secteur géographique.

Programmes par secteur géographique

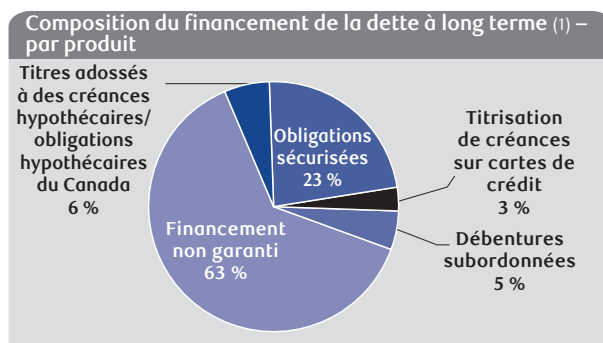
Canada	États-Unis	Europe
<ul style="list-style-type: none"> Prospectus préalable de base au Canada – 25 milliards de dollars 	<ul style="list-style-type: none"> Prospectus préalable de base aux États-Unis – 75 milliards de dollars US 	<ul style="list-style-type: none"> Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 75 milliards de dollars US Programme mondial d'obligations sécurisées – 75 milliards d'euros

Nous obtenons également du financement à long terme à l'aide de billets de premier rang canadiens, d'obligations kangourou (émises sur le marché australien par des firmes étrangères) et de certificats de dépôt Yankee (émis sur le marché américain par des firmes étrangères).

Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel de la dette à long terme est bien diversifié en ce qui concerne chaque monnaie et chaque produit.



(1) Comprend du financement à long terme non garanti et garanti et des débetures subordonnées ayant une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.



(1) Comprend du financement à long terme non garanti et garanti et des débetures subordonnées ayant une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

Les tableaux ci-après montrent la composition de notre financement de gros selon la durée à courir jusqu'à l'échéance.

Composition du financement de gros ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2025							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques ⁽²⁾	2 384 \$	143 \$	96 \$	1 287 \$	3 910 \$	– \$	– \$	3 910 \$
Certificats de dépôt et papier commercial ⁽³⁾	10 240	12 324	28 781	40 621	91 966	–	–	91 966
Papier commercial adossé à des actifs ⁽⁴⁾	3 868	7 610	6 108	893	18 479	–	–	18 479
Billets à moyen terme non garantis de premier rang ⁽⁵⁾	52	7 432	8 554	11 689	27 727	30 221	57 639	115 587
Obligations structurées non garanties de premier rang ⁽⁶⁾	1 751	2 559	2 211	3 633	10 154	6 173	9 791	26 118
Titrisation de prêts hypothécaires	23	1 015	727	757	2 522	2 341	11 809	16 672
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs ⁽⁷⁾	–	1 508	4 122	6 748	12 378	23 947	28 589	64 914
Passif subordonné	–	–	–	2 182	2 182	–	11 556	13 738
Autres ⁽⁸⁾	5 079	994	1 327	530	7 930	20 138	189	28 257
Total	23 397 \$	33 585 \$	51 926 \$	68 340 \$	177 248 \$	82 820 \$	119 573 \$	379 641 \$
Comprend :								
– Financement garanti	8 848 \$	10 133 \$	10 957 \$	8 398 \$	38 336 \$	26 288 \$	40 398 \$	105 022 \$
– Financement non garanti	14 549	23 452	40 969	59 942	138 912	56 532	79 175	274 619

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2024							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques ⁽²⁾	7 248 \$	118 \$	120 \$	1 025 \$	8 511 \$	– \$	– \$	8 511 \$
Certificats de dépôt et papier commercial ⁽³⁾	8 377	10 413	16 882	37 702	73 374	139	–	73 513
Papier commercial adossé à des actifs ⁽⁴⁾	4 140	3 951	7 167	2 286	17 544	–	–	17 544
Billets à moyen terme non garantis de premier rang ⁽⁵⁾	5 436	7 786	7 253	12 750	33 225	20 453	57 351	111 029
Obligations structurées non garanties de premier rang ^{(6), (9)}	1 354	1 698	3 638	3 404	10 094	4 414	13 125	27 633
Titrisation de prêts hypothécaires	41	509	1 296	946	2 792	2 143	11 949	16 884
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs ⁽⁷⁾	–	2 243	1 514	7 451	11 208	19 017	36 245	66 470
Passif subordonné	–	–	–	–	–	2 088	11 626	13 714
Autres ⁽⁸⁾	5 121	311	1 082	1 460	7 974	16 992	160	25 126
Total	31 717 \$	27 029 \$	38 952 \$	67 024 \$	164 722 \$	65 246 \$	130 456 \$	360 424 \$
Comprend :								
– Financement garanti	9 252 \$	6 788 \$	9 977 \$	10 683 \$	36 700 \$	21 160 \$	48 194 \$	106 054 \$
– Financement non garanti ⁽⁹⁾	22 465	20 241	28 975	56 341	128 022	44 086	82 262	254 370

(1) Ne tient pas compte des acceptations bancaires ni des conventions de rachat.

(2) Ne tient pas compte des dépôts liés aux services que nous fournissons aux banques (p. ex., services de garde, gestion de la trésorerie).

(3) Inclut les billets de dépôt au porteur (non garantis).

(4) Inclut seulement le passif consolidé, y compris notre programme de papier commercial garanti par des créances.

(5) Inclut les billets de dépôt et les billets à taux variable (non garantis).

(6) Inclut les billets pour lesquels le résultat est fonction des fluctuations du taux de change, des marchandises et des titres de participation.

(7) Inclut les obligations sécurisées garanties par les emprunts hypothécaires résidentiels et les titres adossés à des créances sur cartes de crédit.

(8) Inclut les obligations encaissables par anticipation (garanties) de 4 957 millions de dollars (5 157 millions au 31 octobre 2024), d'autres dépôts structurés à long terme (non garantis) de 23 104 millions (19 777 millions au 31 octobre 2024) et des certificats de placement garanti de gros de 196 millions (192 millions au 31 octobre 2024).

(9) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2025, nous avons révisé la portée des billets structurés non garantis de premier rang afin de refléter davantage le réseau de distribution utilisé pour l'émission de ces billets. Les montants correspondants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin de les rendre conformes à l'approche que nous avons adoptée pour le trimestre considéré.

Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à mener, de façon rentable, certaines activités de titrisation dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Les notations et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent le point de vue de ces dernières et leurs méthodes. Les notations font l'objet de modifications, en raison de facteurs comprenant, notamment, notre solidité financière, notre situation concurrentielle, nos liquidités ainsi que d'autres facteurs qui sont en partie indépendants de notre volonté.

Le tableau suivant présente nos principales notations :

Notations (1)

	Au 26 février 2025			
	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang existante (2)	Dettes à long terme de premier rang (3)	Perspective
Moody's [‡] (4)	P-1	Aa1	A1	stable
Standard & Poor's [‡] (5)	A-1+	AA-	A	stable
Fitch Ratings [‡] (6)	F1+	AA	AA-	stable
DBRS [‡] (7)	R-1 (élevée)	AA (élevée)	AA	stable

- (1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.
- (2) Comprend la dette à long terme de premier rang émise avant le 23 septembre 2018 ainsi que celle émise à cette date ou par la suite, laquelle est ignorée aux fins du régime de recapitalisation interne.
- (3) Comprend la dette à long terme de premier rang émise le 23 septembre 2018 ou après cette date, laquelle peut être convertie aux termes du régime de recapitalisation interne.
- (4) Le 8 octobre 2024, Moody's a confirmé nos notations avec une perspective stable.
- (5) Le 25 juin 2024, Standard & Poor's a confirmé nos notations avec une perspective stable.
- (6) Le 11 juin 2024, Fitch Ratings a confirmé nos notations avec une perspective stable.
- (7) Le 10 mai 2024, DBRS a confirmé nos notations avec une perspective stable.

Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

Nous sommes tenus de donner des biens en garantie à certaines contreparties dans l'éventualité où nos notations actuelles baisseraient. Le tableau ci-après présente les obligations additionnelles au titre des garanties susceptibles d'être requises à la date de clôture advenant une révision à la baisse d'un cran, de deux crans ou de trois crans. Ces obligations additionnelles au titre des garanties constituent des exigences supplémentaires pour chaque révision à la baisse consécutive et elles ne représentent pas l'incidence cumulative de multiples révisions à la baisse. Les montants présentés varient périodiquement en raison de plusieurs facteurs, dont le transfert d'activités de négociation à des infrastructures du marché financier ayant fait l'objet d'une compensation centrale et à des Bourses, l'expiration de transactions mettant en jeu des événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, l'application de limites internes aux nouveaux accords afin d'exclure les événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, ainsi que les positions évaluées à la valeur de marché dans le cours normal des activités. Aucun titre d'emprunt de premier rang en circulation sur le marché ne comporte de modalités faisant en sorte qu'une révision des notations déclencherait un remboursement anticipé du capital.

	Aux					
	31 janvier 2025			31 octobre 2024		
	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans
(en millions de dollars canadiens)						
Exigences contractuelles liées au financement des dérivés ou aux marges	336 \$	135 \$	289 \$	232 \$	100 \$	199 \$
Autres exigences contractuelles liées au financement ou aux marges (1)	50	42	97	41	63	16

- (1) Inclut les certificats de placement garanti (CPG) émis dans le cadre de nos activités sur les marchés des obligations municipales à New York.

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des actifs liquides de haute qualité disponibles pour satisfaire aux besoins de liquidités sur une période de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Le ratio de liquidité à court terme minimal exigé par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et le BSIF est de 100 %.

Le BSIF exige que les banques canadiennes communiquent le ratio de liquidité à court terme selon le modèle de déclaration prévu par l'accord de Bâle, calculé à partir de la moyenne des positions quotidiennes liées au ratio de liquidité à court terme enregistrées au cours du trimestre.

Modèle commun de déclaration du ratio de liquidité à court terme ⁽¹⁾

	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2025	
	Valeur non pondérée totale (moyenne) ⁽²⁾	Valeur pondérée totale (moyenne)
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)		
Actifs liquides de haute qualité		
Total des actifs liquides de haute qualité		419 334 \$
Sorties de trésorerie		
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :		
<i>Dépôts stables</i> ⁽³⁾	420 412 \$	42 986 \$
<i>Dépôts moins stables</i>	131 221	3 937
<i>Dépôts moins stables</i>	289 191	39 049
Financement de gros non garanti, dont :	477 086	225 033
<i>Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives</i> ⁽⁴⁾	173 949	40 998
<i>Dépôts non opérationnels</i>	284 418	165 316
<i>Dettes non garanties</i>	18 719	18 719
Financement de gros garanti		43 687
Exigences supplémentaires, dont :	415 628	86 947
<i>Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées</i>	78 967	22 162
<i>Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette</i>	10 454	10 454
<i>Facilités de crédit et de liquidité</i>	326 207	54 331
Autres obligations de financement contractuelles ⁽⁵⁾	23 750	23 750
Autres obligations de financement conditionnelles ⁽⁶⁾	859 482	15 025
Total des sorties de trésorerie		437 428 \$
Entrées de trésorerie		
Prêts garantis (p. ex., conventions de revente)	335 387 \$	58 628 \$
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	20 671	12 406
Autres entrées de trésorerie	38 255	38 255
Total des entrées de trésorerie		109 289 \$
		Total de la valeur ajustée
Total des actifs liquides de haute qualité		419 334 \$
Total des sorties de trésorerie nettes		328 139
Ratio de liquidité à court terme		128 %

le 31 octobre 2024

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	Total de la valeur ajustée
Total des actifs liquides de haute qualité	399 835 \$
Total des sorties de trésorerie nettes	313 441
Ratio de liquidité à court terme	128 %

- (1) Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB. Le ratio de liquidité à court terme pour le trimestre clos le 31 janvier 2025 correspond à une moyenne de 62 positions quotidiennes.
- (2) À l'exception des autres obligations de financement conditionnelles, les entrées et sorties non pondérées représentent des éléments venant à échéance ou remboursables par anticipation dans 30 jours tout au plus. Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent aussi les titres d'emprunt dont la durée restante jusqu'à l'échéance dépasse 30 jours.
- (3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.
- (4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- (5) Les autres obligations de financement contractuelles comprennent principalement les sorties liées aux opérations sur valeur non réglées et les sorties liées aux engagements afférents à des titres vendus à découvert.
- (6) Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent les sorties liées à d'autres facilités hors bilan dont le facteur de retrait du ratio de liquidité à court terme est faible (de 0 % à 5 %).

Nous gérons notre position liée au ratio de liquidité à court terme en fonction d'une fourchette cible qui reflète notre tolérance à l'égard du risque de liquidité, la composition des activités et des actifs, ainsi que les capacités en matière de financement. Cette fourchette est revue périodiquement, considérant les modifications apportées aux exigences internes et des faits nouveaux externes.

Nous détenons des actifs liquides de haute qualité libellés dans les principales monnaies, dont l'étendue du marché et l'envergure sont fiables. Nos pratiques de gestion de la trésorerie sont conçues afin de nous assurer que les différents niveaux d'actifs liquides de haute qualité sont gérés activement, de manière à atteindre les objectifs cibles en matière de ratio de liquidité à court terme. Nos actifs de niveau 1, calculés en respectant la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et les exigences du CBCB concernant le ratio de liquidité à court terme, représentent 86 % du total des actifs liquides de haute qualité. Ces actifs comprennent la trésorerie, les placements auprès de banques centrales et les titres assortis de notations élevées émis ou garantis par des gouvernements, des banques centrales ou des entités supranationales.

Le ratio de liquidité à court terme tient compte des flux de trésorerie provenant des activités au bilan et hors bilan qui sont prévus ou qui pourraient être enregistrés dans un délai de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Les sorties de trésorerie découlent de l'application de facteurs de retrait et de non-renouvellement aux dépôts à terme et à vue, et sont classées par type de client (prêts de gros, prêts de détail et petites et moyennes entreprises). Les sorties de trésorerie découlent aussi des activités commerciales qui donnent lieu à des exigences en matière de financement conditionnel et de garanties, comme le financement de rachat, les dérivés, la vente de titres à découvert et la prorogation des engagements de crédit et de liquidité consentis aux clients. Les entrées de trésorerie résultent principalement de l'arrivée à échéance de prêts garantis, de prêts interbancaires et de titres qui ne font pas partie des actifs liquides de haute qualité.

Le ratio de liquidité à court terme ne reflète pas la capacité de financement sur le marché qui, à notre avis, pourrait être disponible advenant une crise. Un taux de sortie de 100 % est appliqué à tous les titres d'emprunt de gros arrivant à échéance aux fins du calcul du ratio de liquidité à court terme.

Premier trimestre de 2025 par rapport au quatrième trimestre de 2024

La moyenne du ratio de liquidité à court terme du trimestre clos le 31 janvier 2025 s'est établie à 128 %, ce qui représente un excédent d'environ 91 milliards de dollars, comparativement à 128 % et à un excédent d'environ 86 milliards au trimestre précédent. Le ratio de liquidité à court terme moyen est demeuré relativement stable par rapport au trimestre précédent, la croissance des dépôts et du financement ayant été largement contrebalancée par l'augmentation des prêts et des titres, ainsi que des transactions de financement liées aux titres.

Ratio de liquidité à long terme

Le ratio de liquidité à long terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des liquidités à long terme disponibles par rapport au montant des liquidités à long terme requises. Le ratio de liquidité à long terme minimal exigé par le CBCB et le BSIF est de 100 %.

Le montant du financement stable disponible désigne la part des fonds propres et des passifs censée être fiable à l'horizon temporel d'un an pris en compte aux fins du ratio de liquidité à long terme. Le montant du financement stable requis est fonction des caractéristiques de liquidité et de la durée résiduelle des divers actifs bancaires et de celles de ses positions hors bilan.

Le BSIF exige que les banques d'importance systémique intérieure présentent leur ratio de liquidité à long terme à l'aide du modèle de déclaration du Comité de Bâle. Les montants indiqués dans ce modèle de déclaration sont déterminés conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et ne sont pas nécessairement conformes aux exigences de classement des IFRS.

Modèle de déclaration courant du ratio de liquidité à long terme (1)

	Au 31 janvier 2025				
	Valeur non pondérée par échéance résiduelle (2)				
	Sans échéance	Moins de 6 mois	De 6 mois à moins de 1 an	1 an et plus	Valeur pondérée
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Élément de financement stable disponible					
Fonds propres :	134 649 \$	– \$	– \$	12 196 \$	146 845 \$
Fonds propres réglementaires	134 649	–	–	12 196	146 845
Autres instruments de fonds propres	–	–	–	–	–
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises :	347 752	133 980	61 720	65 995	558 190
Dépôts stables (3)	101 352	56 510	31 302	27 814	207 520
Dépôts moins stables	246 400	77 470	30 418	38 181	350 670
Financement de gros :	341 794	460 498	72 793	172 809	402 944
Dépôts opérationnels (4)	185 822	–	–	–	92 911
Autres financements de gros	155 972	460 498	72 793	172 809	310 033
Passifs et leurs actifs interdépendants correspondants (5)	–	2 884	1 661	22 096	–
Autres passifs :	61 810		249 364		18 109
Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme			42 390		
Tous autres passifs et fonds propres non couverts par les catégories ci-dessus	61 810	188 601	529	17 844	18 109
Total du financement stable disponible					1 126 088 \$
Élément de financement stable exigé					
Total des actifs liquides de haute qualité du ratio de liquidité à long terme					44 951 \$
Dépôts détenus auprès d'autres institutions financières à des fins opérationnelles	–	2 077	–	–	1 039
Prêts et titres productifs :	289 288	316 031	119 109	551 523	798 043
Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité de niveau 1	–	87 167	9 556	23	9 446
Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité autres que de niveau 1 et prêts productifs non garantis à des institutions financières	8 008	117 063	23 923	17 415	50 102
Prêts productifs à des entreprises non financières, prêts de détail et prêts aux petites entreprises, et prêts à des entités souveraines, des banques centrales et des organismes publics, y compris :	194 354	61 755	34 580	189 588	374 265
Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	–	700	591	5 277	4 075
Prêts hypothécaires résidentiels productifs, y compris :	39 778	46 883	49 880	317 954	299 713
Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	39 778	46 845	49 849	316 819	298 714
Titres qui ne sont pas en défaut et qui ne remplissent pas les critères définissant les actifs liquides de haute qualité, y compris les titres de participation négociés en Bourse	47 148	3 163	1 170	26 543	64 517
Actifs et leurs actifs interdépendants correspondants (5)	–	2 884	1 661	22 096	–
Autres actifs :	7 867		352 676		103 701
Produits de base physiques, y compris l'or	7 867				6 687
Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et apports aux fonds de garantie de contrepartie centrale			21 616		18 373
Actifs dérivés du ratio de liquidité à long terme			33 804		–
Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme avant déduction de la marge de variation versée			77 574		3 879
Tous autres actifs non couverts par les catégories ci-dessus	–	152 906	20	66 756	74 762
Éléments hors bilan			910 237		35 264
Total du financement stable exigé					982 998 \$
Ratio de liquidité à long terme (%)					115 %

Au 31 octobre 2024

	Valeur pondérée
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	
Total du financement stable disponible	1 103 220 \$
Total du financement stable exigé	965 984
Ratio de liquidité à long terme (%)	114 %

- (1) Le ratio de liquidité à long terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB.
- (2) Les totaux des rangées suivantes englobent les catégories d'échéances résiduelles de moins de 6 mois, de 6 mois à moins de 1 an et de 1 an et plus, conformément aux exigences du modèle de déclaration courant prescrit par le BSIF : Autres passifs, Passifs d'instruments dérivés du ratio de liquidité à court terme, Autres actifs, Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et apports aux fonds de garantie de contrepartie centrale, Actifs dérivés du ratio de liquidité à long terme, Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme avant déduction de la marge de variation versée et Éléments hors bilan.
- (3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.
- (4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- (5) Les actifs et passifs interdépendants représentent le passif des titres hypothécaires garantis par la Loi nationale sur l'habitation, y compris les passifs découlant des opérations relatives au programme des obligations hypothécaires du Canada et des prêts hypothécaires grevés correspondants.

Le financement stable disponible est composé principalement d'un portefeuille diversifié de dépôts de détail et de dépôts d'entreprises, de fonds propres et de passifs liés au financement de gros à long terme. Le financement stable exigé est principalement lié au portefeuille de prêts hypothécaires et de prêts de la banque, aux prêts à des institutions financières garantis et, dans une moindre mesure, à d'autres actifs moins liquides. Le ratio de liquidité à long terme ne tient pas compte de la capacité de financement inutilisée sur le marché présumément disponible.

Le volume et la composition du financement stable disponible font l'objet d'une gestion active visant à optimiser notre position de financement structurel et à atteindre les objectifs en matière de ratio de liquidité à long terme. Notre ratio de liquidité à long terme est géré conformément à notre cadre de gestion du risque de liquidité exhaustif.

Premier trimestre de 2025 par rapport au quatrième trimestre de 2024

Au 31 janvier 2025, le ratio de liquidité à long terme s'établissait à 115 %, ce qui se traduit par un excédent d'environ 143 milliards de dollars, comparativement à 114 % et à un excédent d'environ 137 milliards au trimestre précédent. Le ratio de liquidité à long terme a augmenté par rapport au trimestre précédent, en raison principalement d'un accroissement du financement de gros, de la baisse des exigences de financement liées aux titres et aux transactions de financement liées aux titres, ainsi que de la croissance du capital du portefeuille de la banque et des dépôts, ce qui a été partiellement contrebalancé par la croissance des prêts.

Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan

Les tableaux ci-après présentent le profil des échéances contractuelles résiduelles liées à tous nos actifs, passifs et éléments hors bilan, en fonction de leur valeur comptable (p. ex., le coût amorti ou la juste valeur) et le profil des échéances des actifs et des passifs au titre des contrats d'assurance et de réassurance détenus à leur valeur comptable en fonction du calendrier estimatif de règlement des montants, à la date de clôture. Les éléments hors bilan sont répartis selon la date d'échéance du contrat.

Les renseignements détaillés sur les échéances contractuelles et les engagements de financement constituent une source d'information aux fins de la gestion du risque de liquidité. Ces renseignements détaillés servent notamment à modéliser un bilan préparé selon l'approche de la comptabilité behavioriste et qui est basé sur les échéances réelles, de manière à calculer les mesures du risque de liquidité. Pour plus de détails, se reporter à la section Évaluation des risques et rapport interne sur la liquidité qui se trouve dans la rubrique Risque de liquidité et de financement de notre rapport annuel 2024.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2025									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
Actif										
Trésorerie et dépôts auprès de banques	116 898 \$	6 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 220 \$	119 124 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	84 492	2 567	1 176	50	109	270	645	13 396	86 711	189 416
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	5 369	9 243	11 221	15 442	19 007	56 633	71 751	108 667	1 276	298 609
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (2)	126 591	69 178	33 461	12 144	19 051	162	–	–	19 864	280 451
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	40 691	37 876	51 468	49 970	51 052	289 717	297 582	84 739	102 955	1 006 050
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	17	–	46	–	–	–	11	–	–	74
Dérivés	12 639	16 664	9 414	7 621	9 214	17 075	32 008	49 051	–	153 686
Autres actifs financiers	54 094	4 086	2 597	382	834	208	761	1 739	4 434	69 135
Total des actifs financiers	440 791	139 620	109 383	85 609	99 267	364 065	402 758	257 592	217 460	2 116 545
Autres actifs non financiers	15 771	2 295	942	342	341	3 128	3 331	9 384	38 947	74 481
Total de l'actif	456 562 \$	141 915 \$	110 325 \$	85 951 \$	99 608 \$	367 193 \$	406 089 \$	266 976 \$	256 407 \$	2 191 026 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (3)										
Emprunts non garantis	103 083 \$	66 475 \$	96 968 \$	77 019 \$	87 804 \$	58 760 \$	83 739 \$	52 959 \$	699 794 \$	1 326 601 \$
Emprunts garantis	4 183	10 270	8 235	2 922	1 675	8 234	13 899	9 288	–	58 706
Obligations sécurisées	–	1 503	4 108	2 235	3 303	21 202	20 341	3 941	–	56 633
Autres										
Acceptations	17	2	44	–	–	–	11	–	–	74
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	36 356	1 509	3 996	2 303	1 157	139	–	–	–	45 460
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (2)	153 900	83 432	10 315	1 539	4	905	–	–	24 497	274 592
Dérivés	13 251	18 207	11 320	8 261	10 163	19 180	33 807	47 401	–	161 590
Autres passifs financiers	43 739	3 165	2 823	1 896	1 818	1 107	2 544	18 915	1 140	77 147
Déventures subordonnées	–	–	–	–	2 128	–	–	11 542	–	13 670
Total des passifs financiers	354 529	184 563	137 809	96 175	108 052	109 527	154 341	144 046	725 431	2 014 473
Autres passifs non financiers	1 567	1 333	300	199	2 417	1 640	1 576	22 728	11 530	43 290
Capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	133 263	133 263
Total du passif et des capitaux propres	356 096 \$	185 896 \$	138 109 \$	96 374 \$	110 469 \$	111 167 \$	155 917 \$	166 774 \$	870 224 \$	2 191 026 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	1 254 \$	3 146 \$	3 825 \$	4 456 \$	4 892 \$	1 856 \$	6 705 \$	2 133 \$	23 \$	28 290 \$
Engagements de crédit	4 891	12 314	16 347	15 419	19 427	69 184	224 882	23 762	4 585	390 811
Autres engagements liés au crédit	50 872	1 659	3 050	2 637	2 986	430	1 226	119	82 568	145 547
Autres engagements	6	11	18	17	18	62	156	241	1 018	1 547
Total des éléments hors bilan	57 023 \$	17 130 \$	23 240 \$	22 529 \$	27 323 \$	71 532 \$	232 969 \$	26 255 \$	88 194 \$	566 195 \$

(1) À l'exception des titres de créance du secteur Assurances, les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) Les conventions de revente et les transactions de mise en pension de titre en cours, qui n'ont pas de date d'échéance établie et qui sont généralement à court terme, ont été incluses dans la catégorie Sans échéance précise.

(3) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts et du financement plus haut.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2024									Total
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	
Actif										
Trésorerie et dépôts auprès de banques	120 584 \$	6 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 153 \$	122 743 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	80 203	148	380	22	34	229	707	11 903	89 674	183 300
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	5 974	7 588	6 782	12 445	9 746	51 674	67 730	93 451	1 228	256 618
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (2)	170 052	65 837	57 921	15 720	20 727	181	–	–	20 365	350 803
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	40 647	32 131	45 916	52 365	50 309	287 726	288 217	79 694	104 375	981 380
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	22	2	–	–	–	–	11	–	–	35
Dérivés	13 657	19 365	9 293	6 548	5 797	17 376	31 389	47 187	–	150 612
Autres actifs financiers	42 579	4 573	2 168	423	671	175	732	1 829	4 229	57 379
Total des actifs financiers	473 718	129 650	122 460	87 523	87 284	357 361	388 786	234 064	222 024	2 102 870
Autres actifs non financiers	11 393	2 158	1 450	259	233	1 941	3 122	9 501	38 655	68 712
Total de l'actif	485 111 \$	131 808 \$	123 910 \$	87 782 \$	87 517 \$	359 302 \$	391 908 \$	243 565 \$	260 679 \$	2 171 582 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (3)										
Emprunts non garantis	122 083 \$	72 933 \$	83 574 \$	84 252 \$	77 207 \$	55 196 \$	85 458 \$	44 264 \$	668 975 \$	1 293 942 \$
Emprunts garantis	4 437	6 000	9 513	3 939	1 956	7 447	14 969	9 050	–	57 311
Obligations sécurisées	–	2 245	1 498	4 019	2 230	17 134	27 207	3 945	–	58 278
Autres										
Acceptations	22	2	–	–	–	–	11	–	–	35
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	35 286	–	–	–	–	–	–	–	–	35 286
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (2)	221 377	38 828	14 726	7 586	2	466	–	–	22 336	305 321
Dérivés	13 153	23 372	12 176	11 160	8 025	18 305	32 865	44 707	–	163 763
Autres passifs financiers	40 922	3 332	2 917	2 060	2 024	1 073	2 393	16 788	1 293	72 802
Débiteures subordonnées	–	–	–	–	–	2 025	–	11 521	–	13 546
Total des passifs financiers	437 280	146 712	124 404	113 016	91 444	101 646	162 903	130 275	692 604	2 000 284
Autres passifs non financiers	1 501	5 769	452	231	198	1 664	1 821	21 425	11 045	44 106
Capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	127 192	127 192
Total du passif et des capitaux propres	438 781 \$	152 481 \$	124 856 \$	113 247 \$	91 642 \$	103 310 \$	164 724 \$	151 700 \$	830 841 \$	2 171 582 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	917 \$	2 929 \$	4 485 \$	3 818 \$	4 368 \$	1 563 \$	7 140 \$	1 977 \$	25 \$	27 222 \$
Engagements de crédit	7 317	9 060	15 891	17 305	20 109	63 200	217 555	25 580	2 950	378 967
Autres engagements liés au crédit	51 645	1 600	2 360	2 927	2 534	460	1 299	113	81 379	144 317
Autres engagements	7	12	19	20	19	70	179	260	926	1 512
Total des éléments hors bilan	59 886 \$	13 601 \$	22 755 \$	24 070 \$	27 030 \$	65 293 \$	226 173 \$	27 930 \$	85 280 \$	552 018 \$

(1) À l'exception des titres de créance du secteur Assurances, les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) Les conventions de revente et les transactions de mise en pension de titre en cours, qui n'ont pas de date d'échéance établie et qui sont généralement à court terme, ont été incluses dans la catégorie Sans échéance précise.

(3) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts et du financement plus haut.

Gestion des fonds propres

Nous continuons de gérer nos fonds propres conformément à notre cadre de gestion des fonds propres tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2024. En outre, nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de fonds propres réglementaires, notamment les lignes directrices du BSIF, afin d'assurer le respect de ces exigences, tel qu'il est présenté à la rubrique Gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2024, rubrique mise à jour ci-dessous.

Le BSIF s'attend à ce que les banques canadiennes se conforment aux ratios cibles de Bâle III en ce qui concerne le ratio CET1, le ratio de fonds propres de première catégorie et le ratio du total des fonds propres, conformément aux lignes directrices sur les normes de fonds propres. En vertu de l'accord de Bâle III, les banques doivent choisir l'une des deux approches principales suivantes pour calculer les fonds propres réglementaires minimaux nécessaires pour couvrir le risque de crédit, le risque de marché et le risque opérationnel : l'approche standard et l'approche fondée sur les notations internes. Pour ce qui est du risque de crédit, nous utilisons l'approche fondée sur les notations internes pour calculer les fonds propres réglementaires minimaux de la majorité de nos portefeuilles. L'approche standard est appliquée au risque de crédit de certains portefeuilles, principalement ceux du secteur Gestion de patrimoine, y compris notre portefeuille de gros à City National, ainsi que ceux de nos activités bancaires dans les Antilles et certains portefeuilles de prêts de détail non hypothécaires acquis dans le cadre de la transaction visant HSBC Canada. En ce qui concerne le calcul des fonds propres nécessaires pour couvrir le risque de marché et le risque opérationnel aux fins de la présentation de l'information réglementaire consolidée, nous utilisons l'approche standard révisée, tel qu'il est indiqué dans notre rapport annuel 2024.

Le Conseil de stabilité financière (CSF) nous a désignés de nouveau en tant que banque d'importance systémique mondiale. Cette désignation exige que nous respections une exigence plus élevée en matière d'absorption des pertes (capitaux propres attribuables aux actionnaires en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques), soit 1 %, conformément à l'exigence applicable aux banques d'importance systémique intérieure. En plus des cibles en vertu de l'accord de Bâle III, le BSIF a fixé une réserve pour stabilité intérieure applicable à toutes les banques d'importance systémique intérieure canadiennes afin d'assurer davantage la stabilité financière du système financier canadien. L'exigence actuelle du BSIF en ce qui a trait à la réserve pour stabilité intérieure est fixée à 3,5 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques, comme l'a confirmé le BSIF le 17 décembre 2024.

Aux termes de la ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) du BSIF, les banques d'importance systémique intérieure sont tenues de maintenir un ratio de la capacité totale d'absorption des pertes fondé sur les risques, qui s'appuie sur les ratios de fonds propres fondés sur les risques décrits dans la ligne directrice sur les normes de fonds propres, et un ratio de levier TLAC, qui s'appuie sur le ratio de levier décrit dans la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. L'exigence TLAC vise à assurer une capacité suffisante d'absorption des pertes d'une banque d'importance systémique intérieure de manière à permettre sa recapitalisation interne dans l'éventualité d'une défaillance. On entend par « capacité totale d'absorption des pertes » ou « TLAC » l'ensemble des fonds propres de première catégorie, des fonds propres de deuxième catégorie et des instruments de TLAC externe, qui permettent leur conversion, en tout ou en partie, en actions ordinaires en vertu de la *Loi sur la SADC* et moyennant satisfaction de tous les critères d'admissibilité de la ligne directrice sur la TLAC.

Le 5 juillet 2024, le BSIF a annoncé un report d'un an de l'augmentation du plancher de fonds propres exigé par les lignes directrices sur les normes de fonds propres du BSIF, maintenant l'exigence actuelle à 67,5 % de l'actif pondéré en fonction des risques (calculé uniquement selon l'approche standard pour les risques de crédit et de marché et le risque opérationnel) pour 2024 et 2025, et reportant l'exigence de mise en œuvre du plancher de 70 % de 2025 à 2026 et l'exigence de mise en œuvre du plancher de 72,5 % de 2026 à 2027. Le 12 février 2025, le BSIF a annoncé un report indéfini de toute autre augmentation du plancher de fonds propres et s'est engagé à donner un préavis d'au moins deux ans aux banques concernées avant de reprendre les augmentations du plancher de fonds propres.

Notre méthode d'attribution des fonds propres à nos secteurs d'exploitation est fondée sur les exigences en matière de fonds propres réglementaires de Bâle III, sauf en ce qui a trait au secteur Assurances. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2025, nous avons augmenté nos taux d'attribution des fonds propres à nos secteurs d'exploitation. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2024.

Le tableau ci-après présente un sommaire des ratios cibles réglementaires actuels établis par le BSIF au titre de Bâle III ainsi que des exigences relatives au deuxième pilier. Nous respectons toutes les exigences en matière de fonds propres, de levier et de capacité totale d'absorption des pertes que nous impose le BSIF.

Ratios de fonds propres, de levier et TLAC au titre de Bâle III	Exigences de ratios cibles des fonds propres réglementaires du BSIF applicables aux grandes banques au titre de Bâle III					Réserve pour stabilité intérieure ⁽³⁾	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres, le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale et la réserve pour stabilité intérieure ⁽⁴⁾	Ratios de fonds propres, de levier et TLAC de RBC au 31 janvier 2025
	Ratio minimal	Réserves de fonds propres	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres	Supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale ⁽¹⁾	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale ^{(1), (2)}			
Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	4,5 %	2,6 %	7,1 %	1,0 %	8,1 %	3,5 %	11,6 %	13,2 %
Fonds propres de première catégorie	6,0 %	2,6 %	8,6 %	1,0 %	9,6 %	3,5 %	13,1 %	14,6 %
Total des fonds propres	8,0 %	2,6 %	10,6 %	1,0 %	11,6 %	3,5 %	15,1 %	16,4 %
Ratio de levier	3,0 %	s.o.	3,0 %	0,5 %	3,5 %	s.o.	3,5 %	4,4 %
Ratio TLAC	21,6 %	s.o.	21,6 %	s.o.	21,6 %	3,5 %	25,1 %	29,8 %
Ratio de levier TLAC	7,25 %	s.o.	7,25 %	s.o.	7,25 %	s.o.	7,25 %	8,9 %

(1) Un supplément de fonds propres équivalant à notre supplément applicable aux banques d'importance systémique intérieure et au supplément du CBCB applicable aux banques d'importance systémique mondiale, selon le plus élevé des deux montants, s'applique aux fonds propres pondérés en fonction des risques. En ce qui concerne le ratio de levier, seulement 50 % de notre supplément de fonds propres applicable aux banques d'importance systémique intérieure correspond au supplément requis.

(2) Les réserves de fonds propres comprennent la réserve de conservation des fonds propres de 2,5 % et la réserve de fonds propres anticyclique, comme le BSIF le prescrit. La réserve de fonds propres anticyclique, calculée conformément aux lignes directrices sur les normes de fonds propres du BSIF, était de 0,09 % au 31 janvier 2025 (0,08 % au 31 octobre 2024 et 0,06 % au 31 janvier 2024).

(3) La réserve pour stabilité intérieure peut varier entre 0 % et 4 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques et, actuellement, elle est établie à 3,5 %.

(4) Les exigences cibles minimales reflètent les exigences concernant la réserve de fonds propres anticyclique au 31 janvier 2025, qui sont assujetties à des changements en fonction des positions détenues à la date de clôture.

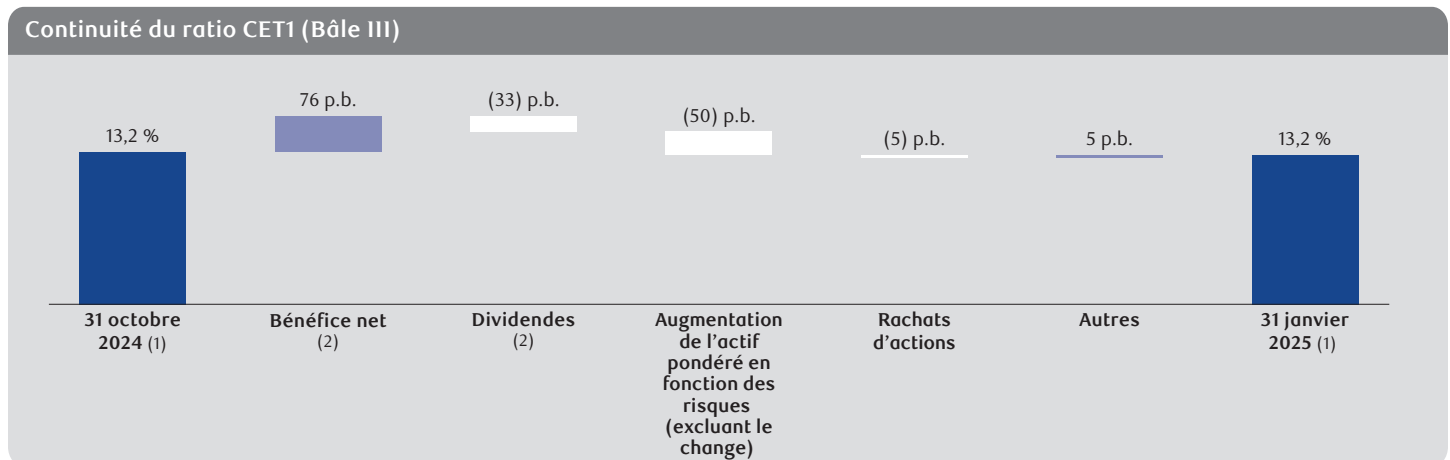
s.o. sans objet

Le tableau qui suit présente des informations détaillées sur nos fonds propres réglementaires, la TLAC disponible, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de fonds propres, de levier et TLAC. Notre position de capital demeure solide, et nos ratios de fonds propres, de levier et TLAC restent bien supérieurs aux cibles de fonds propres réglementaires fixées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux		
	31 janvier 2025	31 octobre 2024	31 janvier 2024
Fonds propres (1)			
Fonds propres CET1	93 321 \$	88 936 \$	88 106 \$
Fonds propres de première catégorie	103 718	97 952	96 140
Total des fonds propres	115 914	110 487	106 865
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres (1)			
Risque de crédit	579 866 \$	548 809 \$	474 677 \$
Risque de marché	36 530	33 930	30 980
Risque opérationnel	92 545	89 543	84 600
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	708 941 \$	672 282 \$	590 257 \$
Ratios de fonds propres et ratio de levier (1)			
Ratio CET1	13,2 %	13,2 %	14,9 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	14,6 %	14,6 %	16,3 %
Ratio du total des fonds propres	16,4 %	16,4 %	18,1 %
Ratio de levier	4,4 %	4,2 %	4,4 %
Exposition du ratio de levier	2 367 402 \$	2 344 228 \$	2 173 419 \$
TLAC disponible et ratios (2)			
TLAC disponible	211 585 \$	196 659 \$	185 556 \$
Ratio TLAC	29,8 %	29,3 %	31,4 %
Ratio de levier TLAC	8,9 %	8,4 %	8,5 %

- (1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III.
- (2) La TLAC disponible et les ratios TLAC sont calculés au moyen de la ligne directrice sur la TLAC du BSIF. La norme TLAC s'applique aux entités de résolution pour lesquelles nous sommes réputés être la Banque Royale du Canada et à ses filiales. Une entité de résolution et ses filiales sont collectivement appelées groupe de résolution. Le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont calculés au moyen de la TLAC disponible, en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques et de l'exposition aux fins du ratio de levier, respectivement.

Premier trimestre de 2025 par rapport au quatrième trimestre de 2024



- (1) Représente des chiffres arrondis.
- (2) Représente des capitaux autogénérés d'un montant net de 2,9 milliards de dollars, ou 43 p.b., se composant du bénéfice net disponible pour les actionnaires, compte non tenu de l'incidence des éléments spécifiés, moins les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées et les distributions sur les autres instruments de capitaux propres.

Notre ratio CET1 de 13,2 % est demeuré stable par rapport au trimestre précédent, le montant net des capitaux autogénérés ayant été annulé par l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques (excluant le change).

Le total de l'actif pondéré en fonction des risques a augmenté de 37 milliards de dollars, principalement du fait de l'incidence de l'expansion des activités surtout dans les prêts aux grandes entreprises, y compris les souscriptions de prêts, les activités de négociation, et les prêts aux particuliers et les prêts hypothécaires résidentiels au Canada. L'incidence du change et la variation nette de notation ont également contribué à l'augmentation. Pour ce qui est de notre ratio CET1, l'incidence du change sur l'actif pondéré en fonction des risques a été largement compensée par les couvertures économiques.

Notre ratio de fonds propres de première catégorie, soit 14,6 %, est demeuré stable par rapport au trimestre précédent, car l'émission de billets de capital à recours limité (LRCN) a été contrebalancée par les facteurs relatifs au ratio CET1 mentionnés précédemment.

Notre ratio du total des fonds propres de 16,4 % est demeuré stable par rapport au trimestre précédent, en raison principalement des facteurs relatifs au ratio de fonds propres de première catégorie mentionnés précédemment.

Notre ratio de levier s'est établi à 4,4 %, en hausse de 20 p.b. par rapport au trimestre précédent, surtout en raison du montant net des capitaux autogénérés, de l'émission de billets LRCN et de la diminution des positions de levier attribuable à l'expansion des activités.

L'augmentation de 23 milliards de dollars du total des positions de levier est principalement attribuable à l'incidence du change, partiellement contrebalancée par la baisse des positions de levier attribuable à l'expansion des activités. Les positions de levier attribuable à l'expansion des activités ont diminué surtout pour ce qui est des transactions de mise en pension de titres, ce qui a été en partie compensé par la croissance des titres détenus à des fins de transaction, des prêts de gros et de détail, et des garanties en espèces.

Notre ratio TLAC s'est établi à 29,8 %, en hausse de 50 p.b., ce qui reflète l'incidence favorable d'une augmentation nette des instruments de TLAC externe admissibles, partiellement compensée par les facteurs relatifs au ratio du total des fonds propres mentionnés précédemment.

Notre ratio de levier TLAC s'est établi à 8,9 %, en hausse de 50 p.b., ce qui reflète l'incidence favorable d'une augmentation nette des instruments de TLAC externe admissibles ainsi que les facteurs relatifs au ratio de levier mentionnés précédemment.

Les instruments de TLAC externe englobent les titres d'emprunt à long terme assujettis à une conversion aux termes du régime de recapitalisation interne. Pour plus de détails, se reporter au profil des dépôts et du financement à la rubrique Risque de liquidité et de financement.

Principales activités de gestion des fonds propres

Le tableau suivant présente nos principales activités de gestion des fonds propres.

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2025		
	Date d'émission ou de rachat	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Fonds propres de première catégorie			
Activités liées aux actions ordinaires			
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (1)		216	22 \$
Actions rachetées aux fins d'annulation (2)		(1 942)	(29)
Émission de billets de capital à recours limité (LRCN) de série 5 (2), (3), (4)	1 ^{er} novembre 2024	1 000	1 396
Fonds propres de deuxième catégorie			
Rachat de débtures subordonnées échéant le 23 décembre 2029 (2), (3)	23 décembre 2024		(1 500)\$
Émission de débtures subordonnées échéant le 4 février 2035 (2), (3)	29 janvier 2025		1 500 \$

(1) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) Pour plus de détails, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés.

(3) Instruments de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV).

(4) En ce qui concerne les billets LRCN, le nombre d'actions correspond au nombre de billets émis.

Le 10 juin 2024, nous avons annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 30 millions de nos actions ordinaires. Les rachats ont débuté le 12 juin 2024 et se poursuivront jusqu'au 11 juin 2025, ou jusqu'à une date antérieure si nous terminons plus tôt le rachat de toutes les actions autorisées en vertu de cette offre. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2025, quelque 1 942 000 actions ordinaires ont été rachetées et annulées au total dans le cadre du programme d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Le coût total des actions rachetées s'est chiffré à 338 millions de dollars. Depuis le lancement de cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités, quelque 2 830 000 actions ordinaires ont été rachetées et annulées au total, à un coût d'environ 478 millions de dollars.

Nous déterminons le montant et le calendrier des rachats dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités après consultation du BSIF. Les rachats peuvent être effectués par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, de la Bourse de New York et d'autres Bourses ou systèmes canadiens de négociation désignés. Le prix payé pour les actions rachetées correspond au cours en vigueur sur le marché à la date du rachat.

Le 1^{er} novembre 2024, nous avons émis 1 000 millions de dollars américains de billets LRCN de série 5, au prix de 1 000 \$ US chacun. Ces billets LRCN de série 5 portent intérêt au taux fixe de 6,350 % par année jusqu'au 24 novembre 2034. Par la suite, le taux d'intérêt des billets LRCN de série 5 est révisé tous les cinq ans pour correspondre au taux annuel des bons du Trésor des États-Unis à cinq ans en vigueur majoré de 2,257 % jusqu'à leur échéance, le 24 novembre 2084.

Le 23 décembre 2024, nous avons racheté la totalité des 1 500 millions de dollars de débtures subordonnées relatives aux FPUNV à 2,88 % en cours échéant le 23 décembre 2029, pour la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date de rachat, sans compter cette date.

Le 29 janvier 2025, nous avons émis 1 500 millions de dollars de débtures subordonnées relatives aux FPUNV. Les billets portent intérêt au taux fixe de 4,279 % par année jusqu'au 4 février 2030, puis au taux canadien des opérations de pension à un jour composé quotidiennement majoré de 1,45 % jusqu'à leur échéance, le 4 février 2035.

Principales données concernant les actions (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et sauf indication contraire)	Au 31 janvier 2025		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions ordinaires émises	1 413 354	21 006 \$	1,48 \$
Actions propres – actions ordinaires (2)	(476)	(83)	
Actions ordinaires en circulation	1 412 878	20 923 \$	
Options sur actions et attribution d'actions			
En cours	8 077		
Exercibles	4 105		
Actions privilégiées de premier rang émises			
À dividende non cumulatif, série BD (3), (4)	24 000	600 \$	0,20 \$
À dividende non cumulatif, série BF (3), (4)	12 000	300	0,19
À dividende non cumulatif, série BH (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BI (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BO (3), (4)	14 000	350	0,37
À dividende non cumulatif, série BT (3), (4), (5)	750	750	4,20 %
À dividende non cumulatif, série BU (3), (4), (5)	750	750	7,408 %
À dividende non cumulatif, série BW (3), (4), (5)	600	600	6,698 %
Autres instruments de capitaux propres émis			
Billets de capital à recours limité de série 1 (3), (4), (6), (7)	1 750	1 750	4,50 %
Billets de capital à recours limité de série 2 (3), (4), (6), (7)	1 250	1 250	4,00 %
Billets de capital à recours limité de série 3 (3), (4), (6), (7)	1 000	1 000	3,65 %
Billets de capital à recours limité de série 4 (3), (4), (6), (7)	1 000	1 370	7,50 %
Billets de capital à recours limité de série 5 (3), (4), (6), (7)	1 000	1 396	6,35 %
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres émis	70 100	10 416	
Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (2)	(28)	(12)	
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres en circulation	70 072	10 404 \$	
Dividendes sur actions ordinaires		2 092 \$	
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres (8)		118	

- (1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion des fonds propres, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés.
- (2) Les montants positifs représentent une position vendeur, et les montants négatifs représentent une position acheteur.
- (3) Le taux de dividende est révisé tous les cinq ans.
- (4) Instruments relatifs aux FPUNV.
- (5) Les dividendes déclarés par action correspondent au taux de dividende annuel s'appliquant aux actions émises à la date de clôture.
- (6) En ce qui concerne les séries de billets LRCN, le nombre d'actions correspond au nombre de billets émis, et les dividendes déclarés par action correspondent au taux d'intérêt annuel applicable aux billets émis à la date de clôture.
- (7) Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de série 1, le 28 juillet 2020, nous avons émis 1 750 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BQ (série BQ). Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de série 2, le 2 novembre 2020, nous avons émis 1 250 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BR (série BR). Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de série 3, le 8 juin 2021, nous avons émis 1 000 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BS (série BS). Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de série 4, le 24 avril 2024, nous avons émis 1 000 millions de dollars américains d'actions privilégiées de premier rang de série BV (série BV). Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de série 5, le 1^{er} novembre 2024, nous avons émis 1 000 millions de dollars américains d'actions privilégiées de premier rang de série BX (série BX). Les actions privilégiées des séries BQ, BR et BS ont été émises au prix de 1 000 \$ chacune, et les actions privilégiées des séries BV et BX ont été émises au prix de 1 000 dollars américains chacune. Les actions privilégiées des séries BQ, BR, BS, BV et BX ont été émises en faveur d'une fiducie consolidée afin d'y être détenues en tant qu'actifs en fiducie en lien avec les séries de billets LRCN. Pour plus de détails, se reporter à la note 19 de nos états financiers consolidés annuels de 2024.
- (8) Compte non tenu des distributions versées aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle.

Au 21 février 2025, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'établissait à 1 412 531 522, déduction faite des 851 250 actions propres détenues, et le nombre d'options sur actions et d'attributions d'actions en cours était de 8 048 483.

Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion des instruments de fonds propres en un nombre variable d'actions ordinaires dès lors que le BSIF considère une banque comme non viable ou que le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement qu'une banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait se produire, les actions privilégiées de séries BD, BF, BH, BI, BO, BT, BU et BW, les billets LRCN de séries 1, 2, 3, 4 et 5 et les débetures subordonnées échéant le 27 janvier 2026, le 30 juin 2030, le 28 janvier 2033, le 3 novembre 2031, le 3 mai 2032, le 1^{er} février 2033, le 3 avril 2034, le 8 août 2034 et le 4 février 2035, qui sont des instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV, au 31 janvier 2025, seraient convertis en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique, à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher contractuel de 5,00 \$ (sous réserve d'ajustements dans certaines circonstances) et ii) le cours de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (cours moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$ et en tenant compte des dividendes et intérêts cumulés estimés, ces instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV se convertiraient au total en un maximum d'environ 6,3 milliards d'actions ordinaires, d'où un effet dilutif de 81,6 % selon le nombre d'actions ordinaires en circulation au 31 janvier 2025.

Banques d'importance systémique mondiale selon 13 indicateurs d'évaluation (1)

Le CBCB et le CSF se servent de 13 indicateurs dans le cadre de la méthodologie d'évaluation servant à déterminer l'importance systémique des grandes banques mondiales. Le tableau ci-après présente les 13 indicateurs à partir desquels est faite cette détermination.

(en millions de dollars canadiens)	31 octobre 2024	31 octobre 2023
Activité transfrontalière (2)		
Créances transfrontalières	1 023 919 \$	1 095 074 \$
Passifs transfrontaliers	794 662	822 122
Taille (3)		
Expositions totales telles que définies par le ratio de levier de Bâle III	2 387 168	2 205 597
Interdépendance (4)		
Actifs dans le système financier	198 763	178 747
Passifs dans le système financier	160 819	154 580
Titres en circulation	579 357	453 282
Substituabilité/infrastructure financière (5)		
Activité de paiement	48 863 795	48 548 510
Actifs sous garde	4 482 490	3 903 071
Valeurs des transactions placées sur les marchés obligataires et boursiers	288 311	217 449
Volume de transactions		
Titres à revenu fixe	9 494 080	8 692 240
Titres de participation et autres titres	6 856 367	5 488 456
Complexité (6)		
Capital nominal des dérivés de gré à gré	34 254 579	26 584 099
Titres détenus à des fins de négociation et titres de placement	94 511	79 676
Actifs de niveau 3	5 404	5 190

(1) Les indicateurs d'importance systémique mondiale des banques reposent sur la méthodologie prescrite dans les lignes directrices publiées par le CBCB en juillet 2018, et sont présentés conformément au préavis du BSIF intitulé Banques d'importance systémique mondiale – Obligations redditionnelles. Les indicateurs s'appuient sur les principes de consolidation prescrits par la réglementation, ce qui exclut les filiales RBC Assurances, sauf indication contraire dans la méthodologie d'évaluation. Pour obtenir nos informations indépendantes sur les banques d'importance systémique mondiale pour 2024, se reporter à la section Information réglementaire à l'adresse rbc.com/investisseurs.

(2) Représente le niveau d'interaction d'une banque hors de son territoire.

(3) Représente le total des expositions au bilan et hors bilan de la banque, selon les règles de ratio de levier, lesquelles reflètent la mise en œuvre par le BSIF des réformes définitives de Bâle III, avant les ajustements réglementaires.

(4) Représente les transactions avec d'autres institutions financières.

(5) Représente la mesure dans laquelle les services de la banque pourraient être remplacés par ceux d'autres institutions.

(6) Tient compte du degré de complexité et du volume des activités de négociation de la banque visant les dérivés, les titres détenus à des fins de transaction, les titres de placement et les actifs de niveau 3.

2024 par rapport à 2023

Au cours de 2024, le capital nominal des dérivés de gré à gré a augmenté, principalement sous l'effet de l'intensification des activités de négociation pour les contrats de taux d'intérêt et les contrats de change. Les actifs sous garde ont augmenté principalement en raison de l'appréciation des marchés. L'augmentation des expositions totales telles que définies par le ratio de levier de Bâle III est principalement attribuable à l'incidence de l'acquisition de HSBC Canada et à l'expansion des activités en ce qui concerne les prêts de détail et les prêts de gros. Les autres différences résultent essentiellement des activités commerciales normales.

Questions en matière de comptabilité et de contrôle

Résumé des méthodes comptables et estimations

Nos états financiers résumés sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*. Nos méthodes comptables significatives sont présentées à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2024.

Changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir

Les changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir non encore entrés en vigueur pour nous sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2024.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 31 janvier 2025, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de présentation de l'information conformément aux règles adoptées par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières et la SEC des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef des finances, qui ont conclu que nos contrôles et procédures de présentation de l'information étaient efficaces au 31 janvier 2025.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2025, nous n'avons effectué aucune modification de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Transactions entre parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires et des services d'exploitation habituels, et concluons d'autres transactions avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés liées, y compris avec nos coentreprises, selon des modalités semblables à celles des parties non liées. Nous consentons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux normalement consentis à nos clients privilégiés. Nous offrons en outre des régimes d'attribution d'actions différées et d'autres régimes aux administrateurs qui ne sont pas nos employés, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Pour plus de détails, se reporter aux notes 12 et 25 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2024.

Glossaire

Résultats ajustés et mesures

Nous sommes d'avis que la communication de résultats ajustés ainsi que de certaines mesures et certains ratios améliore la comparabilité avec les périodes précédentes et permet au lecteur de mieux évaluer les tendances liées aux activités sous-jacentes. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

- *Taux d'imposition effectif ajusté* – taux d'imposition effectif qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- *Résultat avant impôt ajusté* – résultat avant impôt qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- *Impôt sur le résultat ajusté* – impôt sur le résultat qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- *Bénéfice net ajusté* – bénéfice net qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- *Bénéfice net ajusté disponible pour les actionnaires ordinaires* – bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- *Frais autres que d'intérêt ajustés* – frais autres que d'intérêt qui ne tiennent pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- *Total des revenus ajusté* – total des revenus qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés.

Acceptations

Lettre de change ou instrument négociable tiré sur une banque par un emprunteur qui s'engage à effectuer le paiement à l'échéance. L'acceptation représente une garantie de paiement par la banque et est négociable sur le marché monétaire. En contrepartie de cette garantie, la banque reçoit une commission d'acceptation.

Correction de valeur pour pertes de crédit (CVPC)

Montant jugé adéquat par la direction pour absorber les pertes de crédit attendues à la date de clôture. La correction de valeur est déterminée pour tous les actifs financiers soumis à des tests de dépréciation, y compris certains prêts, titres de créance, engagements de clients en contrepartie d'acceptations, garanties financières et engagements inutilisés. La correction de valeur est modifiée du montant de la dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée, laquelle est imputée au résultat et réduite en fonction du montant des radiations, après déduction des recouvrements au cours de la période.

Ratio de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts

Le ratio de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts correspond à la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts exprimée en pourcentage du total des prêts et des acceptations.

Titres adossés à des actifs

Titres créés au moyen de la titrisation d'un groupe d'actifs, par exemple, des prêts automobiles ou des prêts sur cartes de crédit.

Biens administrés

Biens que nous administrons et qui sont la propriété effective de nos clients, à moins d'indication contraire. Les services fournis relativement aux biens administrés sont de nature administrative et comprennent notamment les services de garde, le recouvrement des revenus de placement, le règlement des opérations de vente et d'achat et la tenue de registres.

Biens sous gestion

Biens que nous gérons et qui sont la propriété effective de nos clients, à moins d'indication contraire. Les services fournis relativement aux biens sous gestion comprennent le choix des placements et les services-conseils en matière d'investissement. Nous détenons des biens sous gestion que nous administrons également et qui sont inclus dans les biens administrés.

Fonds propres attribués

Les fonds propres attribués à nos secteurs d'exploitation reposent sur les exigences en matière de fonds propres et de levier réglementaires de Bâle III pour nos secteurs d'exploitation autres que l'assurance, pour lequel nous attribuons les fonds propres uniquement en fonction du capital économique.

Titres à enchères

Titres d'emprunt dont les taux d'intérêt sont régulièrement réévalués à la suite d'un processus d'enchères.

Moyenne des actifs productifs, montant net

La moyenne des actifs productifs tient compte des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques, des titres, déduction faite de la correction de valeur applicable, des actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés et des prêts, déduction faite de la correction de valeur, des garanties en espèces et des dépôts de garantie. Les actifs liés aux assurances et tous les autres actifs non spécifiés sont exclus. Les moyennes sont fondées sur les soldes quotidiens pour la période.

Point de base (p.b.)

Un centième pour cent (0,01 %).

Sûretés

Sûretés pour un prêt ou toute autre obligation. Les sûretés peuvent être des espèces, des titres assortis de notations élevées, des propriétés, des stocks, du matériel et des créances.

Titres garantis par des créances (TGC)

Titres comportant plusieurs tranches qui sont émis par des entités structurées et garantis par des créances, y compris des obligations et des prêts. Chaque tranche offre un degré différent de risque et de rendement pouvant répondre à la demande des investisseurs.

Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales

Titres créés au moyen de la titrisation de créances hypothécaires commerciales.

Engagements de crédit

Montants inutilisés de facilités de crédit offertes aux clients, sous la forme de prêts, d'acceptations bancaires ou d'autres types de financement au bilan, ou encore d'instruments hors bilan tels que les garanties et les lettres de crédit.

Fonds propres CET1

Mesure de fonds propres prévue par l'accord de Bâle III se composant principalement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, moins les déductions et ajustements réglementaires pour le goodwill et les immobilisations incorporelles, les actifs des régimes de retraite à prestations définies, le déficit au titre des provisions et d'autres éléments spécifiés. Les fonds propres CET1 sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

Ratio CET1

Mesure de fonds propres basée sur le risque correspondant aux fonds propres CET1 divisés par l'actif pondéré en fonction des risques. Le ratio CET1 est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF.

Marge sur services contractuels

Pour les contrats d'assurance, la marge sur services contractuels représente le profit non acquis (rentrées nettes) au titre de la fourniture de couvertures d'assurance. Pour les contrats de réassurance détenus, la marge sur services contractuels représente le coût net ou le profit net lié à l'achat de contrats de réassurance.

Obligations sécurisées

Obligations avec plein recours figurant au bilan émises par les banques et les établissements de crédit qui sont également entièrement garanties par des actifs sur lesquels les investisseurs ont priorité en cas d'insolvabilité de l'émetteur.

Swaps sur défaillance

Contrat dérivé qui offre à l'acquéreur un paiement non récurrent en cas de défaillance de l'entité ou des entités (ou si un événement déclencheur semblable survient).

Dérivé

Contrat conclu entre deux parties qui ne nécessite que peu ou pas d'investissements initiaux et en vertu duquel les paiements faits de part et d'autre sont tributaires de la variation du prix d'un instrument, d'un indice boursier ou d'un taux financier sous-jacent. Les dérivés comprennent notamment les swaps, les options, les contrats de garantie de taux d'intérêt et les contrats à terme standardisés. Le capital nominal du dérivé est le montant de référence en fonction duquel les paiements effectués entre les parties sont calculés. Le capital nominal lui-même ne fait habituellement pas l'objet d'un versement.

Ratio de distribution

Dividendes sur actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires.

Rendement de l'action

Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.

Bénéfice par action – de base

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par le nombre moyen d'actions en circulation. Le bénéfice de base par action ajusté est calculé de la même manière, au moyen du bénéfice net ajusté disponible pour les actionnaires ordinaires.

Bénéfice par action – dilué

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par le nombre moyen d'actions en circulation ajusté pour tenir compte de l'effet de dilution des options sur actions et des autres titres convertibles. Le bénéfice dilué par action ajusté est calculé de la même manière, au moyen du bénéfice net ajusté disponible pour les actionnaires ordinaires.

Ratio d'efficience

Frais autres que d'intérêt exprimés en pourcentage du total des revenus. Le ratio d'efficience ajusté est calculé de la même manière, au moyen des frais autres que d'intérêt ajustés et du total des revenus ajustés.

Pertes de crédit attendues

Différence entre les flux de trésorerie contractuels qui nous sont dus conformément aux conditions du contrat et les flux de trésorerie que nous nous attendons à recevoir, actualisée à la date de clôture.

Juste valeur

La juste valeur d'un instrument financier correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Ajustement de l'évaluation lié au financement

Les ajustements de l'évaluation liés au financement sont calculés afin de tenir compte du coût et de l'avantage du financement dans l'évaluation des dérivés hors cote sous-garantis ou non garantis. Les flux de trésorerie futurs prévus de ces dérivés sont actualisés de manière à refléter le coût et l'avantage du financement des dérivés en utilisant comme données une courbe de financement, les volatilités implicites et les corrélations.

Garanties et lettres de crédit

Représentent principalement des garanties de paiement irrévocables par une banque dans le cas où un client serait incapable d'honorer ses obligations financières envers des tiers. Certaines autres garanties (comme les cautionnements de soumission et les garanties de bonne exécution) sont de nature non financière.

Couverture

Technique de gestion du risque visant à réduire l'exposition aux risques de marché, de taux d'intérêt ou de change liés aux transactions bancaires courantes. L'élimination ou la réduction du risque est obtenue au moyen de la prise de positions compensatoires. Par exemple, des actifs libellés dans une devise peuvent être couverts au moyen de passifs libellés dans cette même devise ou au moyen de divers instruments de couverture de change (comme les contrats à terme standardisés, les options sur devises et les contrats de change à terme).

Fonds de couverture

Fonds d'investissement offert aux investisseurs accrédités disposant d'un avoir net élevé, qui est assujéti à une réglementation et à des restrictions limitées à l'égard de ses placements comparativement aux fonds communs de placement de détail et qui a souvent recours à des stratégies audacieuses comme la vente à découvert, l'endettement, la négociation informatisée, les swaps, l'arbitrage et les dérivés.

Actifs liquides de haute qualité

Trésorerie ou actifs qui peuvent être convertis en espèces rapidement en étant vendus (ou donnés en garantie), sans perte de valeur importante.

Prêts douteux

Un prêt est classé comme prêt douteux si la qualité du crédit s'est détériorée de telle sorte que la direction juge que le plein recouvrement des intérêts et du capital aux dates prévues conformément aux modalités du contrat de prêt n'est plus raisonnablement assuré. Les soldes de cartes de crédit ne sont pas classés comme douteux étant donné qu'ils sont directement sortis du bilan après 180 jours de retard.

Contrats d'assurance

Contrats en vertu desquels nous prenons en charge un risque d'assurance important pour un titulaire en convenant d'indemniser le titulaire de la police si un événement futur incertain spécifié porte préjudice à ce titulaire de la police. Les contrats d'assurance comprennent également les contrats de réassurance émis par nous pour indemniser une autre société au titre des demandes d'indemnisation résultant de contrats d'assurance sous-jacents émis par cette autre société.

Résultat des placements d'assurance

Correspond aux revenus de placement nets tirés du secteur Assurances, aux revenus (charges) financiers d'assurance tirés des contrats d'assurance et aux revenus (charges) financiers de réassurance tirés des contrats de réassurance détenus. Le revenu d'investissement net comprend principalement le revenu d'intérêt et de dividende et les profits nets (pertes nettes) sur les instruments financiers et les dérivés liés au secteur Assurances. Les produits (charges) financiers d'assurance et de réassurance représentent l'effet net et les variations de la valeur temps de l'argent et des risques financiers sur les contrats d'assurance et de réassurance détenus, respectivement.

Résultat des activités d'assurance

Correspond au produit d'assurance moins les charges afférentes aux activités d'assurance des contrats d'assurance et les produits nets (charges nettes) afférents aux contrats de réassurance détenus. Les produits des activités d'assurance représentent les produits comptabilisés au cours de la période pendant laquelle nous fournissons des services d'assurance pour les groupes de contrats d'assurance. Les charges afférentes aux activités d'assurance représentent les coûts engagés pour fournir des services d'assurance au cours de la période, ce qui comprend les sinistres survenus et les autres charges directement attribuables, la répartition des coûts d'acquisition, les variations liées aux services passés ou courants et les variations de l'élément de perte des groupes de contrats déficitaires. Les produits nets (charges nettes) afférents aux contrats de réassurance détenus représentent les sommes recouvrées auprès des réassureurs, moins la répartition des primes payées sur les contrats de réassurance détenus.

Normes internationales d'information financière (IFRS)

Les IFRS comprennent les normes, les interprétations et le cadre fondés sur des principes adoptés par l'International Accounting Standards Board.

Ratio de levier

Mesure réglementaire prévue par l'accord de Bâle III consistant à diviser les fonds propres de première catégorie par la mesure des positions de levier. Le ratio de levier est une mesure non axée sur les risques calculée conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF.

Exposition du ratio de levier

L'exposition du ratio de levier est calculée conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. Elle correspond à la somme du total de l'actif et des éléments hors bilan après certains ajustements.

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est une norme prévue par l'accord de Bâle III visant à s'assurer que les institutions possèdent suffisamment d'actifs liquides de haute qualité non grevés, sous forme de trésorerie ou d'actifs pouvant être convertis en espèces avec une faible perte de valeur, ou aucune, sur les marchés privés, de sorte à être en mesure de répondre à leurs besoins de liquidités pendant 30 jours civils advenant une crise touchant les liquidités. Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF.

Ratio prêt-valeur

Calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio RBC divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

Convention-cadre de compensation

Accord conclu entre la banque et une contrepartie et conçu afin de réduire le risque de crédit lié à de multiples transactions sur dérivés au moyen de la création d'un droit juridique de contrebalancer l'exposition au risque dans le cas d'une défaillance.

Revenu net d'intérêt

Écart entre le montant gagné sur les actifs (tels que les prêts et les titres) et le montant versé au titre des passifs (tels que les dépôts et les débiteures subordonnées).

Marge nette d'intérêt selon la moyenne des actifs productifs, montant net

Représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne des actifs productifs, montant net.

Ratio de liquidité à long terme

Le ratio de liquidité à long terme correspond à une norme prévue par l'accord de Bâle III qui exige que les institutions maintiennent un profil de capitalisation stable, défini comme le rapport entre les liquidités à long terme disponibles et les liquidités à long terme requises en fonction de la composition des actifs et des activités hors bilan. Le ratio devrait en permanence être au moins égal à 100 %. Le ratio de liquidité à long terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Programme visant le rachat de nos propres actions aux fins d'annulation, par l'intermédiaire de la Bourse et de la commission des valeurs mobilières pertinentes.

Capital nominal

Montant contractuel de référence utilisé pour calculer les paiements relatifs aux dérivés.

Instruments financiers hors bilan

Divers types d'ententes offertes aux clients, qui comprennent les dérivés de crédit, les ventes d'options de vente, les facilités de garantie de liquidités, les produits à valeur stable, les lettres de garantie financière, les garanties de bonne fin, les rehaussements de crédit, les prêts hypothécaires vendus avec recours, les engagements de crédit, les prêts de titres, les lettres de crédit documentaire et commerciales, les garanties des membres parrainés, les garanties pour prêt de titres et les indemnités.

Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF)

Principale autorité de réglementation des institutions financières constituées sous le régime d'une loi fédérale canadienne et des régimes de retraite administrés par le gouvernement fédéral canadien. Le BSIF a pour mission de protéger les titulaires de police, les déposants et les participants aux régimes de retraite contre les pertes indues.

Levier d'exploitation

Écart entre le taux de croissance de nos revenus et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt.

Options

Contrat ou disposition d'un contrat qui donne à une partie (le porteur de l'option) le droit, et non l'obligation, d'effectuer une opération déterminée avec une autre partie (l'émetteur ou le vendeur de l'option) selon des conditions établies.

Dotation à la provision pour pertes de crédit (DPPC)

Montant imputé au résultat en vue de porter la correction de valeur pour pertes de crédit au niveau jugé approprié par la direction. Elle se compose des dotations liées aux actifs financiers productifs et dépréciés.

Ratio de la DPPC liée aux prêts

Le ratio de la DPPC liée aux prêts représente la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts exprimée en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations.

Produits de la gamme Marge Proprio BRC

Comprennent les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts aux particuliers garantis aux termes desquels l'emprunteur fournit des biens immobiliers en garantie.

Contrats de réassurance détenus

Contrats aux termes desquels nous transférons un risque d'assurance important à un réassureur qui nous indemnise pour des réclamations se rattachant à des contrats d'assurance sous-jacents émis par nous et qui sont comptabilisés séparément des contrats d'assurance sous-jacents auxquels ils se rattachent.

Convention de rachat

Prévoit à la fois la vente de titres contre espèces et le rachat de ces titres contre valeur à une date ultérieure. Ces transactions ne constituent habituellement pas des ventes économiques et, par conséquent, sont traitées comme des transactions de financement garanties.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté est calculé de la même manière, au moyen du bénéfice net ajusté disponible pour les actionnaires ordinaires.

Convention de revente

Prévoit à la fois l'achat de titres contre espèces et la vente de ces titres contre valeur à une date ultérieure. Ces transactions ne constituent habituellement pas des ventes économiques et, par conséquent, sont traitées comme des transactions de financement garanties.

Actif pondéré en fonction des risques

Actif ajusté en fonction d'un facteur de pondération du risque prévu par règlement afin de refléter le degré de risque lié aux éléments présentés au bilan et aux éléments hors bilan. Certains actifs ne sont pas pondérés en fonction des risques, mais déduits des fonds propres. Le calcul est défini dans les lignes directrices sur les normes de fonds propres du BSIF. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

Prêt de titres

Opération dans le cadre de laquelle le propriétaire de titres accepte le prêt en contrepartie d'une commission aux termes d'un contrat négocié au préalable avec l'emprunteur. La garantie pour le prêt est constituée soit de titres de grande qualité, soit de trésorerie, et la valeur de la garantie doit être au moins égale à la valeur de marché des titres prêtés. Lorsque les prêts sont garantis par des titres, l'emprunteur paie une commission négociée. Inversement, lorsque les prêts sont garantis en espèces, le prêteur verse des intérêts à l'emprunteur à un taux négocié et réinvestit la garantie en espèces pour réaliser un rendement. Un intermédiaire, comme une banque, agit souvent à titre de mandataire d'opérations de prêt pour le compte du propriétaire des titres en échange d'une partie des revenus touchés par le propriétaire sur le prêt de titres. La plupart du temps, le mandataire indemnise le propriétaire relativement au risque lié à l'incapacité de l'emprunteur de remettre les titres prêtés, notamment au risque de contrepartie en cas de défaillance de l'emprunteur et au risque de marché si la valeur des garanties autres qu'en espèces diminue. Le mandataire n'indemnise pas le propriétaire des titres relativement au risque lié au réinvestissement de la garantie en espèces; ce risque est entièrement assumé par le propriétaire.

Titres vendus à découvert

Transaction dans le cadre de laquelle une partie vend des titres pour ensuite les emprunter afin de les céder à l'acheteur au moment du règlement. À une date ultérieure, le vendeur achète des titres identiques sur le marché pour remplacer les titres empruntés.

Titrisation

Opération dans le cadre de laquelle divers actifs financiers sont regroupés en titres nouvellement émis adossés à ces actifs.

Approche standard pour évaluer le risque de crédit

La pondération de risques prescrite par le BSIF permet de calculer l'actif pondéré en fonction des risques pour déterminer l'exposition au risque de crédit. L'évaluation du crédit par les agences de notation externes reconnues par le BSIF, soit Standard & Poor's Financial Services LLP, Moody's Investors Service Inc., Fitch Ratings, Inc. et DBRS Limited, sert à pondérer notre exposition au risque lié aux organismes souverains et aux banques en fonction des normes et des lignes directrices formulées par le BSIF.

Entités structurées

Une entité structurée est une entité pour laquelle les droits de vote ou autres droits similaires ne sont pas les principaux facteurs permettant de déterminer qui contrôle l'entité, comme lorsque les activités qui ont une incidence importante sur le rendement de l'entité sont dirigées au moyen d'accords contractuels. Souvent, les entités structurées exercent des activités restreintes, ont des objectifs précis et bien définis, ont des capitaux propres insuffisants pour financer leurs activités et disposent de financement sous forme de multiples instruments liés entre eux par contrat.

Majoration au montant imposable équivalent

Augmentation du revenu provenant de certaines sources présentant des avantages fiscaux (crédits d'impôt à l'investissement des États-Unis et dividendes imposables de sociétés canadiennes admissibles reçus à compter du 31 décembre 2023, inclusivement) à un niveau permettant de le rendre comparable aux revenus provenant de sources imposables. Il y a un ajustement correspondant de la charge d'impôt qui permet d'obtenir le même bénéfice net après impôt.

Fonds propres de première catégorie et ratio de fonds propres de première catégorie

Les fonds propres de première catégorie comprennent essentiellement les fonds propres CET1 et d'autres éléments additionnels de fonds propres de première catégorie, comme les actions privilégiées, les billets de capital à recours limité et les participations ne donnant pas le contrôle dans des instruments de fonds propres de première catégorie de filiales. Le ratio de fonds propres de première catégorie est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF, en divisant les fonds propres de première catégorie par l'actif pondéré en fonction des risques.

Fonds propres de deuxième catégorie

Les fonds propres de deuxième catégorie comprennent principalement des débentures subordonnées qui répondent à certains critères, certaines provisions pour pertes sur prêts ainsi que les participations ne donnant pas le contrôle dans des instruments de fonds propres de deuxième catégorie de filiales.

Capacité totale d'absorption des pertes (TLAC)

Ensemble des fonds propres de première catégorie, des fonds propres de deuxième catégorie et des instruments de TLAC externe, qui permettent la conversion, en tout ou en partie, en actions ordinaires en vertu de la *Loi sur la SADC* et qui satisfont à tous les critères d'admissibilité de la ligne directrice.

Ratio TLAC

Le ratio TLAC fondé sur le risque correspond à la capacité totale d'absorption des pertes divisée par le total de l'actif pondéré en fonction des risques. Le ratio TLAC est calculé conformément à la ligne directrice sur la TLAC du BSIF.

Ratio de levier TLAC

Le ratio de levier TLAC correspond à la capacité totale d'absorption des pertes divisée par le ratio de levier. Le ratio de levier TLAC est calculé conformément à la ligne directrice sur la TLAC du BSIF.

Total des fonds propres et ratio du total des fonds propres

Le total des fonds propres se définit comme le total des fonds propres de première et de deuxième catégories. Le ratio du total des fonds propres est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF en divisant le total des fonds propres par l'actif pondéré en fonction des risques.

Tranche

Type de titre créé de façon à ce que les risques et le rendement liés à un groupe d'actifs soient regroupés en plusieurs catégories de titres assortis de niveaux de risque et de rendement différents de ceux du groupe d'actifs sous-jacent. Les tranches sont habituellement notées par des agences de notation et reflètent à la fois la qualité du crédit de la garantie sous-jacente et le niveau de protection en fonction de la subordination intrinsèque de la tranche.

Fonds propres non attribués

Les fonds propres non attribués représentent l'excédent des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués à notre secteur d'exploitation et sont présentés dans le secteur Services de soutien généraux.

Valeur à risque (VAR)

Mesure du risque généralement reconnue qui utilise des modèles statistiques fondés sur des informations historiques pour estimer, selon un degré de confiance déterminé, la perte de valeur de marché maximale que subiraient les portefeuilles financiers de la banque en cas de changement défavorable des taux et des cours du marché au cours d'une séance.

Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

La publication de notre rapport annuel 2024, de notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2025, du document d'information financière complémentaire (IFC) et du rapport portant sur le troisième pilier a pour objectif la présentation de renseignements transparents et de grande qualité concernant les risques, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements du CSF. L'information figurant dans l'IFC et le rapport portant sur le troisième pilier n'est pas et ne doit pas être considérée comme étant intégrée par renvoi à notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2025.

L'index qui suit présente un sommaire de nos renseignements à fournir selon les recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements.

Catégorie de risque	Recommandation	Information à fournir	Référence		
			Page du rapport aux actionnaires	Page du rapport annuel	Page de l'IFC
Généralités	1	Table des matières sur les informations relatives aux risques à fournir conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements	52	152	1
	2	Définir la terminologie et les mesures relatives aux risques		72-82, 149-151	–
	3	Risques connus et risques émergents		72-75	–
	4	Nouveaux ratios réglementaires	42-45	124-132	–
Gouvernance, gestion du risque et modèle d'affaires	5	Structure de gestion des risques		75-82	–
	6	Culture à l'égard du risque		75-82	–
	7	Risques relatifs au contexte dans lequel nous exerçons nos activités		135	–
	8	Simulation de crise		79, 93	–
Adéquation des fonds propres et actif pondéré en fonction des risques	9	Ratios de fonds propres minimaux en vertu de l'accord de Bâle III et supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure	43	124-132	–
	10	Composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire		–	*
	11	État de l'évolution des fonds propres réglementaires		–	19
	12	Planification stratégique en matière de fonds propres		124-132	–
	13	Actif pondéré en fonction des risques par secteur d'activité		–	20
	14	Analyse des exigences en matière de fonds propres et renseignements sur le modèle d'évaluation connexe		82-86	*
	15	Information relative au risque de crédit lié à l'actif pondéré en fonction des risques et mesures de risque connexes		–	*
	16	Évolution de l'actif pondéré en fonction des risques par catégorie de risque		–	20
Liquidités	17	Information relative au contrôle ex post en vertu de l'accord de Bâle		78, 82-84	31
	18	Analyse quantitative et qualitative de notre réserve de liquidités	32	101-102, 107-108	–
Financement	19	Actifs grevés et non grevés par catégorie du bilan, et obligations contractuelles découlant de révisions des notations	33, 36	103, 106	–
	20	Analyse de l'ensemble des actifs, passifs et engagements hors bilan consolidés en fonction de la durée contractuelle résiduelle à la date du bilan	41-42	110-111	–
	21	Sources de financement et stratégie de financement	34-36	103-105	–
Risque de marché	22	Liens entre les postes du bilan et les mesures de risque de marché relatives aux portefeuilles de négociation et aux portefeuilles autres que de négociation	30-31	98-99	–
	23	Ventilation des facteurs de risque de marché	27-28	92-99	–
	24	Informations relatives à la validation et au contrôle ex post des mesures de risque de marché		92	–
	25	Principales techniques de gestion des risques au-delà des mesures et paramètres de risque présentés		92-97	–
Risque de crédit	26	Profil de risque de crédit de la Banque	23-27	82-92, 206-213	21-31*
		Sommaire quantitatif de l'ensemble des expositions au risque de crédit en rapprochement avec le bilan	65-69	143-148	*
	27	Politiques de détermination des prêts douteux		84-86, 137, 172-175	–
	28	Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des prêts douteux et des provisions pour dépréciation au cours de l'exercice		–	23, 28
	29	Quantification de l'exposition notionnelle brute aux dérivés négociés hors cote ou en Bourse		87	32
Autres	30	Mesures d'atténuation du risque de crédit, y compris les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit		85-86	*
	31	Autres types de risque		113-124	–
	32	Événements publics comportant des risques		118-119, 261-262	–

* Ces exigences de communication sont remplies en totalité ou en partie grâce aux informations incluses dans le rapport portant sur le troisième pilier pour le trimestre clos le 31 janvier 2025 et l'exercice clos le 31 octobre 2024.

États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)

Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 janvier 2025	31 octobre 2024
Actif		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	71 200 \$	56 723 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	47 924	66 020
Titres		
Titres détenus à des fins de transaction	189 416	183 300
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable (note 4)	298 609	256 618
	488 025	439 918
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	280 451	350 803
Prêts (note 5)		
Prêts de détail	633 400	626 978
Prêts de gros	379 250	360 439
	1 012 650	987 417
Correction de valeur pour pertes sur prêts (note 5)	(6 600)	(6 037)
	1 006 050	981 380
Autres		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	74	35
Dérivés	153 686	150 612
Locaux et matériel	6 878	6 852
Goodwill	19 578	19 286
Autres immobilisations incorporelles	7 712	7 798
Autres actifs	109 448	92 155
	297 376	276 738
Total de l'actif	2 191 026 \$	2 171 582 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts (note 6)		
Particuliers	535 614 \$	522 139 \$
Entreprises et gouvernements	871 259	839 670
Banques	35 067	47 722
	1 441 940	1 409 531
Autres		
Acceptations	74	35
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	45 460	35 286
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	274 592	305 321
Dérivés	161 590	163 763
Passifs au titre des contrats d'assurance	23 477	22 231
Autres passifs	96 960	94 677
	602 153	621 313
Débitures subordonnées (note 10)	13 670	13 546
Total du passif	2 057 763	2 044 390
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 10)	10 404	9 031
Actions ordinaires (note 10)	20 923	20 952
Bénéfices non distribués	90 754	88 608
Autres composantes des capitaux propres	11 086	8 498
	133 167	127 089
Participations ne donnant pas le contrôle	96	103
Total des capitaux propres	133 263	127 192
Total du passif et des capitaux propres	2 191 026 \$	2 171 582 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat net (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2025	le 31 janvier 2024
Revenu d'intérêt et de dividende (note 3)		
Prêts	14 330 \$	12 269 \$
Titres	4 832	4 554
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	5 924	7 221
Dépôts et autres	1 369	1 565
	26 455	25 609
Charge d'intérêt (note 3)		
Dépôts et autres	11 816	11 305
Autres passifs	6 526	7 786
Déventures subordonnées	165	186
	18 507	19 277
Revenu net d'intérêt	7 948	6 332
Revenus autres que d'intérêt		
Résultat des activités d'assurance (note 7)	286	187
Résultat des placements d'assurance (note 7)	82	141
Revenus tirés des activités de négociation	1 195	804
Commissions de gestion de placements et de services de garde	2 667	2 185
Revenus tirés des fonds communs de placement	1 236	1 030
Commissions de courtage en valeurs mobilières	471	388
Frais bancaires	612	554
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	674	606
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	318	262
Revenus sur cartes	317	326
Commissions de crédit	435	395
Profits nets sur les titres de placement	55	70
Bénéfice (perte) des coentreprises et des entreprises associées	19	12
Autres	424	193
	8 791	7 153
Total des revenus	16 739	13 485
Dotation à la provision pour pertes de crédit (notes 4 et 5)	1 050	813
Frais autres que d'intérêt		
Ressources humaines (note 8)	5 987	5 163
Matériel	681	619
Frais d'occupation	429	407
Communications	327	321
Honoraires	502	624
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	435	352
Autres	895	838
	9 256	8 324
Bénéfice avant impôt	6 433	4 348
Impôt sur le résultat (note 9)	1 302	766
Bénéfice net	5 131 \$	3 582 \$
Bénéfice net attribuable aux :		
Actionnaires	5 129 \$	3 580 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2	2
	5 131 \$	3 582 \$
Bénéfice de base par action (en dollars) (note 11)	3,54 \$	2,50 \$
Bénéfice dilué par action (en dollars) (note 11)	3,54	2,50
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	1,48	1,38

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2025	le 31 janvier 2024
Bénéfice net	5 131 \$	3 582 \$
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt		
Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future :		
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	184	788
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	(2)	-
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(61)	(49)
	121	739
Écarts de change		
Profits (pertes) de change latents	3 634	(2 151)
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	(1 671)	922
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net	-	1
	1 963	(1 228)
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie		
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	668	(602)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(159)	(181)
	509	(783)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat dans une période future :		
Réévaluations des profits (pertes) des régimes d'avantages du personnel (note 8)	38	42
Profits nets (pertes nettes) découlant des variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(508)	(701)
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	14	55
	(456)	(604)
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	2 137	(1 876)
Total du résultat global	7 268 \$	1 706 \$
Total du résultat global attribuable aux :		
Actionnaires	7 261 \$	1 707 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	7	(1)
	7 268 \$	1 706 \$

L'incidence de l'impôt sur le résultat sur les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global est présentée dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2025	le 31 janvier 2024
Impôt sur les autres éléments du résultat global		
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	121 \$	303 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	-	-
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(18)	(16)
Profits (pertes) de change latents	19	(17)
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	(620)	340
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net	-	-
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	264	(262)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(60)	(68)
Profits (pertes) de réévaluations des régimes d'avantages du personnel	14	22
Profits nets (pertes nettes) découlant des variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(194)	(271)
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	4	20
Total de la charge (l'économie) d'impôt	(470) \$	51 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2025											
	Autres composantes des capitaux propres										Total des capitaux propres	
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions ordinaires	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions ordinaires	Actions – ordinaires	Bénéfices non distribués	Écart de change	Couverture de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires		Participations ne donnant pas le contrôle
(en millions de dollars canadiens)	9 020 \$	21 013 \$	11 \$	(61)\$	88 608 \$	(897)\$	7 128 \$	2 267 \$	8 498 \$	127 089 \$	103 \$	1 271 192 \$
Solde au début de la période	1 396	22	–	–	(10)	–	–	–	–	1 408	–	1 408
Variation des capitaux propres	–	(29)	–	–	(309)	–	–	–	–	(338)	–	(338)
Capital social et autres instruments de capitaux	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
propre émis	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	–	–	510	1 594	–	–	–	–	–	2 104	–	2 104
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	–	–	(533)	(1 616)	–	–	–	–	–	(2 149)	–	(2 149)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	13	–	–	–	–	13	–	13
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(2 092)	–	–	–	–	(2 092)	–	(2 092)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	(118)	–	–	–	–	(118)	(14)	(132)
Autres	–	–	–	–	(11)	–	–	–	–	(11)	–	(11)
Bénéfice net	–	–	–	–	5 129	–	–	–	–	5 129	2	5 131
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(456)	–	–	–	–	(456)	–	(456)
Solde à la fin de la période	10 416 \$	21 006 \$	(12)\$	(83)\$	90 754 \$	(776)\$	9 086 \$	2 776 \$	11 086 \$	133 167 \$	96 \$	1 332 663 \$

	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2024											
	Autres composantes des capitaux propres										Total des capitaux propres	
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions ordinaires	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions ordinaires	Actions – ordinaires	Bénéfices non distribués	Écart de change	Couverture de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires		Participations ne donnant pas le contrôle
(en millions de dollars canadiens)	7 323 \$	19 398 \$	(9)\$	(231)\$	81 059 \$	(1 860)\$	6 612 \$	2 756 \$	7 508 \$	115 048 \$	99 \$	1 151 147 \$
Solde au début de la période	750	758	–	–	(6)	–	–	–	–	1 502	–	1 502
Variation des capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Capital social et autres instruments de capitaux	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
propre émis	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	(23)	–	–	–	2	–	–	–	–	(21)	–	(21)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	–	–	113	1 227	–	–	–	–	–	1 340	–	1 340
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	–	–	(123)	(1 080)	–	–	–	–	–	(1 203)	–	(1 203)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	8	–	–	–	–	8	–	8
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(1 944)	–	–	–	–	(1 944)	–	(1 944)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	(58)	–	–	–	–	(58)	(1)	(59)
Autres	–	–	–	–	12	–	–	–	–	12	–	12
Bénéfice net	–	–	–	–	3 580	–	–	–	–	3 580	2	3 582
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(604)	–	–	–	–	(604)	(3)	(607)
Solde à la fin de la période	8 050 \$	20 156 \$	(19)\$	(84)\$	82 049 \$	(1 121)\$	5 387 \$	1 973 \$	6 239 \$	116 391 \$	97 \$	1 164 88 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2025	le 31 janvier 2024
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Bénéfice net	5 131 \$	3 582 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet sur la trésorerie et autres		
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1 050	813
Amortissement	323	320
Impôt différé	28	(606)
Amortissement et perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	451	354
Variations nettes des participations dans des coentreprises et des entreprises associées	(19)	(12)
Pertes (profits) sur les titres de placement	(55)	(70)
Pertes (profits) à la cession d'activités	–	(4)
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs d'exploitation		
Passifs au titre des contrats d'assurance	1 246	2 316
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(979)	175
Impôt exigible	(590)	315
Actifs dérivés	(3 074)	37 412
Passifs dérivés	(2 173)	(35 655)
Titres détenus à des fins de transaction	(6 116)	(2 521)
Prêts, déduction faite de la titrisation	(25 783)	(5 838)
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	70 352	(7 680)
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	(30 729)	(748)
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	10 174	1 361
Dépôts, déduction faite de la titrisation	32 409	9 481
Montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	(806)	(497)
Autres	(19 686)	(4 141)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	31 154	(1 643)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Variation des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	18 096	10 006
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de titres de placement	57 018	65 480
Achat de titres de placement	(90 543)	(60 887)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(681)	(482)
Produit net reçu (trésorerie transférée) de cessions	–	9
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(16 110)	14 126
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Émission de débentures subordonnées	1 500	–
Remboursement de débentures subordonnées	(1 500)	–
Émission d'actions ordinaires, déduction faite des frais d'émission	21	36
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(338)	–
Émission d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres, déduction faite des frais d'émission	1 386	744
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	–	(21)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	2 104	1 340
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	(2 149)	(1 203)
Dividendes versés sur les actions et distributions versées sur les autres instruments de capitaux propres	(2 101)	(1 240)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	–	(1)
Variation des emprunts à court terme des filiales	–	533
Remboursement d'obligations locatives	(154)	(153)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	(1 231)	35
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	664	(160)
Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques	14 477	12 358
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période ⁽¹⁾	56 723	61 989
Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période ⁽¹⁾	71 200 \$	74 347 \$
Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les éléments suivants :		
Intérêts versés	19 477 \$	18 920 \$
Intérêts reçus	26 047	24 950
Dividendes reçus	1 063	1 058
Impôt sur le résultat payé	1 242	855

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes en raison d'exigences réglementaires ou de restrictions contractuelles imposées par les banques centrales, d'autres organismes de réglementation et d'autres contreparties. Le total des soldes était de 2 milliards de dollars au 31 janvier 2025 (2 milliards au 31 octobre 2024; 3 milliards au 31 janvier 2024; 3 milliards au 31 octobre 2023).

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Note 1 Informations générales

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers résumés) sont préparés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*. Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels et ils doivent être lus en parallèle avec nos états financiers consolidés annuels audités de 2024 et les notes annexes présentés aux pages 162 à 271 de notre rapport annuel 2024. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars, sauf indication contraire. Le 26 février 2025, le Conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers résumés.

Note 2 Sommaire des méthodes comptables significatives, estimations et jugements

Les états financiers résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer nos états financiers consolidés annuels audités de 2024. Nos méthodes comptables significatives et les changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir non encore entrés en vigueur pour nous sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2024.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers

Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

Les tableaux suivants présentent une comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur des instruments financiers classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net avec la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et des instruments financiers évalués au coût amorti. Les dérivés incorporés sont présentés sur une base combinée avec les contrats hôtes. Pour une description des techniques d'évaluation et des données utilisées pour déterminer la juste valeur de nos instruments financiers, se reporter aux notes 2 et 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2024. Aucun changement important n'a été apporté à nos méthodes d'évaluation de la juste valeur au cours du trimestre.

	Au 31 janvier 2025							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	–	\$ 40 233	–	–	\$ 7 691	\$ 7 691	\$ 47 924	\$ 47 924
Titres								
Titres détenus à des fins de transaction	184 877	4 539	–	–	–	–	189 416	189 416
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	–	–	194 997	1 291	102 321	98 320	298 609	294 608
	184 877	4 539	194 997	1 291	102 321	98 320	488 025	484 024
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	213 419	–	–	–	67 032	67 034	280 451	280 453
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable								
Prêts de détail	865	–	591	–	628 399	624 923	629 855	626 379
Prêts de gros	11 741	2 620	997	–	360 837	358 736	376 195	374 094
	12 606	2 620	1 588	–	989 236	983 659	1 006 050	1 000 473
Autres								
Dérivés	153 686	–	–	–	–	–	153 686	153 686
Autres actifs (1)	12 795	–	–	–	60 143	60 143	72 938	72 938
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	582	\$ 35 129	–	–	499 903	\$ 502 116	\$ 535 614	\$ 537 827
Entreprises et gouvernements (2)	210	165 267	–	–	705 782	707 453	871 259	872 930
Banques (3)	–	3 266	–	–	31 801	31 813	35 067	35 079
	792	203 662	–	–	1 237 486	1 241 382	1 441 940	1 445 836
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	45 460	–	–	–	–	–	45 460	45 460
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	232 369	–	–	42 223	42 223	274 592	274 592
Dérivés	161 590	–	–	–	–	–	161 590	161 590
Autres passifs (4)	(1 676)	5	–	–	74 234	74 602	72 563	72 931
Débentures subordonnées	–	–	–	–	13 670	13 755	13 670	13 755

	Au 31 octobre 2024							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	- \$	53 996 \$	- \$	- \$	12 024 \$	12 024 \$	66 020 \$	66 020 \$
Titres								
Titres détenus à des fins de transaction	182 346	954	-	-	-	-	183 300	183 300
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	-	-	155 118	1 242	100 258	96 336	256 618	252 696
	182 346	954	155 118	1 242	100 258	96 336	439 918	435 996
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	284 311	-	-	-	66 492	66 492	350 803	350 803
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable								
Prêts de détail	915	-	580	-	622 098	619 320	623 593	620 815
Prêts de gros	6 177	2 030	1 003	-	348 577	345 561	357 787	354 771
	7 092	2 030	1 583	-	970 675	964 881	981 380	975 586
Autres								
Dérivés	150 612	-	-	-	-	-	150 612	150 612
Autres actifs (1)	11 770	-	-	-	50 093	50 093	61 863	61 863
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	508 \$	33 799 \$			487 832 \$	490 170 \$	522 139 \$	524 477 \$
Entreprises et gouvernements (2)	191	156 238			683 241	684 748	839 670	841 177
Banques (3)	-	10 530			37 192	37 183	47 722	47 713
	699	200 567			1 208 265	1 212 101	1 409 531	1 413 367
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	35 286	-			-	-	35 286	35 286
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	-	270 663			34 658	34 658	305 321	305 321
Dérivés	163 763	-			-	-	163 763	163 763
Autres passifs (4)	(1 407)	-			69 597	69 850	68 190	68 443
Débitures subordonnées	-	-			13 546	13 602	13 546	13 602

(1) Comprend les engagements de clients en contrepartie d'acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres actifs.

(2) Les dépôts des entreprises et des gouvernements comprennent les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques.

(3) Les dépôts de banques correspondent aux dépôts venant de banques réglementées et de banques centrales.

(4) Comprend les acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres passifs.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Juste valeur des actifs et des passifs évalués à la juste valeur de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

(en millions de dollars canadiens)	Aux									
	31 janvier 2025					31 octobre 2024				
	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1			Niveau 2	Niveau 3			
Actifs financiers										
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	40 233 \$	– \$		\$ 40 233 \$	– \$	53 996 \$	– \$		\$ 53 996 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction										
Titres d'emprunt émis ou garantis par :										
Gouvernement canadien (1)	10 654	2 035	–		12 689	11 611	2 173	–		13 784
Provinces et municipalités	–	16 867	–		16 867	–	16 588	–		16 588
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains (1), (2)	2 767	32 660	–		35 427	1 852	29 136	–		30 988
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (3)	4 286	5 333	–		9 619	2 481	2 153	–		4 634
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	60	–		60	–	3	–		3
Titres adossés à des actifs	–	1 683	–		1 683	–	1 434	–		1 434
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	26 360	–		26 360	–	26 195	–		26 195
Titres de participation	81 481	2 587	2 643		86 711	84 814	2 316	2 544		89 674
	99 188	87 585	2 643		189 416	100 758	79 998	2 544		183 300
Titres de placement										
Titres d'emprunt émis ou garantis par :										
Gouvernement canadien (1)	8 084	9 659	–		17 743	4 623	8 546	–		13 169
Provinces et municipalités	–	9 159	–		9 159	–	7 554	–		7 554
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains (1)	75	101 855	–		101 930	42	80 224	–		80 266
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	5 975	9 759	–		15 734	2 370	7 786	–		10 156
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	2 411	32		2 443	–	2 603	31		2 634
Titres adossés à des actifs	–	11 333	–		11 333	–	9 357	–		9 357
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	36 513	142		36 655	–	31 839	143		31 982
Titres de participation	439	329	523		1 291	432	304	506		1 242
	14 573	181 018	697		196 288	7 467	148 213	680		156 360
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	213 419	–		213 419	–	284 311	–		284 311
Prêts	–	14 938	1 876		16 814	–	8 924	1 781		10 705
Autres										
Dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	–	28 132	293		28 425	–	27 719	354		28 073
Contrats de change	–	102 583	1		102 584	–	98 480	3		98 483
Dérivés de crédit	–	325	–		325	–	273	–		273
Autres contrats	1 236	23 986	116		25 338	2 553	23 830	21		26 404
Ajustements d'évaluation	–	(997)	9		(988)	–	(1 067)	14		(1 053)
Total des dérivés, montant brut	1 236	154 029	419		155 684	2 553	149 235	392		152 180
Ajustements de compensation	–	–	–	(1 998)	(1 998)	–	–	–	(1 568)	(1 568)
Total des dérivés	1 236	154 029	419		153 686	2 553	149 235	392		150 612
Autres actifs	5 743	7 045	7		12 795	5 291	6 472	7		11 770
	120 740 \$	698 267 \$	5 642 \$	(1 998) \$	822 651 \$	116 069 \$	731 149 \$	5 404 \$	(1 568) \$	851 054 \$
Passifs financiers										
Dépôts										
Particuliers	– \$	35 077 \$	634 \$		\$ 35 711 \$	– \$	33 829 \$	478 \$		\$ 34 307 \$
Entreprises et gouvernements	–	165 477	–		165 477	–	156 429	–		156 429
Banques	–	3 266	–		3 266	–	10 530	–		10 530
Autres										
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	13 162	32 298	–		45 460	15 172	20 114	–		35 286
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	232 369	–		232 369	–	270 663	–		270 663
Dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	–	24 971	828		25 799	–	24 852	847		25 699
Contrats de change	–	102 527	67		102 594	–	93 164	54		93 218
Dérivés de crédit	–	291	–		291	–	218	–		218
Autres contrats	2 152	32 516	571		35 239	3 212	42 961	324		46 497
Ajustements d'évaluation	–	(336)	1		(335)	–	(297)	(4)		(301)
Total des dérivés, montant brut	2 152	159 969	1 467		163 588	3 212	160 898	1 221		165 331
Ajustements de compensation	–	–	–	(1 998)	(1 998)	–	–	–	(1 568)	(1 568)
Total des dérivés	2 152	159 969	1 467		161 590	3 212	160 898	1 221		163 763
Autres passifs	331	(2 002)	–		(1 671)	287	(1 694)	–		(1 407)
	15 645 \$	626 454 \$	2 101 \$	(1 998) \$	642 202 \$	18 671 \$	650 769 \$	1 699 \$	(1 568) \$	669 571 \$

(1) Au 31 janvier 2025, la valeur des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction s'établissait respectivement à 18 079 millions de dollars et à néant (17 154 millions et néant au 31 octobre 2024), et la valeur de ceux inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres de placement se chiffrait respectivement à 28 674 millions et à 2 400 millions (27 048 millions et 2 568 millions au 31 octobre 2024).

(2) États-Unis.

(3) Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Évaluations de la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (instruments de niveau 3)

Un instrument financier est classé au niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur si une ou plusieurs de ses données non observables peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude quant à l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2025, aucun changement important n'est intervenu dans les techniques et fourchettes d'évaluation et les moyennes pondérées des données non observables utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Au 31 janvier 2025, l'incidence de l'ajustement d'une ou plusieurs données non observables par d'autres hypothèses raisonnablement possibles n'a pas varié de façon importante par rapport à l'incidence indiquée dans nos états financiers consolidés annuels audités de 2024.

Variations de l'évaluation de la juste valeur des instruments évalués de façon récurrente et classés au niveau 3

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2025								
	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres de participation	2 544 \$	(64)\$	59 \$	207 \$	(104)\$	1 \$	– \$	2 643 \$	(42)\$
	2 544	(64)	59	207	(104)	1	–	2 643	(42)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	31	–	1	–	–	–	–	32	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	143	–	6	–	(7)	–	–	142	s.o.
Titres de participation	506	–	20	–	(3)	–	–	523	s.o.
	680	–	27	–	(10)	–	–	697	s.o.
Prêts	1 781	(3)	23	90	(19)	7	(3)	1 876	(1)
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(493)	12	–	(67)	3	2	8	(535)	12
Contrats de change	(51)	(14)	–	1	–	–	(2)	(66)	(25)
Autres contrats	(303)	(21)	(13)	(12)	4	(225)	115	(455)	(16)
Ajustements d'évaluation	18	–	–	(10)	–	–	–	8	–
Autres actifs	7	–	–	–	–	–	–	7	–
	4 183 \$	(90)\$	96 \$	209 \$	(126)\$	(215)\$	118 \$	4 175 \$	(72)\$
Passif									
Dépôts	(478)\$	1 \$	(6)\$	(232)\$	62 \$	(166)\$	185 \$	(634)\$	37 \$
	(478)\$	1 \$	(6)\$	(232)\$	62 \$	(166)\$	185 \$	(634)\$	37 \$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2024								Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	
(en millions de dollars canadiens)									
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres de participation	2 266 \$	(18)\$	(36)\$	98 \$	(24)\$	– \$	– \$	2 286 \$	1 \$
	2 266	(18)	(36)	98	(24)	–	–	2 286	1
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	29	–	1	–	–	–	–	30	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	149	–	3	–	(4)	–	–	148	s.o.
Titres de participation	466	–	(4)	–	–	–	–	462	s.o.
	644	–	–	–	(4)	–	–	640	s.o.
Prêts	1 859	(46)	(8)	165	(193)	38	–	1 815	(44)
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(662)	80	–	12	16	17	2	(535)	84
Contrats de change	(49)	(11)	1	5	5	–	–	(49)	(11)
Autres contrats	(438)	(123)	14	(15)	(2)	(7)	222	(349)	(71)
Ajustements d'évaluation	3	–	–	1	–	–	–	4	–
Autres actifs	11	–	–	–	(1)	–	–	10	–
	3 634 \$	(118)\$	(29)\$	266 \$	(203)\$	48 \$	224 \$	3 822 \$	(41)\$
Passif									
Dépôts									
	(383)\$	(47)\$	3 \$	(122)\$	13 \$	(1)\$	108 \$	(429)\$	(33)\$
	(383)\$	(47)\$	3 \$	(122)\$	13 \$	(1)\$	108 \$	(429)\$	(33)\$

(1) Ces montants comprennent les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Les profits latents sur les titres de placement comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ont été de 15 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2025 (profits de 10 millions au 31 janvier 2024), exclusion faite des profits ou des pertes de change découlant de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés dans le bénéfice net.

(3) Le montant net des dérivés au 31 janvier 2025 comprenait des actifs dérivés de 419 millions de dollars (384 millions au 31 janvier 2024) et des passifs dérivés de 1 467 millions (1 313 millions au 31 janvier 2024).

s.o. sans objet

Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations de la juste valeur pour les instruments inscrits à la juste valeur de façon récurrente

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 et les transferts d'instruments vers le niveau 3 et hors de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. Pour un actif ou un passif transféré vers le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus du tableau de rapprochement ci-dessus, alors que pour les transferts hors du niveau 3 effectués au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est comprise dans cette même colonne.

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués selon que la juste valeur est obtenue au moyen des cours des marchés actifs (niveau 1).

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2025, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 1 vers le niveau 2. Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2024, les transferts depuis le niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains de 123 millions de dollars.

Au cours des trimestres clos le 31 janvier 2025 et le 31 janvier 2024, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 2 vers le niveau 1.

Les transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 sont principalement attribuables à un changement dans l'observabilité d'une donnée sur le marché ou à un changement dans l'importance de l'incidence d'une donnée non observable sur la juste valeur d'un instrument financier.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2025, les transferts depuis le niveau 2 vers le niveau 3 comprenaient d'autres contrats et des dépôts en raison de changements dans l'importance de données non observables. Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2024, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 2 vers le niveau 3.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2025, les transferts depuis le niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient des dépôts et d'autres contrats en raison de changements dans l'importance de données non observables et de changements dans l'observabilité de données sur le marché. Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2024, les transferts depuis le niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient d'autres contrats et des dépôts en raison de changements dans l'observabilité de données sur le marché ou de changements dans l'importance de données non observables.

Revenu net d'intérêt tiré des instruments financiers

Le revenu d'intérêt et le revenu de dividende découlant des actifs financiers et passifs financiers et les coûts de financement connexes sont inclus dans le revenu net d'intérêt.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2025	le 31 janvier 2024
Revenu d'intérêt et de dividende (1), (2)		
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	7 922 \$	9 474 \$
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	2 049	1 608
Instruments financiers évalués au coût amorti	16 484	14 527
	26 455	25 609
Charge d'intérêt (1)		
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	8 045	9 084
Instruments financiers évalués au coût amorti	10 462	10 193
	18 507	19 277
Revenu net d'intérêt	7 948 \$	6 332 \$

(1) Exclut le revenu d'intérêt et de dividende de 365 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2025 (272 millions au 31 janvier 2024) et la charge d'intérêt de 43 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2025 (11 millions au 31 janvier 2024) présentés au poste Résultat des placements d'assurance de l'état consolidé intermédiaire résumé du résultat net.

(2) Inclut un revenu de dividende de 996 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2025 (957 millions au 31 janvier 2024) présenté à titre de revenu d'intérêt et de dividende dans l'état consolidé intermédiaire résumé du résultat net.

Note 4 Titres**Profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global** (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 janvier 2025				31 octobre 2024			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres d'emprunt émis ou garantis par :								
Gouvernement canadien								
Gouvernement fédéral	17 728 \$	42 \$	(27)\$	17 743 \$	13 165 \$	31 \$	(27)\$	13 169 \$
Provinces et municipalités	9 169	30	(40)	9 159	7 563	27	(36)	7 554
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains	103 191	316	(1 577)	101 930	81 632	333	(1 699)	80 266
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	15 765	11	(42)	15 734	10 199	6	(49)	10 156
Titres adossés à des créances hypothécaires	2 445	7	(9)	2 443	2 646	3	(15)	2 634
Titres adossés à des actifs	11 302	34	(3)	11 333	9 343	17	(3)	9 357
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	36 590	107	(42)	36 655	31 932	101	(51)	31 982
Titres de participation	745	552	(6)	1 291	728	519	(5)	1 242
	196 935	\$ 1 099	\$(1 746)	\$ 196 288	157 208	\$ 1 037	\$(1 885)	\$ 156 360

(1) Compte non tenu de titres détenus afin d'en percevoir les flux de trésorerie de 102 321 millions de dollars au 31 janvier 2025 comptabilisés au coût amorti, déduction faite d'une correction de valeur pour pertes de crédit (100 258 millions au 31 octobre 2024).

(2) Les profits et les pertes bruts latents comprennent une correction de valeur pour pertes de crédit de (38) millions de dollars liée à des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global au 31 janvier 2025 ((35) millions au 31 octobre 2024) comptabilisée en résultat et dans les autres composantes des capitaux propres.

Correction de valeur pour pertes de crédit sur les titres de placement

Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur, par stade, pour les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et au coût amorti. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Achats – Ils reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Ventes et arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives, les remboursements partiels, les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps.

Note 4 Titres (suite)

Correction de valeur pour pertes de crédit – titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 janvier 2025				le 31 janvier 2024			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total
Solde au début de la période	6 \$	– \$	(41)\$	(35)\$	4 \$	– \$	(37)\$	(33)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	2	–	–	2	3	–	–	3
Ventes et arrivées à échéance	(1)	–	–	(1)	(1)	–	–	(1)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(3)	–	(2)	(5)	(2)	–	(2)	(4)
Écart de change et autres	–	–	1	1	–	–	2	2
Solde à la fin de la période	4 \$	– \$	(42)\$	(38)\$	4 \$	– \$	(37)\$	(33)\$

(1) Les pertes de crédit attendues sur les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ne sont pas comptabilisées séparément dans le bilan, car les titres visés sont inscrits à la juste valeur. Le cumul des pertes de crédit comptabilisé en résultat est présenté dans les autres composantes des capitaux propres.

(2) Comprend les variations de la correction de valeur sur les titres dépréciés acquis.

Correction de valeur pour pertes de crédit – titres au coût amorti

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 janvier 2025				le 31 janvier 2024			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Solde au début de la période	6 \$	8 \$	– \$	14 \$	8 \$	15 \$	– \$	23 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	1	–	–	1	3	–	–	3
Ventes et arrivées à échéance	–	–	–	–	–	–	–	–
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(1)	–	–	(1)	(2)	–	–	(2)
Écart de change et autres	–	–	–	–	–	(1)	–	(1)
Solde à la fin de la période	6 \$	8 \$	– \$	14 \$	9 \$	14 \$	– \$	23 \$

Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque

Le tableau suivant présente la juste valeur des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ainsi que la valeur comptable brute des titres évalués au coût amorti. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture, telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2024.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 janvier 2025				31 octobre 2024			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total
Titres de placement								
Titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global								
Qualité investissement	194 062 \$	– \$	– \$	194 062 \$	154 100 \$	– \$	– \$	154 100 \$
Qualité inférieure	793	–	–	793	875	–	–	875
Titres dépréciés	–	–	142	142	–	–	143	143
	194 855	–	142	194 997	154 975	–	143	155 118
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				1 291				1 242
				196 288 \$				156 360 \$
Titres au coût amorti								
Qualité investissement	101 251 \$	– \$	– \$	101 251 \$	99 224 \$	– \$	– \$	99 224 \$
Qualité inférieure	901	183	–	1 084	856	192	–	1 048
Correction de valeur pour pertes de crédit	102 152	183	–	102 335	100 080	192	–	100 272
	6	8	–	14	6	8	–	14
	102 146 \$	175 \$	– \$	102 321 \$	100 074 \$	184 \$	– \$	100 258 \$

(1) Rend compte des titres dépréciés acquis de 142 millions de dollars (143 millions au 31 octobre 2024).

(2) Les titres de placement évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit

Correction de valeur pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos									
	le 31 janvier 2025					le 31 janvier 2024				
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail										
Prêts hypothécaires résidentiels	572 \$	73 \$	(2)\$	(7)\$	636 \$	481 \$	74 \$	(1)\$	(12)\$	542 \$
Prêts aux particuliers	1 482	247	(189)	(6)	1 534	1 228	202	(139)	(4)	1 287
Prêts sur cartes de crédit	1 233	223	(193)	1	1 264	1 069	183	(150)	(1)	1 101
Prêts aux petites entreprises	272	46	(24)	(5)	289	194	37	(15)	(4)	212
Prêts de gros	2 793	464	(79)	32	3 210	2 326	329	(149)	(61)	2 445
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	–	–	–	–	–	50	(7)	–	–	43
	6 352 \$	1 053 \$	(487)\$	15 \$	6 933 \$	5 348 \$	818 \$	(454)\$	(82)\$	5 630 \$
Présentation ventilée :										
Correction de valeur pour pertes sur prêts	6 037 \$				6 600 \$	5 004 \$				5 299 \$
Autres passifs – Dotations	311				328	288				282
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	–				–	50				43
Autres composantes des capitaux propres	4				5	6				6

Le tableau qui suit présente le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur pour chaque grande catégorie de produits de prêts et d'engagements tels qu'ils ont été déterminés dans notre modèle de correction de valeur pondéré en fonction des scénarios et de l'application d'un jugement expert en matière de crédit, le cas échéant. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Originations – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives; les remboursements partiels et les prélèvements supplémentaires sur les facilités existantes; les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps au stade 1 et au stade 2.

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

Correction de valeur pour pertes de crédit – prêts de détail et prêts de gros

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos								
	le 31 janvier 2025				le 31 janvier 2024				
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés		
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	
Prêts hypothécaires résidentiels									
Solde au début de la période	215 \$	126 \$	231 \$	572 \$	223 \$	90 \$	168 \$	481 \$	
Dotation à la provision pour pertes de crédit									
Transferts vers le stade 1	25	(25)	–	–	17	(17)	–	–	
Transferts vers le stade 2	(4)	6	(2)	–	(6)	10	(4)	–	
Transferts vers le stade 3	(1)	(14)	15	–	(1)	(8)	9	–	
Originations	23	–	–	23	19	–	–	19	
Arrivées à échéance	(5)	(6)	–	(11)	(4)	(4)	–	(8)	
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(37)	69	29	61	(1)	40	24	63	
Sorties du bilan	–	–	(4)	(4)	–	–	(4)	(4)	
Recouvrements	–	–	2	2	–	–	3	3	
Écart de change et autres	2	2	(11)	(7)	(2)	(1)	(9)	(12)	
Solde à la fin de la période	218 \$	158 \$	260 \$	636 \$	245 \$	110 \$	187 \$	542 \$	
Prêts aux particuliers									
Solde au début de la période	305 \$	966 \$	211 \$	1 482 \$	280 \$	793 \$	155 \$	1 228 \$	
Dotation à la provision pour pertes de crédit									
Transferts vers le stade 1	144	(144)	–	–	125	(125)	–	–	
Transferts vers le stade 2	(21)	24	(3)	–	(19)	20	(1)	–	
Transferts vers le stade 3	(1)	(39)	40	–	(1)	(28)	29	–	
Originations	28	–	–	28	22	–	–	22	
Arrivées à échéance	(13)	(53)	–	(66)	(12)	(46)	–	(58)	
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(136)	254	167	285	(114)	229	123	238	
Sorties du bilan	–	–	(223)	(223)	–	–	(169)	(169)	
Recouvrements	–	–	34	34	–	–	30	30	
Écart de change et autres	(1)	1	(6)	(6)	(1)	–	(3)	(4)	
Solde à la fin de la période	305 \$	1 009 \$	220 \$	1 534 \$	280 \$	843 \$	164 \$	1 287 \$	
Prêts sur cartes de crédit									
Solde au début de la période	207 \$	1 026 \$	– \$	1 233 \$	203 \$	866 \$	– \$	1 069 \$	
Dotation à la provision pour pertes de crédit									
Transferts vers le stade 1	155	(155)	–	–	137	(137)	–	–	
Transferts vers le stade 2	(28)	28	–	–	(28)	28	–	–	
Transferts vers le stade 3	(1)	(137)	138	–	(1)	(108)	109	–	
Originations	2	–	–	2	3	–	–	3	
Arrivées à échéance	(1)	(12)	–	(13)	(1)	(8)	–	(9)	
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(128)	307	55	234	(125)	272	42	189	
Sorties du bilan	–	–	(234)	(234)	–	–	(259)	(259)	
Recouvrements	–	–	41	41	–	–	109	109	
Écart de change et autres	–	1	–	1	–	–	(1)	(1)	
Solde à la fin de la période	206 \$	1 058 \$	– \$	1 264 \$	188 \$	913 \$	– \$	1 101 \$	
Prêts aux petites entreprises									
Solde au début de la période	80 \$	86 \$	106 \$	272 \$	70 \$	66 \$	58 \$	194 \$	
Dotation à la provision pour pertes de crédit									
Transferts vers le stade 1	13	(13)	–	–	5	(5)	–	–	
Transferts vers le stade 2	(4)	4	–	–	(5)	5	–	–	
Transferts vers le stade 3	–	(3)	3	–	–	(2)	2	–	
Originations	9	–	–	9	9	–	–	9	
Arrivées à échéance	(6)	(5)	–	(11)	(3)	(5)	–	(8)	
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(13)	18	43	48	(5)	15	26	36	
Sorties du bilan	–	–	(29)	(29)	–	–	(18)	(18)	
Recouvrements	–	–	5	5	–	–	3	3	
Écart de change et autres	1	–	(6)	(5)	1	–	(5)	(4)	
Solde à la fin de la période	80 \$	87 \$	122 \$	289 \$	72 \$	74 \$	66 \$	212 \$	
Prêts de gros									
Solde au début de la période	787 \$	1 038 \$	968 \$	2 793 \$	774 \$	785 \$	767 \$	2 326 \$	
Dotation à la provision pour pertes de crédit									
Transferts vers le stade 1	55	(55)	–	–	50	(50)	–	–	
Transferts vers le stade 2	(21)	30	(9)	–	(55)	58	(3)	–	
Transferts vers le stade 3	(2)	(135)	137	–	(3)	(9)	12	–	
Originations	236	–	–	236	124	–	–	124	
Arrivées à échéance	(186)	(100)	–	(286)	(97)	(87)	–	(184)	
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(48)	190	372	514	(101)	173	317	389	
Sorties du bilan	–	–	(91)	(91)	–	–	(160)	(160)	
Recouvrements	–	–	12	12	–	–	11	11	
Écart de change et autres	14	24	(6)	32	17	(17)	(61)	(61)	
Solde à la fin de la période	835 \$	992 \$	1 383 \$	3 210 \$	709 \$	853 \$	883 \$	2 445 \$	

Données et hypothèses clés

Les paragraphes qui suivent font le point sur les données et hypothèses clés utilisées pour faire l'évaluation des pertes de crédit attendues. Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 2 et 5 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2024.

Notre scénario de base tient compte de la hausse des taux de chômage à court terme au Canada et aux États-Unis. La banque centrale du Canada devrait continuer de baisser ses taux d'intérêt alors que l'inflation recule et que l'économie reste faible. Le taux directeur de la banque centrale américaine devrait demeurer inchangé à moyen terme du fait de la résilience de la croissance économique et de la baisse du taux de chômage aux États-Unis, ce qui exerce une pression à la hausse sur l'inflation au pays.

Les scénarios de fluctuation à la baisse, y compris deux scénarios supplémentaires plus pessimistes conçus pour les secteurs d'activité de l'immobilier et de l'énergie, reflètent la possibilité d'un choc macroéconomique plus sévère à compter du deuxième trimestre civil de 2025 par rapport à notre scénario de base. Dans ces scénarios, les conditions devraient se détériorer par rapport à ce qu'elles étaient au premier trimestre civil de 2025 pour une période d'au plus 18 mois, suivie par une reprise pour le reste de la période. Ces scénarios tablent sur une politique monétaire qui, en réponse, ramènera l'économie à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision.

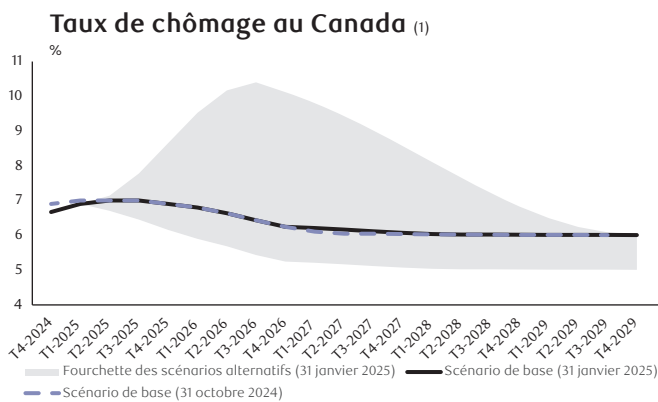
Le scénario de fluctuation à la hausse reflète une croissance économique légèrement supérieure à celle du scénario de base, et ce, sans autre intervention de la politique monétaire pour la freiner, comparativement à notre scénario de base, suivi d'un retour à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision.

Les politiques commerciales protectionnistes américaines, notamment l'imposition de tarifs douaniers, accroissent l'incertitude économique à l'échelle mondiale. La mise en place de tarifs douaniers à grande échelle pendant une longue période pose un risque baissier pour les perspectives économiques comprises dans notre scénario de base et pourrait mener à une récession. Nos scénarios de fluctuation à la baisse reflètent la possibilité d'un large éventail de chocs macroéconomiques, y compris une perspective de récession plus grave que prévu en raison de l'imposition probable de tarifs douaniers. La pondération de nos scénarios tient compte des risques baissiers et de l'incertitude connus au 31 janvier 2025. Les changements ultérieurs à ces prévisions, ainsi que les estimations connexes, seront pris en compte dans la correction de valeur pour pertes de crédit des prochaines périodes.

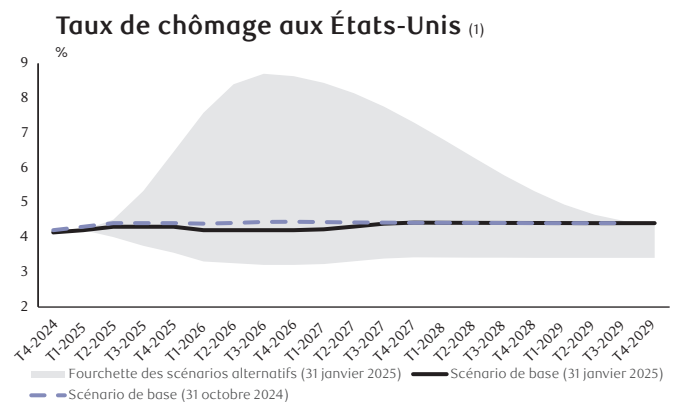
Le 1^{er} février 2025, le gouvernement américain a annoncé l'imposition de tarifs douaniers à grande échelle sur les produits en provenance du Canada, du Mexique et de la Chine, et ces pays ont réagi en annonçant des mesures de rétorsion. Par la suite, le 3 février 2025, l'imposition des tarifs douaniers sur les produits en provenance du Canada et du Mexique a été reportée de 30 jours. Le 10 février 2025, le gouvernement américain a imposé des tarifs douaniers supplémentaires sur les importations d'acier et d'aluminium, qui entreront en vigueur le 12 mars 2025. Les détails finaux concernant ces tarifs douaniers, notamment leur portée, leur durée, les mesures de rétorsion et les effets sur l'ensemble de l'économie, demeurent incertains.

La section qui suit présente des renseignements supplémentaires sur nos prévisions pour les trimestres civils concernant les principales variables macroéconomiques utilisées dans les modèles servant à estimer les corrections de valeur pour pertes de crédit :

- **Taux de chômage** – Selon notre scénario de base, nous prévoyons que le taux de chômage au Canada augmentera pour atteindre 6,9 % au premier trimestre civil de 2025, pour atteindre un sommet de 7,0 % au deuxième trimestre civil de 2025 et revenir à l'équilibre à long terme d'ici le premier trimestre civil de 2028. Le taux de chômage aux États-Unis devrait augmenter à 4,2 % au premier trimestre civil de 2025, puis croître et atteindre son équilibre à long terme d'ici le troisième trimestre civil de 2027.



(1) Correspond au niveau trimestriel moyen du chômage pendant les trimestres civils présentés.

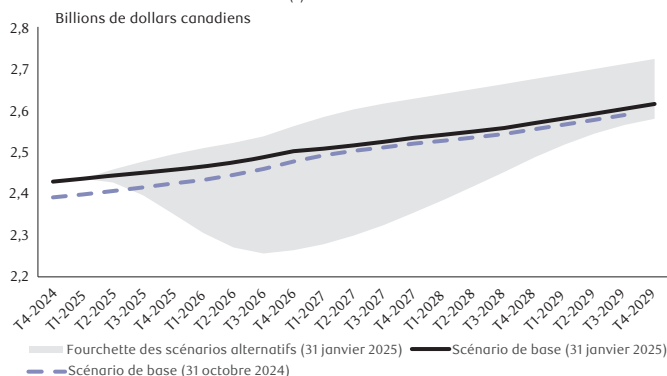


(1) Correspond au niveau trimestriel moyen du chômage pendant les trimestres civils présentés.

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

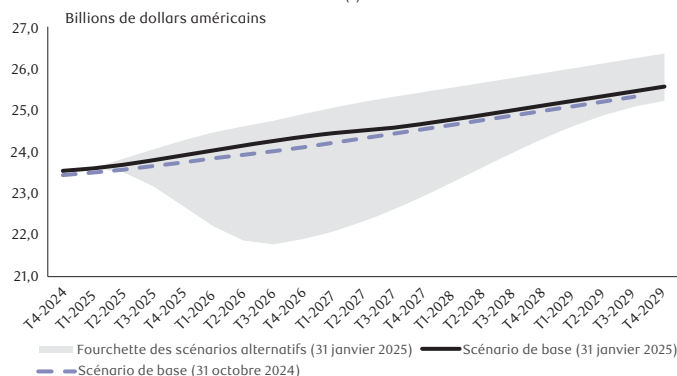
- **Produit intérieur brut (PIB)** – Selon notre scénario de base, la croissance du PIB au Canada et aux États-Unis devrait se poursuivre de manière stable au cours du premier trimestre civil de 2025 et par la suite. Le PIB au quatrième trimestre civil de 2025 devrait être de 1,2 % et de 1,6 % supérieur à celui du quatrième trimestre de 2024 au Canada et aux États-Unis, respectivement.

PIB réel du Canada (1)



(1) Représente le taux annuel désaisonnalisé indexé au cours du dollar canadien de 2017 pour les trimestres civils présentés.

PIB réel des États-Unis (1)



(1) Représente le taux annuel désaisonnalisé indexé au cours du dollar américain de 2017 pour les trimestres civils présentés.

- **Indice des prix des maisons au Canada** – Selon notre scénario de base, les prix des maisons devraient augmenter de 0,9 % au cours des 12 prochains mois à partir du premier trimestre civil de 2025 et afficher un taux de croissance annuel composé de 3,0 % pour les 2 à 5 années suivantes. Dans nos scénarios de fluctuation à la hausse et à la baisse du secteur d'activité de l'immobilier, le taux de croissance (contraction) annuel composé des prix des maisons varie de (30,0) % à 10,9 % pour les 12 prochains mois et de 4,2 % à 9,6 % pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 octobre 2024, notre scénario de base prévoyait une hausse de 0,7 % des prix des maisons pour les 12 prochains mois à partir du quatrième trimestre civil de 2024 et de 3,0 % pour les 2 à 5 années suivantes.
- **Prix du pétrole (West Texas Intermediate en \$ US)** – Selon notre scénario de base, les prix du pétrole devraient s'établir en moyenne à 65 \$ le baril pour les 12 prochains mois à partir du premier trimestre civil de 2025 et à 64 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes. Les prix moyens figurant dans nos scénarios de fluctuation à la baisse et à la hausse varient de 26 \$ à 84 \$ le baril pour les 12 prochains mois et de 43 \$ à 70 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 octobre 2024, notre scénario de base prévoyait un prix moyen de 69 \$ le baril pour les 12 prochains mois et de 66 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes.

Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque

Le tableau qui suit présente la valeur comptable brute des prêts évalués au coût amorti et le montant contractuel total des engagements de prêt inutilisés soumis aux dispositions d'IFRS 9 *Instruments financiers* relatives à la dépréciation. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes relatives aux prêts de gros et de détail de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2024.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 janvier 2025				31 octobre 2024			
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total
Prêts de détail								
Prêts en cours – Prêts hypothécaires résidentiels								
Risque faible	390 911 \$	1 340 \$	– \$	392 251 \$	388 742 \$	1 354 \$	– \$	390 096 \$
Risque moyen	19 584	3 268	–	22 852	18 419	4 479	–	22 898
Risque élevé	1 903	6 788	–	8 691	1 761	6 593	–	8 354
Non notés (2)	53 440	2 433	–	55 873	52 569	1 479	–	54 048
Dépréciés	–	–	1 390	1 390	–	–	1 233	1 233
Total	465 838	13 829	1 390	481 057	461 491	13 905	1 233	476 629
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (3)				865				915
Total				481 922 \$				477 544 \$
Prêts en cours – Prêts aux particuliers								
Risque faible	84 776 \$	1 476 \$	– \$	86 252 \$	82 904 \$	1 680 \$	– \$	84 584 \$
Risque moyen	5 001	3 051	–	8 052	5 525	3 063	–	8 588
Risque élevé	692	2 444	–	3 136	592	2 365	–	2 957
Non notés (2)	11 787	606	–	12 393	11 303	498	–	11 801
Dépréciés	–	–	414	414	–	–	408	408
Total	102 256 \$	7 577 \$	414 \$	110 247 \$	100 324 \$	7 606 \$	408 \$	108 338 \$
Prêts en cours – Prêts sur cartes de crédit								
Risque faible	17 185 \$	175 \$	– \$	17 360 \$	17 363 \$	177 \$	– \$	17 540 \$
Risque moyen	1 944	2 352	–	4 296	1 999	2 436	–	4 435
Risque élevé	69	2 285	–	2 354	75	2 289	–	2 364
Non notés (2)	1 161	60	–	1 221	1 173	53	–	1 226
Total	20 359 \$	4 872 \$	– \$	25 231 \$	20 610 \$	4 955 \$	– \$	25 565 \$
Prêts en cours – Prêts aux petites entreprises								
Risque faible	9 883 \$	664 \$	– \$	10 547 \$	9 428 \$	773 \$	– \$	10 201 \$
Risque moyen	2 759	931	–	3 690	2 740	962	–	3 702
Risque élevé	241	1 152	–	1 393	214	1 086	–	1 300
Non notés (2)	6	–	–	6	7	–	–	7
Dépréciés	–	–	364	364	–	–	321	321
Total	12 889 \$	2 747 \$	364 \$	16 000 \$	12 389 \$	2 821 \$	321 \$	15 531 \$
Engagements inutilisés – Prêts de détail								
Risque faible	289 662 \$	789 \$	– \$	290 451 \$	284 036 \$	592 \$	– \$	284 628 \$
Risque moyen	12 243	442	–	12 685	12 110	381	–	12 491
Risque élevé	778	759	–	1 537	746	602	–	1 348
Non notés (2)	10 689	131	–	10 820	10 715	88	–	10 803
Total	313 372 \$	2 121 \$	– \$	315 493 \$	307 607 \$	1 663 \$	– \$	309 270 \$
Prêts de gros – Prêts en cours								
Qualité investissement	121 571 \$	1 617 \$	– \$	123 188 \$	116 549 \$	1 471 \$	– \$	118 020 \$
Qualité inférieure	195 781	25 961	–	221 742	189 889	26 826	–	216 715
Non notés (2)	13 554	697	–	14 251	12 871	721	–	13 592
Dépréciés	–	–	5 708	5 708	–	–	3 905	3 905
Total	330 906	28 275	5 708	364 889	319 309	29 018	3 905	352 232
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (3)				14 361				8 207
Total				379 250 \$				360 439 \$
Engagements inutilisés – Prêts de gros								
Qualité investissement	355 501 \$	794 \$	– \$	356 295 \$	345 236 \$	516 \$	– \$	345 752 \$
Qualité inférieure	175 491	14 961	–	190 452	170 212	14 512	–	184 724
Non notés (2)	3 646	19	–	3 665	3 290	17	–	3 307
Total	534 638 \$	15 774 \$	– \$	550 412 \$	518 738 \$	15 045 \$	– \$	533 783 \$

(1) Comprend 87 millions de dollars au titre des prêts dépréciés (109 millions au 31 octobre 2024).

(2) Il arrive qu'aucune note interne du risque ne soit attribuée. Dans ce cas, nous utilisons d'autres méthodes, politiques et outils approuvés afin de gérer notre risque de crédit.

(3) Les éléments qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des prêts détenus à la juste valeur par le biais du résultat net.

Prêts en souffrance mais non douteux (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Aux					
	31 janvier 2025			31 octobre 2024		
	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	2 824 \$	282 \$	3 106 \$	2 542 \$	263 \$	2 805 \$
Prêts de gros	1 927	16	1 943	1 454	4	1 458
Total	4 751 \$	298 \$	5 049 \$	3 996 \$	267 \$	4 263 \$

(1) Exclut les prêts en souffrance depuis moins de 30 jours, car ils ne sont généralement pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.

(2) Les montants présentés peuvent inclure les prêts en souffrance en raison de procédures administratives, comme les prêts hypothécaires dont les paiements sont retenus dans l'attente des sommes reçues à la suite de la vente ou du refinancement. Les prêts en souffrance en raison de procédures administratives ne sont pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.

Note 6 Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 janvier 2025				31 octobre 2024			
	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	218 021 \$	68 036 \$	249 557 \$	535 614 \$	205 714 \$	62 845 \$	253 580 \$	522 139 \$
Entreprises et gouvernements	382 232	20 514	468 513	871 259	369 943	20 157	449 570	839 670
Banques	10 989	2	24 076	35 067	9 675	641	37 406	47 722
	611 242 \$	88 552 \$	742 146 \$	1 441 940 \$	585 332 \$	83 643 \$	740 556 \$	1 409 531 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)								
Canada	150 867 \$	8 062 \$	218 \$	159 147 \$	144 712 \$	7 164 \$	203 \$	152 079 \$
États-Unis	35 748	–	–	35 748	38 520	–	–	38 520
Europe (5)	297	–	–	297	11	–	–	11
Autres pays	8 210	–	–	8 210	7 758	–	–	7 758
Dépôts productifs d'intérêts (4)								
Canada	372 829	16 395	583 255	972 479	355 221	14 468	594 066	963 755
États-Unis	30 248	63 147	72 123	165 518	28 389	61 087	75 933	165 409
Europe (5)	7 080	838	64 694	72 612	5 013	851	53 295	59 159
Autres pays	5 963	110	21 856	27 929	5 708	73	17 059	22 840
	611 242 \$	88 552 \$	742 146 \$	1 441 940 \$	585 332 \$	83 643 \$	740 556 \$	1 409 531 \$

- (1) Les dépôts à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit d'exiger un avis de retrait, dont les comptes d'épargne et les comptes-chèques.
(2) Les dépôts à préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.
(3) Les dépôts à terme sont remboursables à une date fixe et comprennent aussi les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables.
(4) La répartition géographique des dépôts est fondée sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés. Au 31 janvier 2025, les dépôts libellés en dollars américains, en livres sterling, en euros et en autres devises s'élevaient respectivement à 528 milliards de dollars, 36 milliards, 61 milliards et 32 milliards (511 milliards, 34 milliards, 53 milliards et 29 milliards au 31 octobre 2024, respectivement).
(5) Comprend le Royaume-Uni et les îles Anglo-Normandes.

Échéances contractuelles des dépôts à terme (1)

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 janvier 2025	31 octobre 2024
	Moins de 1 an :	
Moins de 3 mois	185 514 \$	207 698 \$
De 3 à 6 mois	109 311	94 585
De 6 à 12 mois	174 958	173 603
De 1 à 2 ans	88 196	79 777
De 2 à 3 ans	56 649	61 175
De 3 à 4 ans	43 665	45 767
De 4 à 5 ans	17 665	20 692
Plus de 5 ans	66 188	57 259
	742 146 \$	740 556 \$

- (1) Le montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus est de 674 milliards de dollars (670 milliards au 31 octobre 2024).

Note 7 Assurance et réassurance

Résultats des activités d'assurance et des placements d'assurance

Le tableau suivant présente la composition du résultat des activités d'assurance et du résultat des placements d'assurance pour les contrats d'assurance émis et les contrats de réassurance détenus.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2025	le 31 janvier 2024
	Résultat des activités d'assurance	
Produit des activités d'assurance	1 408 \$	1 205 \$
Charges afférentes aux activités d'assurance	(1 124)	(984)
Produits nets (charges nettes) afférents aux contrats de réassurance détenus	2	(34)
	286 \$	187 \$
Résultat des placements d'assurance		
Revenu d'investissement net	370 \$	2 018 \$
Produits (charges) financiers d'assurance	(300)	(1 976)
Produits (charges) financiers de réassurance	12	99
	82 \$	141 \$
Résultats des activités d'assurance et des placements d'assurance	368 \$	328 \$

Note 8 Avantages du personnel – Régime de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations définies et à prestations définies, lesquels fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les tableaux qui suivent présentent la composition de notre charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi et l'incidence des réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 janvier 2025	le 31 janvier 2024	le 31 janvier 2025	le 31 janvier 2024
Coûts des services rendus au cours de la période	52 \$	46 \$	8 \$	8 \$
Charge (revenu) d'intérêt, montant net	(40)	(38)	19	20
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	2	10
Frais administratifs	6	4	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	18	12	29	38
Charge au titre des régimes à cotisations définies	157	106	–	–
	175 \$	118 \$	29 \$	38 \$

Réévaluations des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 janvier 2025	le 31 janvier 2024	le 31 janvier 2025	le 31 janvier 2024
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières (2)	343 \$	1 271 \$	34 \$	120 \$
Ajustements liés à l'expérience	–	–	–	1
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	(429)	(1 469)	–	–
	(86)\$	(198)\$	34 \$	121 \$

(1) Les hypothèses fondées sur le marché, y compris les modifications des hypothèses financières et le rendement de l'actif des régimes, sont revues chaque trimestre. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour à l'occasion de notre examen annuel des hypothèses des régimes.

(2) Les modifications des hypothèses financières liées à nos régimes de retraite à prestations définies portent principalement sur les changements de taux d'actualisation.

Note 9 Impôts sur le résultat

Dispositions législatives sur le deuxième pilier

Le plan à deux piliers de l'Organisation de coopération et de développement économiques comprend l'imposition d'un impôt des sociétés minimum de 15 % sur les bénéfices de certaines grandes multinationales (deuxième pilier). En ce qui nous concerne, la législation sur le deuxième pilier s'applique depuis le 1^{er} novembre 2024 dans certains pays où RBC exerce ses activités, notamment la *Loi sur l'impôt minimum mondial* au Canada, ce qui a entraîné une augmentation du taux d'imposition effectif de RBC d'environ 1,6 % pour le trimestre clos le 31 janvier 2025.

Note 10 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement

Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres

Le 1^{er} novembre 2024, nous avons émis des billets de capital à recours limité de série 5 (billets LRCN de série 5) d'un montant de 1 000 millions de dollars américains assortis d'un recours limité aux actifs (les actifs de la fiducie) détenus par un fiduciaire indépendant dans une fiducie consolidée (la fiducie à recours limité). Les actifs de la fiducie se composent d'actions privilégiées de premier rang de série BX (les actions privilégiées de série BX) d'un montant de 1 000 millions de dollars américains émises en même temps que les billets LRCN de série 5 à un prix de 1 000 \$ US par action privilégiée de série BX.

Le prix par billet LRCN de série 5 s'élève à 1 000 \$ US et les billets porteront intérêt au taux fixe de 6,35 % par année, versé trimestriellement, jusqu'au 24 novembre 2034 et par la suite à un taux annuel révisé tous les cinq ans correspondant au taux des bons du Trésor des États-Unis à 5 ans en vigueur, majoré de 2,257 % jusqu'à l'échéance le 24 novembre 2084. Advenant i) le non-paiement de l'intérêt à l'une des dates de paiement de l'intérêt, ii) le non-paiement du prix du rachat en cas de rachat de billets LRCN de série 5, iii) le non-paiement du capital à l'échéance des billets LRCN de série 5 ou iv) un cas de défaut à l'égard de billets, les porteurs de billets n'auront de recours qu'à l'égard des actifs de la fiducie et chaque porteur aura droit à sa quote-part des actifs de la fiducie. Dans de telles circonstances, la livraison des actifs de la fiducie épuiera toutes nos obligations à l'égard des billets LRCN de série 5.

Les billets LRCN de série 5 sont rachetables à l'échéance ou avant, dans la mesure où nous rachetons des actions privilégiées de série BX à certaines dates de rachat, comme il est indiqué dans les modalités des actions privilégiées de série BX et sous réserve du consentement et de l'approbation du BSIF.

Les actions privilégiées de série BX et les billets LRCN de série 5 sont assortis de clauses relatives aux FPUNV, qui sont nécessaires afin que les actions soient admissibles à titre de fonds propres réglementaires de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III. Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion de l'instrument en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF considère la Banque comme non viable ou si le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement que la Banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Dans un tel cas, chaque billet LRCN de série 5 sera automatiquement racheté, et le prix de rachat sera couvert par la livraison des actifs de la fiducie, lesquels se composeront d'actions ordinaires émises par suite d'une conversion automatique des actions privilégiées de série BX. Les modalités de chaque action privilégiée de série BX comprennent une formule de conversion automatique assortie d'un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) le prix plancher de 5,00 \$ (sous réserve d'ajustements dans certaines circonstances) ou ii) le cours de nos actions ordinaires fondé sur le cours moyen pondéré en fonction du volume de nos actions ordinaires à la Bourse de Toronto. Le nombre d'actions ordinaires émises au titre de chaque action privilégiée de série BX sera déterminé en divisant la valeur par action des actions privilégiées de série BX (y compris les dividendes déclarés et non payés) par le prix de conversion. Le nombre d'actions ordinaires remis à chaque porteur de billets sera déterminé en fonction de la quote-part des actifs de la fiducie revenant à ce porteur.

Les billets LRCN de série 5 sont des instruments qui contiennent une composante capitaux propres et une composante passif puisque les paiements d'intérêts et de capital en trésorerie sur les billets LRCN sont effectués à notre gré. Le non-paiement des intérêts et du capital en trésorerie ne constitue pas un cas de défaut et il déclenchera la livraison des actions privilégiées de série BX. La composante passif des billets a une valeur nominale et, par conséquent, la totalité du produit reçu a été présentée dans les capitaux propres.

Débetures subordonnées

Le 23 décembre 2024, nous avons racheté la totalité des 1 500 millions de dollars de nos débetures subordonnées relatives aux FPUNV à 2,88 % en cours échéant le 23 décembre 2029, pour la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date de rachat, sans compter cette date.

Le 29 janvier 2025, nous avons émis 1 500 millions de dollars de débetures subordonnées relatives aux FPUNV. Les billets portent intérêt au taux fixe de 4,279 % par année jusqu'au 4 février 2030, puis au taux canadien des opérations de pension à un jour composé quotidiennement majoré de 1,45 % jusqu'à l'échéance, le 4 février 2035.

Actions ordinaires émises

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Pour les trimestres clos			
	le 31 janvier 2025		le 31 janvier 2024	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions ⁽¹⁾	216	22 \$	400	38 \$
Actions émises dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes ⁽²⁾	–	–	6 135	720
Actions rachetées aux fins d'annulation ⁽³⁾	(1 942)	(29)	–	–
	(1 726)	(7)\$	6 535	758 \$

- (1) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.
- (2) Les exigences de notre régime de réinvestissement des dividendes (RRD) sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2025, les exigences de notre RRD ont été remplies au moyen d'achat d'actions sur le marché libre. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2024, les exigences de notre RRD ont été remplies au moyen d'actions propres.
- (3) Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2025, dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires d'une juste valeur totale de 338 millions de dollars (prix moyen de 174,00 \$ l'action) et d'une valeur comptable de 29 millions (valeur comptable de 14,85 \$ l'action). Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2024, nous n'avons aucune offre publique de rachat dans le cours normal des activités en vigueur et n'avons par conséquent pas racheté d'actions ordinaires aux fins d'annulation.

Note 11 Bénéfice par action

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2025	le 31 janvier 2024
Bénéfice de base par action		
Bénéfice net	5 131 \$	3 582 \$
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	(118)	(58)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(2)	(2)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	5 011 \$	3 522 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 413 937	1 406 324
Bénéfice de base par action (en dollars)	3,54 \$	2,50 \$
Bénéfice dilué par action		
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	5 011 \$	3 522 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 413 937	1 406 324
Options sur actions (1)	2 565	1 291
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération fondée sur des actions	–	26
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 416 502	1 407 641
Bénéfice dilué par action (en dollars)	3,54 \$	2,50 \$

(1) L'effet de dilution des options sur actions a été établi au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2025, en moyenne 459 803 options en cours au prix d'exercice moyen de 177,97 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2024, en moyenne 2 216 903 options en cours au prix d'exercice moyen de 130,78 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action.

Note 12 Actions en justice et questions de réglementation

Nous sommes une importante institution mondiale assujettie à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes en constante évolution. Nous sommes et avons été partie à diverses procédures judiciaires, y compris des poursuites en responsabilité, des vérifications réglementaires, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part de divers organismes de réglementation gouvernementaux et autorités chargées de l'exécution de la loi, dans divers territoires. Certaines de ces procédures pourraient faire intervenir de nouvelles théories et interprétations juridiques et pourraient être entendues tant en droit criminel que civil, et certaines procédures pourraient donner lieu à des sanctions civiles, réglementaires ou pénales. Nous revoyons régulièrement l'état d'avancement de toutes les procédures et nous exercerons notre jugement afin de les résoudre au mieux de nos intérêts. Pour nombre de ces procédures, il est de par nature difficile de déterminer si des pertes sont probables ou d'estimer de manière fiable le montant des pertes. Ces procédures judiciaires font largement appel à l'exercice du jugement important et soulèvent beaucoup d'incertitudes; le risque financier et les autres risques qui y sont associés, compte tenu des dotations courantes, pourraient avoir une incidence significative sur nos résultats d'exploitation d'une période donnée, bien que nous estimions que le règlement ultime de ces questions n'aura pas d'incidence importante sur notre situation financière consolidée.

Nos procédures judiciaires et questions de réglementation principales sont décrites à la note 24 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2024, rubrique mise à jour ci-dessous. Selon les faits connus à ce jour, sauf indication contraire, il nous est impossible à l'heure actuelle de prédire le dénouement de ces procédures ni le moment auquel elles seront réglées.

Procédure liée à Royal Bank of Canada Trust Company (Bahamas) Limited

Le 17 janvier 2025, le Department of Labor des États-Unis a proposé d'accorder une dispense afin de permettre à la Banque Royale du Canada de continuer de se prévaloir de l'exemption « Qualified Professional Asset Manager » (QPAM) en vertu de la loi intitulée *Employee Retirement Income Security Act* du 5 mars 2025 au 4 mars 2030. Le 21 février 2025, le Department of Labor a proposé de prolonger d'au plus six mois la période de dispense précédemment établie. Bien que nous n'ayons aucune certitude à cet égard, nous prévoyons que la dispense proposée ou le prolongement proposé de la dispense existante seront accordés d'ici le 5 mars 2025.

Enquête de la Competition and Markets Authority du Royaume-Uni

En février 2025, la Banque Royale du Canada et RBC Europe Limited ont conclu un règlement avec la Competition and Markets Authority du Royaume-Uni et ont convenu de verser un montant de 34,2 millions de livres sterling à titre de règlement complet et définitif de l'affaire.

Note 13 Résultats par secteur d'exploitation

Composition des secteurs d'exploitation

Aux fins de la gestion, en fonction des produits et services offerts, nous sommes organisés en cinq secteurs d'exploitation : Services bancaires aux particuliers, Services bancaires aux entreprises, Gestion de patrimoine, Assurances et Marchés des Capitaux.

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2025						Total
	Services bancaires aux particuliers (1)	Services bancaires aux entreprises (1)	Gestion de patrimoine (1)	Assurances	Marchés des Capitaux (1), (2)	Services de soutien généraux (2)	
Revenu net d'intérêt (3)	3 505 \$	1 796 \$	1 394 \$	– \$	918 \$	335 \$	7 948 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 306	331	4 174	406	2 838	(264)	8 791
Total des revenus	4 811	2 127	5 568	406	3 756	71	16 739
Dotation à la provision pour pertes de crédit	488	339	81	–	142	–	1 050
Frais autres que d'intérêt	2 015	710	4 204	87	2 041	199	9 256
Bénéfice (perte) avant impôt	2 308	1 078	1 283	319	1 573	(128)	6 433
Charge (économie) d'impôt	630	301	303	47	141	(120)	1 302
Bénéfice net	1 678 \$	777 \$	980 \$	272 \$	1 432 \$	(8)\$	5 131 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	274 \$	26 \$	317 \$	(2)\$	144 \$	(1)\$	758 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2024						Total
	Services bancaires aux particuliers (4)	Services bancaires aux entreprises (4)	Gestion de patrimoine (4)	Assurances	Marchés des Capitaux (2)	Services de soutien généraux (2)	
Revenu net d'intérêt (3)	2 854 \$	1 282 \$	1 230 \$	– \$	661 \$	305 \$	6 332 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 177	331	3 457	363	2 290	(465)	7 153
Total des revenus	4 031	1 613	4 687	363	2 951	(160)	13 485
Dotation à la provision pour pertes de crédit	464	170	11	1	167	–	813
Frais autres que d'intérêt	1 724	542	3 841	71	1 642	504	8 324
Bénéfice (perte) avant impôt	1 843	901	835	291	1 142	(664)	4 348
Charge (économie) d'impôt	490	251	171	71	(12)	(205)	766
Bénéfice net	1 353 \$	650 \$	664 \$	220 \$	1 154 \$	(459)\$	3 582 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	235 \$	– \$	311 \$	4 \$	124 \$	(2)\$	672 \$

- (1) Le 28 mars 2024, nous avons finalisé la transaction visant HSBC Canada. Les résultats de HSBC Canada ont été consolidés à partir de la date de clôture et sont inclus dans les résultats des secteurs Services bancaires aux particuliers, Services bancaires aux entreprises, Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux.
- (2) Majoration au montant imposable équivalent.
- (3) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des charges d'intérêt, puisque nous nous fions essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.
- (4) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2024, le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a été scindé en deux secteurs d'exploitation distincts : Services bancaires aux particuliers et Services bancaires aux entreprises. Avec ce changement, RBC Placements en Direct est passé du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises à celui de Gestion de patrimoine. Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle.

Total de l'actif et total du passif par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2025						Total
	Services bancaires aux particuliers	Services bancaires aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	
Total de l'actif	558 197 \$	190 602 \$	188 607 \$	30 780 \$	1 129 747 \$	93 093 \$	2 191 026 \$
Total du passif	558 163	190 594	186 977	30 663	1 129 705	(38 339)	2 057 763

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2024						Total
	Services bancaires aux particuliers	Services bancaires aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	
Total de l'actif	555 029 \$	187 142 \$	184 503 \$	29 288 \$	1 127 661 \$	87 959 \$	2 171 582 \$
Total du passif	554 970	187 135	183 055	29 158	1 127 564	(37 492)	2 044 390

Note 14 Gestion des fonds propres

Fonds propres réglementaires et ratios

Le BSIF établit des seuils précis en ce qui concerne les fonds propres requis au titre des risques, les ratios de levier et les ratios TLAC applicables à l'intention des institutions de dépôt du Canada. Au premier trimestre de 2025, nous nous sommes conformés à toutes les exigences applicables de fonds propres, de levier et de TLAC, y compris la réserve pour stabilité intérieure, imposées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux	
	31 janvier 2025	31 octobre 2024
Fonds propres (1)		
Fonds propres CET1	93 321 \$	88 936 \$
Fonds propres de première catégorie	103 718	97 952
Total des fonds propres	115 914	110 487
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres (1)		
Risque de crédit	579 866 \$	548 809 \$
Risque de marché	36 530	33 930
Risque opérationnel	92 545	89 543
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	708 941 \$	672 282 \$
Ratios de fonds propres et ratio de levier (1)		
Ratio CET1	13,2 %	13,2 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	14,6 %	14,6 %
Ratio du total des fonds propres	16,4 %	16,4 %
Ratio de levier	4,4 %	4,2 %
Exposition du ratio de levier	2 367 402 \$	2 344 228 \$
TLAC disponible et ratios (2)		
TLAC disponible	211 585 \$	196 659 \$
Ratio TLAC	29,8 %	29,3 %
Ratio de levier TLAC	8,9 %	8,4 %

- (1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III.
- (2) La TLAC disponible et les ratios TLAC sont calculés au moyen de la ligne directrice sur la TLAC du BSIF. La norme TLAC s'applique aux entités de résolution pour lesquelles nous sommes réputés être la Banque Royale du Canada et à ses filiales. Une entité de résolution et ses filiales sont collectivement appelées groupe de résolution. Le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont calculés au moyen de la TLAC disponible, en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques et de l'exposition aux fins du ratio de levier, respectivement.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 1-888-212-5533

Pour toute correspondance :

P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :
Société de fiducie Computershare du Canada
100 University Avenue,
North Tower, 8^e étage
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635
(Canada et États-Unis)
ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330
(Canada et États-Unis)
ou 416-263-9394
(appels internationaux)
Site Web : computershare.com/rbc
Courriel :
service@computershare.com

Co-agent des transferts
(États-Unis) :
Computershare Trust
Company, N.A.
150 Royall Street, bureau 101
Canton, Massachusetts 02021
États-Unis

Co-agent des transferts
(Royaume-Uni) :
Computershare Investor
Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box 82, The Pavilions,
Bridgwater Road,
Bristol BS99 6ZZ
Royaume-Uni

Inscriptions en Bourse (Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les
actions ordinaires de la Banque :
Canada – Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis – New York Stock
Exchange (NYSE)

Les actions privilégiées de
séries BD, BF, BH, BI et BO
sont inscrites à la TSX.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins de l'impôt sur le revenu
au Canada, l'action ordinaire de
la Banque Royale du Canada
s'établissait à 29,52 \$ par action
au jour d'évaluation
(le 22 décembre 1971). Ce prix
correspond à 7,38 \$ par action,
après ajustement pour tenir
compte des deux divisions
d'actions à raison de deux
actions pour une de mars 1981 et
de février 1990. Le dividende en
actions de une action pour une,
versé en octobre 2000 et en
avril 2006, n'a eu aucune
incidence sur le prix du jour
d'évaluation de nos actions
ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs
aux dividendes, aux changements
au registre des actionnaires ou
aux changements d'adresse, à la
perte de certificats d'actions, aux
formulaires d'impôts, aux
transferts de succession, aux
inscriptions directes et au
réinvestissement de dividendes,
les actionnaires sont priés de
communiquer avec :
Société de fiducie Computershare
du Canada

100 University Avenue,
North Tower, 8^e étage
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Canada

Téléphone : 1-866-586-7635
(Canada et États-Unis)
ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330
(Canada et États-Unis)
ou 416-263-9394
(appels internationaux)
Courriel :
service@computershare.com

Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements
financiers, veuillez communiquer
avec :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Courriel : invesrel@rbc.com
ou visitez notre site Web
au rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert
électronique de fonds, les
actionnaires du Canada et des
États-Unis peuvent faire déposer
directement dans leur compte
bancaire les dividendes sur leurs
actions ordinaires, il leur suffit
d'en faire la demande à notre
agent des transferts et agent
comptable des registres, la
Société de fiducie
Computershare du Canada.

Les actionnaires internationaux
(autres que les porteurs des
États-Unis ou du Canada)
peuvent être en mesure de
recevoir leurs dividendes et/ou
leurs distributions dans la
devise de leur choix.
Computershare offre un service
de change international qui
permet aux actionnaires
internationaux de RBC de
recevoir leurs paiements de
dividendes et/ou de distributions
dans la devise de leur choix.
Veuillez consulter le site
investorcentre.com/rbc.

Désignation à titre de dividendes admissibles

Sauf indication contraire, aux
fins de la *Loi de l'impôt sur le
revenu* (Canada) et dans toute
légalisation fiscale provinciale ou
territoriale applicable, tous les
dividendes (ainsi que les
dividendes réputés) que verse
RBC à des résidents du Canada
sur ses actions ordinaires et
privilégiées sont désignés
comme des « dividendes
admissibles ».

Rachats d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre
publique de rachat dans le
cours normal des activités qui
nous permet de racheter, aux
fins d'annulation, jusqu'à
30 millions de nos actions
ordinaires au cours de la
période allant du 12 juin 2024
au 11 juin 2025, à l'expiration de
l'offre, ou avant, étant donné
que nous sommes autorisés à
effectuer les achats en vertu
de notre avis d'intention
déposé à la Bourse de Toronto.

Nous déterminons le montant
et le calendrier des rachats
dans le cadre d'une offre
publique de rachat dans le
cours normal des activités
après consultation du Bureau
du surintendant des
institutions financières du
Canada. Pour plus de détails,
se reporter à la rubrique
Gestion des fonds propres.

Il est possible d'obtenir sans
frais un exemplaire de notre
avis d'intention de déposer une
offre publique de rachat dans
le cours normal des activités
en communiquant avec le
secrétaire de la Banque, à
notre adresse postale de
Toronto.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2025

Premier trimestre 27 février
Deuxième trimestre 29 mai
Troisième trimestre 27 août
Quatrième trimestre 3 décembre

Assemblée annuelle de 2025

L'assemblée annuelle des
actionnaires ordinaires se
tiendra le jeudi 10 avril 2025.

Dates de paiement des dividendes pour 2025

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et privilégiées de séries BD, BF, BH, BI et BO	27 janvier 24 avril 24 juillet 27 octobre	24 février 23 mai 22 août 24 novembre
Actions privilégiées de série BT	17 février 15 août	24 février 22 août
Actions privilégiées de série BU	17 février 15 août	24 février 22 août
Actions privilégiées de série BW	16 mai 17 novembre	23 mai 24 novembre

Gouvernance

Les résumés des différences importantes entre les pratiques de
RBC en matière de gouvernance d'entreprise et les pratiques en
matière de gouvernance d'entreprise que doivent respecter les
entreprises nationales américaines en vertu des conditions
d'admission en Bourse de la NYSE sont présentés sur notre site
Web, à l'adresse rbc.com/gouvernance.

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Tous les renvois à des sites Web sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.